

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE ÉCONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE
SUR
LE HAUT TONKIN

LA RÉGION DE CAO-BANG

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 8 Avril 1908, à 2 h. 1/2

PAR

LE CAPITAINE PAUL MARABAIL

DE L'INFANTERIE COLONIALE

Président : M. LESEUR, professeur.
Suffragants : { MM. PILLET, professeur.
PERREAU, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE ÉCONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE

SUR •

LE HAUT TONKIN

LA RÉGION DE CAO-BANG

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 8 Avril 1908, à 2 h. 1/2

PAR

LE CAPITAINE PAUL MARABAIL

DE L'INFANTERIE COLONIALE

Président : M. LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. PILLET, professeur.
PERREAU, professeur.*



PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1908

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Archives du 2^e territoire militaire du Tonkin.

Archives de l'état-major du corps d'occupation du Tonkin.

AUMOITTE. — Tong-King. De Hanoï à la frontière du Kouang-Si (*L'Exploration*, 1884, p. 14).

BAUDENS (G.). — *Deux années au Tonkin* (1886-1886). Paris, 1887.

BAUDENS (G.). — Vingt-cinq milles dans la Rivière-Noire (*Bull. Soc. Géogr.*, VII, 1886, p. 272).

BILLET (D^r A.). — *Deux ans dans le Haut-Tonkin*. Challamel, éd. Paris.

BONIFACRY (C^t). — *Notes inédites*.

BONVALOT. — *De Paris au Tonkin, à travers le Thibet inconnu*. Paris, 1893.

BOUINAIIS et PAULUS. — *L'Indo-Chine française contemporaine*. 2 vol. Paris 1883.

BOURNE (F.). — Report of a journey in South-Western China (*China Blue Blook*, 1888).

CARNÉ (De). — *Voyage en Indo-Chine et dans l'empire chinois*. Paris, 1872.

CHABROL (C^t). — *Les opérations militaires au Tonkin*. Lavauzelle, éd. Paris.

CHALLAN DE BELVAL (D^r). — *Au Tonkin*, Paris, 1886.

COLQUHOUN (Archibald R.). — *Autour du Tonkin* (Across Chrysé. Trad. française par Ch. Simond). 2 vol. Paris, 1884.

COLQUHOUN (Archibald R.). — *The truth about Tonquin*. London, 1884.

COLQUHOUN (Archibald R.). — *Amongst the Shans*. London, 1885.

CORDIER (H.). — Recherches philologiques sur le Yûn-Nan (*C. R. Soc. de Géogr.*, nov. 1895).

COURTOIS (D^r). — *Le Tonkin français contemporain*. Paris, 1891.

CRABOUILLET (Le Père). — Les Lolos (*Les Missions catholiques*, 1873, p. 71).

- DESGODINS (Le Père). — Itinéraire de Pa-Tung à Yerkalo (*Bull. Soc. Géogr.*, 6^e sér., t. II, 1871, p. 343).
- DESGODINS (Le Père). — *Lettres à M. Garnier sur les Lou-Tzé et les Lyssous*.
- DESGODINS (Le Père). — Mots principaux des langues de certaines tribus qui habitent les bords du Lan-Tsang-Kiang, le Lou-Tzé-Kiang et l'Irrawaddy (*Bull. Soc. Géogr.*, 6^e sér., V, 1873, p. 148).
- DEVÉRIA. — La frontière sino-annamite (*Publication de l'Ecole des langues orientales vivantes*). Paris, 3^e série, I, 1886.
- DEVÉRIA. — *Histoire des relations de la Chine avec l'Annam-Vietnam du XVI^e au XIX^e siècle* (Leroux, éd. Paris).
- DEVÉRIA. — Les Lolos et les Miao-Tzé, à propos d'une brochure de M. P. Vial (*Extrait du journal asiatique*). Paris, 1891, p. 48.
- DIGUET (colonel). — *Les Annamites* (Challamel, édité. Paris).
- DIGUET (colonel). — *Notes inédites*.
- DUMOUTIER (G.). — Notes ethnologiques et historiques sur les Giao-Chi (*L'Anthropologie*, I, 1890, p. 650).
- DUPUIS (J.). — Voyage au Yün-Nan (*Bull. Soc. Géogr.*, 6^e sér., XIV, 1877, p. 5).
- DURAND (l'abbé). — *Conférence sur le Tong-King et ses peuples* (Expos. Univers. 1878, Congrès et conférences du Trocadéro. Minist. de l'Agric. et du Comm., 1879).
- FAMIN (Lieut.-colon.). — *Au Tonkin et sur la frontière du Kwang-Si* Paris, 1895.
- GARNIER (F.). — *Voyage d'exploration en Indo-Chine* (1866-1868), par une commission française dirigée par le commandant Doudart de Lagrée. Paris, 2 vol., 1873.
- GAUBIL (P.). — *Lettres édifiantes et curieuses*. Mérizot, éditeur, t. XVI.
- GIRAULT (A.). — *Principes de colonisation et de législation coloniale*. Laroze, éd. Paris.
- HERVEY DE SAINT-DENYS (d'). — *Ethnographie des peuples étrangers à la Chine*. 2 vol. Genève, 1876. Traduction de Ma-Touan-Lin.
- HOCQUARD (Dr). — Trente mois au Tonkin, 1885 (*Le Tour du monde*, LIX, 1890).
- Instructions du général Coronnat aux commandants de territoire, de cercle, de secteur et de poste.
- KERGADEDEC (De). — Les races indo-chinoises (*Mémoires de la Société anthropologique*. Paris, II, 1875 a, p. 314).
- KLAPROTH (J.). — *Asia polygotta*. Paris, 1823.
- LABARTHE (Ch.). — Résumé d'une étude sur les Muongs (*Bull. Soc. Géogr. hist. et descriptive*. Minist. de l'Instr. Publ. et des B.-Arts, 1886, p. 127).

- LACOUPERIE (Terrien de). — *The Cradle of the Shan Race*. London, 1885 (Introd. to A.-R. Colquhonn's Amongst the Shans).
- LACOUPERIE (Terrien de). — The Tô Indigenes of Tungking (*Proceed. Roy. Geogr. Soc.*, avril 1886).
- LANESSAN (De). — *L'Indo-Chine française*. Paris, 1889.
- LANESSAN (De). — *La colonisation française en Indo-Chine*. Paris, 1893.
- LECLÈRE. — *Etude géologique et minière des provinces chinoises voisines du Tonkin*. Dunod, édit. Paris.
- LECLÈRE. — *La Géographie*. Masson, édit. Paris.
- L. DE LA JONQUIÈRE (C¹). — *Ethnographie du Tonkin septentrional*, 1906. Ed. Leroux, édit.
- LOGAN. — Ethnology of the Indo Pacific Islands (*Journal of the Indian Archipelago*, III, 1859).
- LESSERTEUR (Le Père). — De quelques tribus sauvages de la Chine et de l'Indo-Chine. Lettres (*Les Missions catholiques*, 1877, p. 127, et 1878, p. 309).
- MASSY (Lt). — Quatorze mois chez les Thòs et les Mâns-Tiens (*Bull. Soc. Geogr. histor. et descript.* Minist. Instr. Publ. et B.-Arts, 1890).
- MATHUISIEUX (H. Méhier de). — Les Anglais au Yûn-Nan (*Le Tour du monde*, 1894, *Nouvelles géographiques*, p. 84).
- NEIS (Dr). — Sur les frontières du Tonkin (*Le Tour du monde*, LV, 1888, p. 321).
- NICOLAI (G.). — Notes sur la région de la Rivière-Noire (*Excursions et reconnaissances en Indo-Chine*, XV, 1890, p. 1).
- NICOLAI (G.). — La région de la Rivière-Noire (*Rev. géogr. internat.*, XVI, 1891, p. 57).
- ORLÉANS (Prince H.-Ph. d'). — *Autour du Tonkin*, 2^e édit., Paris, 1894.
- PETHELLAZ (Dr A.). — Etude sur la frontière sino-annamite (*Bull. Soc. géogr. commerc.* Paris, XVI, 1894, p. 437).
- PINABEL (Le Père). — Notes sur quelques peuplades sauvages dépendant du Tong-King (*Bull. Soc. géogr.*, V, 1884, p. 433).
- Quinzaine coloniale*, 1900 à 1907.
- E. RECLUS. — *L'Empire du Milieu*. Hachette, éd. Paris.
- Revue des troupes coloniales*, nos 3, 4, 5 des mois de septembre, octobre et novembre 1902 (Lavauzelle, édit.).
- ROCHER. — *Histoire des princes du Yunnan-Brill Leide*.
- ROCHER. — *La province chinoise du Yûn-Nan*. 2 vol. Paris, 1880.
- ROMANET DU CAILLAUD. — Notice sur le Tong-King (*Bull. Soc. géogr.*, 6^e sér., XIX, 1880, p. 97).
- ROMANET DU CAILLAUD. — Quelques traits de l'histoire de la race thai dans le Tong-King septentrional et dans le Quang-Si occidental (*Bull. Soc. géogr.*, 7^e sér., V, 1884, p. 581).

- ROSNY (De). — *Le peuple siamois ou thai*. Paris, 1885.
- ROUVIER (G.). — La province chinoise du Yunnan et les routes qui y mènent (*Rev. de géogr.*, juillet 1896).
- SOUCHIÈRES (Le Père). — Cité par le Père Lesserteur (1878, p. 297).
- TROUONG-VING-KY. — *Cours d'histoire annamite*. 2 volumes. Saïgon. Imprimerie du Gouvernement.
- THOREL (Dr). — Notes anthropologiques (*Voyage d'exploration en Indo-Chine*, de Doudart de Lagrée. Paris, 1873, II, p. 285).
- VIVIEN DE SAINT-MARTIN et ROUSSELET. — *Nouveau dictionnaire de géographie universelle*, t. VI, p. 518, lib. Hachette, Paris.
- Revue indo-chinoise*. — De 1903 à 1905 (Schneider, éd. Hanoï).
- Journal officiel de l'Indo-Chine* (De 1890 à 1905).
-

INTRODUCTION

Située aux confins de la Chine et de l'Empire d'Annam, la province de Cao-Bang a toujours été très troublée ; depuis les temps les plus reculés, en effet, elle a constitué une sorte de marche où ces deux peuples sont venus se heurter.

On croit que Cao-Bang a été le centre du royaume de Ba-Thuc dont on parle dans l'histoire annamite de 2874 à 252 avant Jésus-Christ (1).

« Plus tard, en 39 après Jésus-Christ, alors que les pays annamites étaient soumis à la Chine, une femme, originaire des montagnes du Tonkin, nommée Trung-Trac, leva l'étendard de la révolte pour venger son mari mis à mort par le gouverneur chinois. Elle eut bientôt réuni sous son autorité toutes les populations du bassin du golfe et du bassin de la baie de Canton depuis le Nghé-An jusqu'à Canton. Son royaume comptait 75 villes fortes.

« L'Empereur de Chine envoya pour la soumettre le fameux général Ma Yu'en » (2) qui « à la fin fut définiti-

1. C. de la Jonquière, *Ethnographie du Tonkin septentrional*, 1906, E. Leroux, éd., p. 17 ; Truong-Vinh-Ky, *Cours d'histoire annamite*, Saïgon, imprimerie du gouvernement, p. 14, 1^{er} volume.

2. Romanet du Caillaud, « Quelques traits de l'histoire de la race Thaï dans le Tonkin septentrional et dans le Kouang-Si » (*B. S. G.*, v. 1884, pp. 581, 582, 583.

vement victorieux. Trung-Trac et sa sœur Trung-Nhi se firent tuer sur le champ de bataille (1).

« La province de Cao-Bang fut, huit siècles plus tard le témoin des luttes que livrèrent les peuples de la confédération de Nan-Ychao.

« Au ix^e siècle de notre ère, vers 830, alors que la race annamite était sous la domination chinoise, le Tong-King fut envahi par l'armée de la confédération thaï de l'Yunnan. Cette confédération dont le siège était à Ta-Ho-Tchian, au sud de Ta-Ly-Fu, était appelé en chinois : Nan-Tchao.

« Cette armée du Nan-Tchao eut pour guides les Tho-Man, c'est-à-dire les barbares Thò, montagnards du Tong-King septentrional.

« La guerre dura avec diverses alternatives jusqu'en 870. En 860, le roi de Nan-Tchao, Tsiéou-Long, uni aux Thòs commandés par Chau-Co-Dao, marcha sur la capitale de l'Annam et s'en empara à deux reprises différentes.

« Enfin les Nan-Tchao furent chassés par le gouverneur chinois Cao-Pien, le fondateur de Ha-Noï alors appelé Dai-La » (2).

Nous savons encore qu'« en 1039, une tribu de la province de Quang-Nguyen (3), celle des Nòngs occidentaux, conduite par Ton-Phuoc, se soulève et que ce dernier se proclame roi.

« Le roi marche contre lui, le bat et le fait prisonnier avec son fils Tri-Hieu et cinq hommes, rase sa citadelle

1. Truong-Vinh-Ky. Déjà cité, p. 24, 1^{er} volume.

2. Romanet du Caillaud. Déjà cité, pp. 584, 585, 586.

3. « Quang-Nguyen s'écrivait aussi Quang-Uyen ». Deveria, *La frontière sino-annamite*.

et apaise les troubles. De retour à la capitale, les prisonniers furent mis à mort.

« Peu de mois après, le Nung-Tri-Cao, fils de Ton-Phuoc et sa mère A-Nung qui avaient réussi à échapper à l'expédition de 1039 reviennent ; ils occupent la province de Dang-Du et y établissent le royaume de Daï-Lich. Le roi fit marcher ses troupes contre ces nouveaux rebelles ; le fils et la mère furent faits prisonniers, mais le roi se souvenant que déjà Ton-Phuoc et l'un de ses fils avaient été mis à mort fit grâce à l'autre de ses enfants et à sa femme et les rétablit dans le Quang-Châu dont il agrandit même le territoire » (1).

Quang-Uyen étant à 40 kilomètres à peine de Cao-Bang, il est facile d'en déduire que toute la région prit part à la révolte de Ton-Phuoc et de son fils.

L'histoire chinoise mentionne encore que, vers l'an 1075, des événements importants eurent lieu dans les environs de la province (2).

Il en fut de même en l'an 1285. A cette époque, en effet, « Tohoan (fils de l'empereur de Chine), força les passages les plus difficiles et les mieux fortifiés, entra dans le Ton King, dissipa les troupes tong-kinoises et par le moyen d'un grand nombre de canots, il passa le fleuve Fou-Léong-Kiang et trouva l'armée rangée en bataille. Le combat fut sanglant et les Tong-Kinois furent entièrement défaits. Le roi vaincu se retira sans que les Tartares pussent savoir le lieu de sa retraite ;

1. Truong-Vinh-Ky. Déjà cité, p. 56, 1^{er} volume.

2. Père Gaubil, *Lettres édifiantes et curieuses*, t. XVI ; Mérigot, éd., *Mémoire historique sur le Tonkin*, p. 275 ; Truong-Vinh-Ky. Déjà cité, pp. 62, 63 64.

mais un de ses frères, le prince Thing-Yt-Si se rendit à Tohoan avec sa famille et ses vassaux.

Tohoan, ébloui de ce succès, croyait le roi perdu et ses troupes hors d'état d'agir. Sa surprise fut extrême, quand il vit reparaitre une armée de Tong-Kinois qui venait à lui avec la plus grande ardeur. Leur attaque fut si vive et si bien conduite que les Tartares, malgré leur bravoure et leur résistance, furent obligés de reculer après avoir fait une très grande perte. Ils prirent la route du Kouang-Si où ils n'arrivèrent qu'avec une peine infinie » (1).

En l'an 1420, un mandarin de guerre nommé Lyli, prend le titre de prince et se soulève contre l'autorité chinoise. Apprenant, en 1426, que beaucoup de troupes de cette puissance sont arrivées sur les frontières du Kouang-Si et du Yunnan, il fond sur elles à l'improviste et remporta une victoire complète près de la rivière Tchan (2).

L'histoire annamite mentionne encore que vers l'an 1505 de notre ère, sous la dynastie des Lé, un mandarin nommé Thé-Nung, voulut se créer dans la région de Cao-Bang une principauté indépendante et que des troupes furent envoyées pour le combattre. Vaincu et abandonné par les siens, il fut mis à mort (3).

L'histoire est ensuite muette sur la province de Cao-bang jusqu'à l'année 1596. Un usurpateur du nom de Mac-Dang-Dong, se fit proclamer roi, en 1527, à la place du souverain légitime Lé-Cung-Hoang et fonda la dynastie des Mac.

1. P. Gaubil. Déjà cité, pp. 285, 286.

2. Même source, p. 308.

3. Truong-Vinh-Ky. Déjà cité, p. 37, 2^e volume.

Les successeurs s'établirent à Hanoï et eurent bientôt sous leur dépendance tout le Tonkin septentrional. A ce moment, un fils du roi détrôné, sauvé du massacre de sa famille, groupa d'abord autour de lui quelques partisans. Il réussit à avoir ensuite sous ses ordres une armée considérable avec laquelle il s'installa dans le Thanh-Hoa.

Jusqu'à l'année 1596, les représentants des deux dynasties vécurent ainsi côte à côte, tout en se livrant avec des alternatives de succès et de revers, de continues batailles.

A cette date, grâce à l'appui d'une puissante et intelligente famille de mandarins, les Trinh, les rois Lé furent constamment victorieux. Chassés de Ninh-Binh, Nam-Dinh et Bac-Ninh, les Mac vinrent demander asile à la région accidentée de Cao-Bang où le vainqueur n'osa pas, pendant quelque temps, les poursuivre.

Les Mac firent en 1605, 1620, 1628, 1669, 1677, de nouvelles tentatives pour reprendre la lutte contre leurs rivaux. Toujours vaincus, ils sont réduits maintes fois à se réfugier en Chine (1). En 1692, enfin, « les Mac qui ne renonçaient pas à toute espérance furent poursuivis avec acharnement et capturés par les ordres du gouverneur de Cao-Bang, Ngo-Sach-Thuan » (2).

En 1834, le chef feudataire de Bao-Lac, Nung-Van-Van entra également en révolte dans les provinces montagneuses de Tuyen-Quang, Thai-Nguyen, Cao-Bang et Lang-Son. Les troupes royales le battirent, forcèrent sa retraite de Bao-Lac et Nung-Van-Van, sous un déguisement chinois, passa la frontière du Céleste Empire.

1. Truong-Vinh-Ky. Déjà cité, 2^e vol., pp. 100, 105, 156.

2. Même source, p. 157.

Traqué par les autorités chinoises à qui l'extradition avait été réclamée contre lui, le fugitif repassa la frontière. Les Annamites, informés de sa présence au village de An-Quang-Xa, du huyen de Dé-Dinh, cernèrent les environs.

Nung se cacha sous bois, dans les anfractuosités des roches, et ne put être découvert. Dans la crainte qu'il n'échappât pendant la nuit, on mit le feu à la montagne. On le trouva, le lendemain, complètement rôti ; sa tête, détachée, fut mise dans le sel et expédiée à Hué.

Nung avait été un voisin redoutable ; il avait enlevé deux fois Cao-Bang, occupé et ruiné pendant trois ans les provinces de Lang-Son, Thai-Nguyen et Tuyen-Quang (1).

A la mort de Thiêu-Tri, troisième roi de la dynastie des Nguyen, survenue en 1847, la cour de Hué, ne pouvant arriver à réprimer le brigandage et la piraterie dans les provinces frontières, pria la Chine de l'aider dans cette tâche ; il fut fait droit à sa demande et des soldats chinois vinrent rétablir l'ordre.

Vers 1862, commença l'infiltration des bandes de Tai-Pings qui prirent l'habitude de venir, tous les ans, rançonner les habitants de la région. En 1866, l'un d'eux, nommé Vuong-Nhi-Nam, s'empara de la citadelle de Cao-Bang et en demeura le maître pendant onze ans.

Pour venir à bout de ce dangereux ennemi, Tu-Duc demanda et obtint le secours de la Chine. Une petite armée chinoise chassa Vuong-Nhi-Nam de Cao-Bang et s'installa à sa place. L'occupation dura quatre années,

1. Truong-Vinh-Ky. Déjà cité, p. 267, 2^e vol.

mais les troupes de secours venaient à peine de repasser la frontière que la piraterie recommençait.

Une fois encore, Tu-Duc demanda l'appui de l'empereur de Chine. Deux mandarins furent envoyés avec de nombreux soldats. Ils réussirent à faire prisonnier le principal chef des pirates et le firent décapiter (1). Dès lors, des postes furent établis sur les divers points de la région que les Chinois se chargèrent de défendre contre tout rebelle.

Cet état de choses se prolongea jusqu'à la mise en vigueur du traité de paix du 15 avril 1883, d'après les clauses duquel les troupes chinoises durent repasser la frontière.

En 1886, l'ex-régent Tuyet prit à sa solde un chef de pirates, Lam-Van-Duong, et un chef chinois nommé Luong-Tam-Taï. Avec eux, il vint mettre le siège devant la citadelle que commandait le Quan-Bo de la province Lé-Phan-Haï. Ce mandarin, gagné à notre cause, entretenait des relations, au moyen d'émissaires, avec le vice-résident militaire de Lang-Son à qui il donnait tous les renseignements voulus pour faciliter la marche d'une expédition française sur Cao-Bang.

Etendant notre domination sur tout le Tonkin, nous envoyâmes alors sur cette ville une colonne commandée par le général Mensier. Grâce à la trahison de l'An-Sat, Tuyet put se rendre maître de la citadelle dans laquelle il ne chercha pas, toutefois, à se maintenir. Après avoir mis en état de défense une forte position située au nord de la ville, il l'abandonna presque sans

1. Archives du deuxième territoire, à Cao-Bang, que j'ai été autorisé à consulter en 1904-1905.

combattre et se retira sur Mo-Xat où il fit décapiter le Quan-Bo Lé-Phan-Haï. Il avait réussi à emporter avec lui les sceaux et les cachets officiels des autorités annamites qui lui servirent à confectionner de faux laissez-passer et de fausses pièces diplomatiques qui rendirent très difficiles les négociations pour l'abornement des frontières (1).

Le 30 octobre 1886, le général Mensier occupa Cao-Bang.

Le commandant Servière poursuivit les Chinois jusqu'à Mo-Xat. Il procéda ensuite à l'organisation du pays et à l'établissement des postes de Nuoc-Haï et Mo-Xat (janvier 1887), Tra-Linh (même mois), Phuc-Hoa (juillet de la même année), Trung-Kang-Phu (octobre 1887). Il reçut, à la même époque, à Cao-Bang, la soumission d'un chef chinois appelé A-Coc-Thuong.

Quelques jours après sa fondation, le poste de Mo-Xat fut attaqué par Luong-Tam-Tu. Le lieutenant Gauvais put le défendre jusqu'à l'arrivée du capitaine Sucillon qui mit l'ennemi en fuite.

Au début de l'année 1888, les pirates abandonnèrent les plaines et se retirèrent soit en Chine, soit dans les rochers des Ba-Chaù et du Luc-Khu. A la fin de l'année, les hostilités reprirent sous l'instigation de Tuyet qui opéra contre nous la coalition des bandes chinoises du Nord.

Après plusieurs rencontres avec nos troupes dans le Luc-Khu ou dans les Ba-Chaù, les pirates vinrent s'installer, en mai 1889, à Canh-Bien et An-Laï, dans un

1. Archives du bureau du commandant du deuxième territoire militaire à Cao-Bang que j'ai été autorisé à consulter en 1904-1905.

véritable camp retranché, à quelques kilomètres au nord-ouest de Cao-Bang qu'ils menacèrent. La position fut enlevée et les bandes se dispersèrent sous l'action combinée de deux colonnes parties l'une de Cao-Bang, l'autre de Quang-Uyen, sous les ordres des commandants Robert et Oudri. Le lieutenant-colonel Servière, nommé chef de la région, leur donna ensuite la chasse, d'abord dans les Ba-Chaù (combat de Ban-Daï, 28 septembre 1889), puis dans le Luc-Khu (combat du 31 octobre). Le poste de Soc-Giang fut fondé à ce moment (1).

Ces actes de vigueur furent suivis d'une période plus calme pendant laquelle les chefs chinois se retranchèrent dans leurs repaires qu'ils croyaient inaccessibles. Nous allâmes les y attaquer, cependant, à plusieurs reprises. C'est ainsi qu'une reconnaissance du repaire de Lung-Kett fut faite le 20 décembre 1890 par les capitaines Ramadié et Félineau et qu'une colonne fut dirigée, à cette époque, par le commandant Pretet dans les Ba-Chaù et dans le Luc-Khu.

L'année 1891 fut marquée par l'enlèvement des repaires de Gia-Héo et de Lung-Kett qu'effectua le commandant Tournier du 24 mars au 3 avril.

Par arrêté du gouverneur général de Lanessan en date du 6 août 1891, les territoires militaires furent créés au Tonkin. Cao-Bang devint le chef-lieu d'un cercle faisant partie du deuxième territoire et dont le chef de bataillon Tournier, du 1^{er} régiment étranger, fut le premier commandant. Dans le courant de l'année 1892, les hostilités recommencèrent ; on procédait, en

1. C. Chabrol, *Opérations militaires au Tonkin*, Lavauzelle, éd., p. 59.

effet, à cette époque, aux opérations de l'abornement et les mandarins du Quang-Si espérèrent, par ce moyen, rendre moins grandes nos exigences.

Les bandes chinoises subirent d'abord des échecs à Bac-Phut (18 août 1892) et Na-Lan (21 et 23 du même mois). « Puis, sous la conduite nominale d'A-Khanh-Sinh, ancien chef de That-Khé, elles vinrent investir à grande distance ce poste et lui couper les communications avec Lang-Son et Cao-Bang » (1). Une colonne, commandée par le colonel Servièrre, vint le dégager et les bandes s'enfuirent dans le cercle de Cao-Bang.

Le commandant Famin les poursuivit vigoureusement à travers les Ba-Chaù dans une série de colonnes qui durèrent trois mois. Aux engagements qui eurent lieu à Lung-Noï, sur les bords du Song-Quei-Cheum, à Kéo-Mac et Lung-Po, le commandant Virgetti, les capitaines Rondony, David, Bachelier, Rivière, le lieutenant Boulanger rivalisèrent de zèle et d'entrain et furent pour l'officier supérieur qui était à leur tête des collaborateurs précieux (2).

Les débuts de l'année 1893 furent assez tranquilles ; mais, au mois de novembre, le commandant Lamary dut reprendre la campagne et engager les affaires de Gia-Héo et de Na-Luong. A cette date, le commandement supérieur fit procéder à l'organisation méthodique de la frontière. Des postes, des blockhaus furent construits sur tous les points qui présentaient une importance quelconque ; des chemins nouveaux furent aussi créés. On résolut, enfin, d'inviter l'habitant à nous prê-

1. C. Chabrol. Déjà cité, p. 59.

2. *Au Tonkin et sur la frontière du Kwang-Si*, G. Famin, Challamel, éd. 1895, Paris, pp. 109 à 160.

ter la main dans la lutte que nous livrions à la piraterie et des armes lui furent distribuées. Ces mesures produisirent le meilleur résultat. Pourchassés de tous les côtés, les pirates durent repasser la frontière et, depuis cette époque, on n'eut à réprimer de leur part que des tentatives de pillage survenues, d'ailleurs, à des intervalles très éloignés.

Le 19 juin 1894, eut lieu la signature définitive du traité d'abonnement avec la Chine.

Au mois d'octobre de la même année, le lieutenant-colonel Vallière dut conduire une opération contre l'ancien chef rebelle Ti-tien-Duc qui, malgré sa soumission apparente, était toujours considéré comme suspect. Ses partisans ayant eu quelques jours auparavant un engagement avec le lieutenant Rivet, il importait de faire un exemple. Trois colonnes furent dirigées dans le Lung-Sun : les positions ennemies furent enlevées presque sans coup férir.

Le 13 août 1896, Cao-Bang devint le chef-lieu du deuxième territoire militaire.

Le cercle jouit de la plus grande tranquillité jusqu'au commencement de 1901. A ce moment, le maréchal Sou fit de l'autre côté de la frontière, une chasse impitoyable aux pirates ; une bande de cinq cents d'entre eux vint, pour lui échapper, tenter une incursion sur notre territoire. Elle s'engagea dans le Luc-Khu ; après avoir accompli une marche forcée à travers les sentiers les moins connus, elle attaqua le poste de Nuoc-Hai dans la soirée du 22 avril. Un peloton de légion, envoyé immédiatement de Cao-Bang au secours du commandant du poste, lui fit abandonner la lutte au cours de laquelle le capitaine Forey fut blessé. Les pirates s'en-

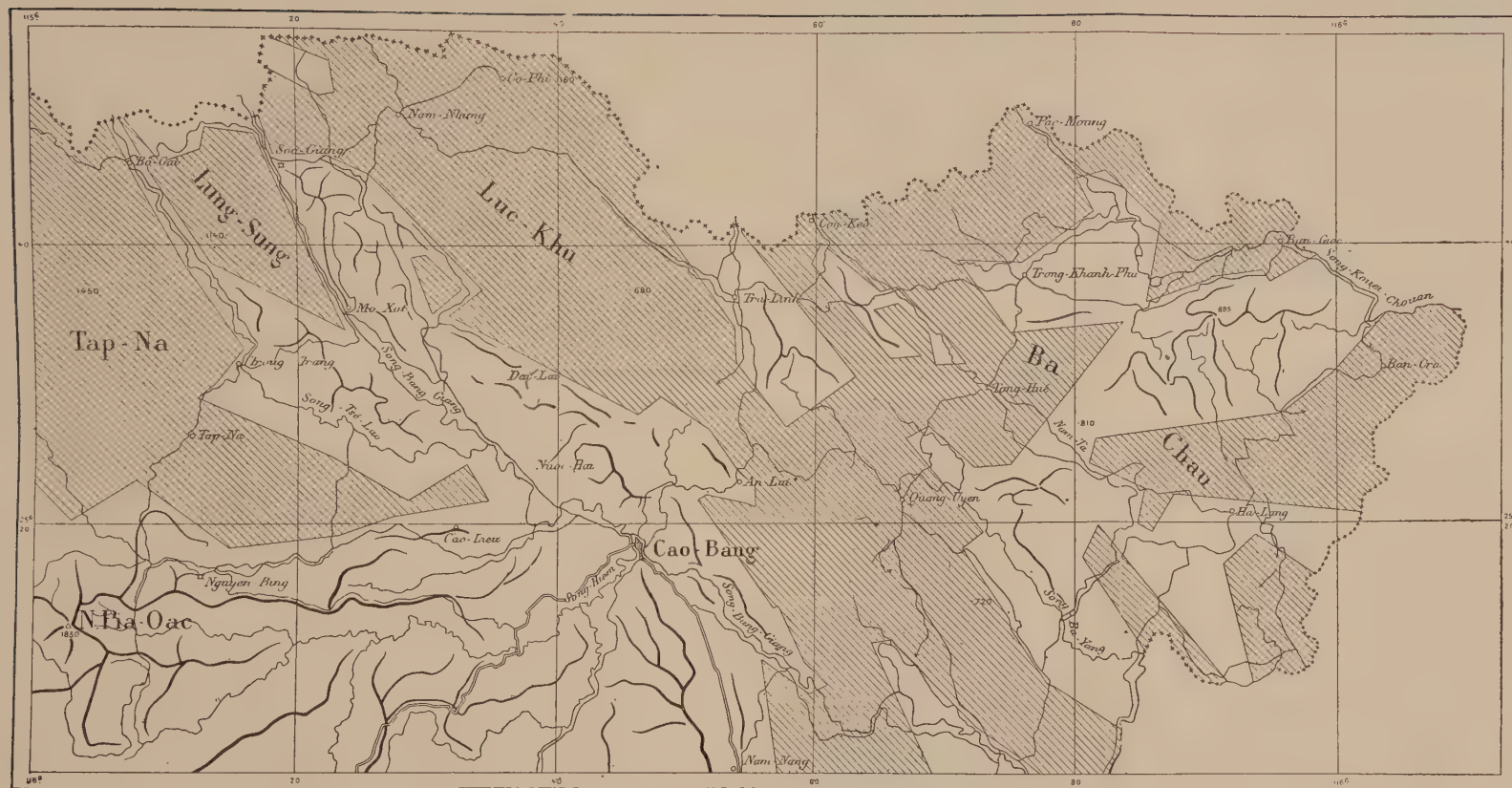
fuirent alors vers l'Ouest et incendièrent le village de Tap-Na. Le colonel Riou, commandant le territoire, partit immédiatement à leur rencontre ; il les délogea du Lung-Sun et les poursuivit dans le Luc-Khu où ils avaient réussi à se retirer. Traquée de tous les côtés, la bande subit des pertes nombreuses que lui infligea, en particulier, le capitaine Ibos ; quelques rares survivants parvinrent à repasser la frontière où ils tombèrent, du reste, sous les coups des réguliers chinois qui nous prêtèrent, il faut le reconnaître, en la circonstance le concours le plus loyal et le plus empressé (1).

Tels sont les principaux faits qui ont marqué la conquête de la contrée jusqu'à l'heure actuelle.

1. *Revue des troupes coloniales*, Lavauzelle, éd. Paris, nos 3, 4, 5 des mois de septembre, octobre et novembre 1902.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE



CARTE PHYSIQUE DU CERCLE DE CAO-BANG

Echelle : 1/444.444.

CHAPITRE PREMIER

Composition et disposition du sol. Formes du relief. Altitude moyenne des montagnes. Orientation des vallées. Comment les vallées communiquent entre elles. Cols. Effets de ce relief sur le climat Hydrographie.

D'une manière générale, les terrains qui constituent la région de Cao-Bang sont formés de schistes et de calcaires.

Les schistes sont ordinairement compacts et verdâtres ; quelquefois aussi, ils sont de couleur jaunâtre, grise et satinée ; il est alors facile de les diviser en feuillets. Ils contiennent fréquemment des bancs de grès.

Les calcaires forment des bancs diversement épais qui sont intercalés au milieu des schistes.

Au point de vue de leur âge géologique, on peut diviser les terrains en deux : les uns, inférieurs, appartiennent aux étages silurien et dévonien, les autres, supérieurs, à l'étage carbonifère. Dans cette dernière formation il n'y a plus de schistes : on se trouve seulement en présence de calcaires, extrêmement puissants, puisque l'on admet que leur épaisseur primitive avant l'érosion pouvait atteindre de 500 à 1.000 mètres.

La tectonique de la région est compliquée. Il y a eu à la fois des plissements par effort de refoulement latéral et des effondrements. Il résulte de cette double cause une disposition des terrains soit en bandes allongées, formées alternativement de schistes et de calcaires, soit en massifs découpés comme à l'emporte-pièce et qui sont constitués par des calcaires formant autant de pays différents. Nous pouvons citer, par exemple, les massifs calcaires de Tap-Na, du Lung-Sun et du Luc-Khu qui ont bien chacun leur individualité.

Les effondrements ont eu leur accompagnement ordinaire de roches éruptives s'élevant en masse à travers les cassures de l'écorce terrestre. La région de Cao-Bang en est, en quelque sorte, remplie ; elles forment tantôt des filons, tantôt des amas. Le plus important de ces derniers est la belle montagne du Pia-Ouac dont nous parlerons plus loin.

Telles sont les dislocations dont les terrains primaires de la région du Cao-Bang ont été affectés.

Il n'existe pas chez elle de terrains secondaires.

Les terrains tertiaires sont uniquement composés de la formation lacustre de Cao-Bang qui contient des couches de lignite non encore étudiées.

Formes du relief. Altitude moyenne des montagnes. —

Le relief du pays de Cao-Bang est un des plus irréguliers qu'il soit possible de rencontrer.

Nous venons de voir que la formation des terrains comprend des calcaires et des schistes.

Le faciès calcaire est surtout développé sur la rive gauche du Song-Bang-Giang et au nord-ouest du grand quadrilatère situé entre le Song-Bang-Giang, la région



Un paysage des Ba-Chaù (Tong-Hué)
Relief du faciès calcaire.

des Ba Bé, dans lequel sont inscrits Nguyen-Binh, Cao-Bang, Dong-Khé et Ngan-Son. En un mot, il enveloppe la formation argilo-schisteuse au Nord et à l'Est (1).

Le faciès argilo schisteux comprend presque entièrement et exclusivement le grand quadrilatère dont nous venons de parler.

Relief du faciès calcaire. — Cao-Bang paraît avoir été un grand plateau surmontant les schistes silurien et dévonien sur lequel les agents atmosphériques, si puissants dans le pays tropical, et les effondrements locaux ou partiels ont agi à la fois depuis un temps fort reculé. On n'y trouve pas de chaînes de montagnes proprement dites. C'est un grand plateau bouleversé, le pays des failles, pourrait-on l'appeler en faisant usage d'un style imaginé, dont la grande direction est nord-ouest-sud-est et auxquelles viennent s'adjoindre des cassures secondaires qui leur sont perpendiculaires. Leurs grandes directions sont donc celles du Dzé-Rao, du Song-Bang-Giang, du Son-Ta-Boum, de la rivière de Tra-Linh supérieure, de la rivière de Tong-Hué, et du Song-Quei-Cheum.

Si l'on envisage le pays de Cao-Bang, sans étudier les liens géologiques qui l'attachent aux pays avoisinants, on peut avancer qu'il n'y a pas de système orographique. Chacune des anciennes parties du plateau, isolée par des failles, forme aujourd'hui des sortes de massifs séparés. L'aspect général du pays en demeure chaotique et donne souvent l'illusion de la grande mon-

1. Dr Billet, *Deux ans dans le haut Tonkin*, Challamel, éd. Paris, 1898, pp. 49, 50, 51

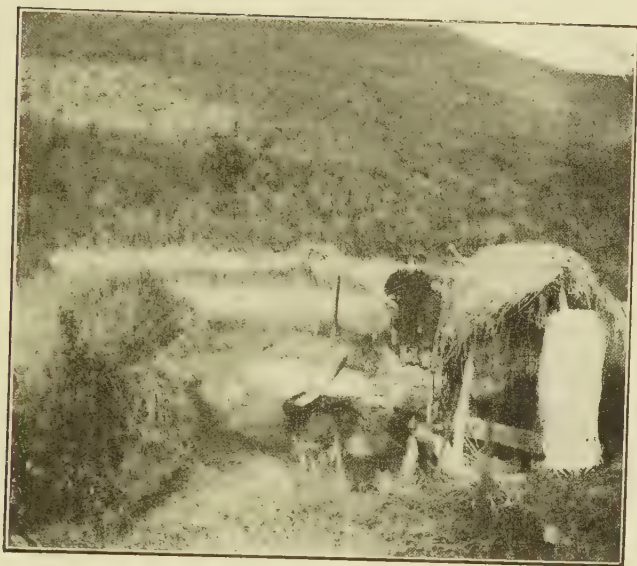
tagne sans que l'altitude moyenne soit, en somme, très élevée. Nulle part, en effet, les sommets ne dépassent 2.000 mètres ; la plus haute montagne du cercle, le Pia-Ouac, atteint une hauteur de 1.900 mètres. La ville de Cao-Bang est un des points les plus bas avec 210 mètres.

Les massifs de Tap Na, du Lung-Sun, du Luc-Khu, des Ba-Chaù sont les plus remarquables que possède la partie calcaire. Chacun d'eux, par ses caractères spéciaux, semble former, en somme, un pays particulier et, comme il est en même temps l'habitat d'indigènes de races différentes, il acquiert ainsi une véritable individualité.

A l'ouest du cercle, à cheval sur les cercles de Cao-Bang, de Bao-Lac et de la province civile de Ba-Khan, s'élève enfin le massif granulitique du Pia-Ouac. Il semble faire partie d'une trainée de roches éruptives s'étendant selon une direction générale nord-ouest-sud-est et allant du Ta-Po au Phia-Bioc. Au dire de divers prospecteurs qui ont parcouru le cercle, ce massif présente les plus grandes analogies avec les massifs granulitiques des Cornouailles et de Saxe. Le Pia-Ouac atteint avec son plus haut sommet 1.900 mètres.

Relief du faciès schisteux. — Le faciès schisteux se présente sous la forme de mamelons généralement arrondis.

Ses soulèvements sont disposés en chaînons, souvent irréguliers, d'un ensemble un peu complexe. Toutefois on peut poser en principe qu'ils constituent un ensemble de chaînes divergeant de Cao-Bang et s'élevant à mesure qu'ils s'éloignent de la cuvette dont la ville occupe le fond.



Environs de Cao-Bang.
Relief du faciès schisteux.

Orientation des vallées. — Un examen rapide de la carte permet de se rendre compte que les principaux cours d'eau, et les vallées par conséquent, ont une direction nettement nord-ouest-sud-est. Il en est ainsi pour le Dzé-Rao, le Song-Bang-Giang, le Song-Ta-Boum, la rivière de Tra-Linh supérieure, la rivière de Tong-Hué et le Song-Quei-Cheum.

Comment les vallées communiquent entre elles. Cols. — Dans le faciès calcaire, les vallées, généralement orientées nord-ouest-sud-est, sont séparées par des massifs rocheux formant chacun un bloc compact. Le caractère même de ces massifs isolés donne les motifs pour lesquels on ne trouve trace ici d'aucun col proprement dit. Il en résulte que pour passer d'une vallée à l'autre on n'a que deux moyens à sa disposition : escalader le massif de séparation en utilisant les parties les moins escarpées de la falaise et les échancrures qui se dessinent sur le rebord du plateau ou prendre les seuils ou affaissements qui forment parfois la séparation entre ces soulèvements partiels.

Effets de ce relief sur le climat. — Le climat de la région de Cao-Bang est nettement tropical. Toutefois le caractère montagneux de la région y apporte quelques tempéraments.

En premier lieu, l'absence des grandes étendues d'eau, comme celles qui couvrent le Delta, réduit sensiblement le degré hygrométrique de l'air et rend, par suite, la chaleur plus supportable.

La température est également moindre dans l'ensemble de la région que dans le bas Tonkin. Les vents s'y manifestent avec moins de violence.

Enfin l'altitude et l'éloignement de la mer déterminent un hiver plus caractérisé.

Hydrographie (1). — Les eaux du cercle font partie des bassins du Song-Ki-Kong et du Tso-Kiang. Elles se déversent presque toutes dans le Song-Bang-Giang qui est la plus grande artère de la région.

Cette rivière est formée de deux petits ruisseaux dont l'un prend sa source en Chine, un peu au nord de Binh-Mang, et l'autre au nord de Po-Kuy, sur notre territoire ; ils se réunissent non loin du poste de Soc-Giang.

Le Song-Bang-Giang coule alors jusqu'à Mo-Xat dans une vallée toujours pittoresque et très encaissée. Il y décrit des méandres sans fin. Jusqu'ici, il n'est qu'un simple torrent, peu profond en été et souvent à sec en hiver. A Mo-Xat, il s'élargit et devient navigable. Il passe ensuite à Nuoc-Hai, Cao-Binh et arrive à Cao-Bang. A partir de ce point, il est profond et formé de biefs successifs qui occasionnent de nombreux rapides. Il a de 80 à 100 mètres de large et est dominé par des berges rocheuses et à pic de 15 à 20 mètres de haut. La profondeur est, en général, de 8 mètres pendant l'été, tandis que le niveau s'élève quelquefois de 6 à 8 mètres.

Après Cao Bang, il arrose Thac-Lam, Binh-Lau, Phuc-Hoa, Ta-Lung et entre en Chine à Thuy-Câu.

Ses principaux affluents de droite sont :

1° La rivière de Nguyen-Binh ou Song-Bac-Hap qui vient de Déo-Thin-Tuc. Elle disparaît souvent sous les rochers durant son parcours qu'elle termine à Nuoc-

1. Dr Billet, *Deux ans dans le haut Tonkin*, Challamel, éd. 1898, pp. 25 à 30.

Hai. Elle reçoit à gauche le Dzé-Rao qui prend sa source en Chine et passe à Bo-Gaï, Trung-Tang et Tang-Rao ;

2° Le Song-Hiem, formé de la réunion du Ta-Hiem du nord et du Ta-Hiem du sud qui se produit à 6 kilomètres de Cao-Bang.

De ces deux cours d'eau, le premier est le plus considérable ; il prend sa source à Na-Ké, passe à Coc-Dane, Na-Y, Ban-Kiem. Devenu le Song-Hiem par sa jonction avec le Ta-Hiem du sud, il arrose alors Cao-Bang où il forme en se rejoignant avec le Song-Bang-Giang une vaste presqu'île dans laquelle la ville se trouve.

3° La rivière de Coué-Linh composée de deux ruisseaux qui forment de magnifiques cascades ;

4° La rivière de Tuc-Mi ;

5° La rivière de Nam-Nang ;

6° Le ruisseau de Nam-Cao.

Les principaux affluents de gauche sont :

1° Le Song-Ta-Boum qui prend sa source près de Cat-Ma, arrose Phu-Tam, Xuan-Dao et vient se jeter dans le Song-Bang-Giang, un peu au-dessous de Mo-Xat ;

2° La rivière de Thinh-Hoa. Elle vient du massif du Luc-Khu, passe à Deux-Ponts, et se perd, par de nombreux canaux d'irrigation, dans la fertile plaine de Tinh-Hoa ;

3° La rivière de Tra-Linh ; elle a sa source en Chine. Après avoir arrosé Tra-Linh, elle s'engage dans une gorge escarpée entre Na-Hi et Dong-But, finissant bientôt par disparaître sous les masses rocheuses qui l'entourent. Elle reparaît entre An-Laï et Nuoc-Hai où elle se divise en trois branches dont l'une conflue en face de Cao-Bang et les deux autres un peu plus en amont ;

4° La rivière de Dong-Da, grossie du ruisseau de Pac-Luong ;

5° Le Song-Ba-Vong, qui prend sa source en Chine. Il entre au Tonkin près du blockhaus de Cong-Khé, à 13 kilomètres au nord-est de Tra-Linh ; il coule du nord-ouest au sud-est dans une vallée étroite et sauvage, passe à Tong-Hué, sous un pont en pierre de cinq arches, à Han-Mit, Pa-Linh et finit en aval de Ta-Lung.

Le cercle est traversé encore dans sa partie nord-ouest par le Song-Quei-Cheum. Cette rivière entre au Tonkin près de Pac-Muong, passe à Chi-Choi, Ban-Gioc et Ly-Ban. Elle pénètre ensuite en Chine. Durant son parcours en territoire tonkinois, elle arrose une fertile et admirable vallée.

CHAPITRE II

Climat. Saisons Vents dominants. Pluie. Grêle. Orages. Flore.
Faune. Races.

Le climat de Cao-Bang appartenant à la zone inter-tropicale subit les influences des deux moussons du nord-est et du sud-est qui y déterminent deux saisons bien marquées : la saison sèche et la saison des pluies. La première va du mois d'octobre au mois de mars, c'est l'hiver. La seconde s'étend du mois d'avril au mois de septembre et représente l'été.

La saison sèche est caractérisée par le froid vif qui y règne, particulièrement entre les mois de décembre et janvier ; pendant toute cette époque, un soleil radieux brille parfois et, quand il disparaît, il fait place à des soirées et à des nuits très fraîches. Le climat, durant cette partie de l'année, n'est pas sans présenter de grandes analogies avec celui de Nice (1).

Pendant la saison des pluies, la chaleur est surtout accablante durant les mois de juin et de juillet.

Vents dominants. — Les vents du nord et du nord-

1. *Au Tonkin et sur la frontière du Kwang-Si*, G. Famin, Challamel, éd. Paris, p. 14.

est règnent pendant l'hiver ; ceux du sud et du sud-est dominant, au contraire, durant l'été.

Les premiers sont froids, secs et d'une intensité assez forte. On les voit apparaître au commencement d'octobre. Vers le mois de février, ils deviennent de moins en moins fréquents ; ils disparaissent complètement avec la saison des pluies. Il est bon de remarquer, toutefois, que les vents violents qui amènent les orages sont toujours et également des vents du nord et du nord-est (1).

Quant aux seconds, ils sont chauds, humides et, en général, très peu intenses. Ils sont à peine perceptibles de mai à septembre et ils ne se manifestent que le matin ou le soir.

Pluie. — Au point de vue, du régime des pluies, de leur intensité, de leur nature, il y a lieu de distinguer quatre périodes :

1° La période de la saison sèche ; elle s'étend du mois d'octobre au mois de janvier. La pluie ne tombe en général, durant cette époque que pendant la nuit ou la soirée ; elle est toujours très fine et de courte durée ;

2° La période du crachin qui comprend les mois de février et mars.

Le crachin « est une sorte de brouillard très épais qui s'accumule dans les régions supérieures de l'atmosphère pendant la nuit pour se rapprocher de plus en plus du sol et se résoudre en eau dans la matinée » (2). Il dure parfois des journées entières ;

1. Dr Billet. Déjà cité, p. 206.

2. Dr Billet, *Deux ans dans le haut Tonkin*. Déjà cité, p. 200.

3° La période des averses et des pluies d'orage ; elle s'étend du mois d'avril au mois de juin inclus. Presque chaque jour tombent des averses qui contribuent beaucoup à rafraîchir la température. Elles sont ordinairement de peu de durée, mais, comme elles se succèdent à quelques instants d'intervalle, elles donnent rapidement une assez grande quantité d'eau ;

4° La période des pluies continuelles ; elle commence vers la mi-juin et dure jusqu'en octobre.

Pendant toute cette période, la pluie tombe à grosses gouttes et d'une manière très rapide.

Grêle. — La grêle tombe très rarement dans la région. Nous n'avons pu en remarquer qu'une seule chute pendant les années 1903 et 1904.

Elle a eu lieu le 7 avril 1904. Les grêlons étaient de la grosseur d'un œuf de perdrix et firent subir aux récoltes de graves dommages.

Orages. — De nombreux orages éclatent dans la contrée surtout en mai et en juin.

De juillet à septembre, les orages sont plus rares et ils sévissent, en tout cas, avec une bien moins grande intensité.

Flore. — Pour donner une idée exacte de la végétation du pays, il convient d'envisager tour à tour les vallées, les collines et les montagnes.

Dans les vallées, se remarquent les pamplemousses et les bananiers ; des haies de bambous entourent chaque village. On trouve dans le voisinage des cours d'eau, de longs roseaux, des joncs et des rotins. Quelques palmiers, des fougères, des solanées arborescentes, des orchidées et des rosacées croissent également sur leurs rives.

Les collines schisteuses ont une végétation très spéciale. Les arbustes y sont excessivement rares. On n'y voit que quelques rares graminées qui atteignent parfois une hauteur de 4 à 5 mètres. Les indigènes utilisent leurs feuilles pour la confection de la toiture de leurs cases. Un petit arbuste dont la fleur a beaucoup d'analogies avec l'égilantine, le balisier, à rhizôme tinctorial très apprécié, un certain nombre d'orchidées et quelques fougères y croissent également.

Dans les hautes montagnes, aux schistes entremêlés de porphyrite se présente, au contraire, la flore la plus luxuriante.

Il y pousse, en effet, au lieu des graminées des arbres de haute futaie dont quelques-uns sont, nous le verrons, des essences les plus précieuses et les plus utiles. Au milieu d'eux s'étendent des bananiers sauvages, des dracœna, des fougères arborescentes et des lianes gigantesques qui achèvent de donner à cet ensemble un cachet intertropical des plus caractérisés.

Sur les rochers calcaires la végétation semble, tout d'abord, aussi puissante. On note bientôt une importante différence. Il n'y pousse, en effet, que des arbres au tronc très grêle tels qu'une infinité de palmiers. On y voit aussi beaucoup de mousses, de fougères, de lichens et de champignons.

Faune. — La faune est également très variée.

Parmi les félins se remarquent le tigre, la panthère, le chat sauvage, le renard ; le chat domestique y est assez rare. Le chien se trouve partout.

Au nombre des rongeurs se voient le porc-épic ; un lièvre à pelage roux, le lapin blanc domestique, plusieurs espèces de rats, un écureuil volant aux larges

expansions membraniformes qui lui permettent de voler d'arbre en arbre et, enfin, les rhizomys, rongeurs fouisseurs à incisives saillantes très développées, presque toujours colorées en brun (1).

L'ordre des ruminants compte un certain nombre de cerfs et de chevreuils, dont le plus connu est l'axis, le buffle et le bœuf.

Les vertébrés sont représentés par le genre macaque.

Dans les chiroptères, on trouve la chauve-souris au pélage entièrement roux.

Les pachydermes comprennent le porc commun, à la robe noire et au ventre trainant à terre, un sanglier sauvage et le cheval.

Le pangolin, qui se roule en boule et qui se rend ainsi invulnérable, grâce à ses puissantes écailles, est le représentant des ongulés.

On rencontre également dans la contrée un grand nombre d'oiseaux.

Parmi les palmipèdes, on observe les canards, les oies et le cormoran.

Au nombre des échassiers se voient les vanneaux, les pluviers, les bécasses, les bécassines, le héron, le râle, la poule d'eau.

Les gallinacés s'y montrent avec la poule sauvage, le faisan à collier, le faisan argenté, le paon, la perdrix grise, la caille, plusieurs espèces de pigeons et la tourterelle.

Divers martin-pêcheurs, la huppe, l'hirondelle, le corbeau noir à collier blanc, la pie, l'étourneau, la pie

1. Dr Billet. Déjà cité, p. 62.

grièche, la mésange, le moineau, le merle représentent les passereaux.

Quant aux rapaces, ils figurent dans la région, avec les hiboux, ducs, effraies, milans et buses.

Si nous passons maintenant aux chéloniens, nous remarquons parmi eux une tortue de terre et une tortue d'eau.

Les sauriens comprennent plusieurs lézards, le gecko, le margouillat, l'agame et l'iguane.

Les batraciens comptent les crapauds qui pénètrent jusque dans les paillottes, la grenouille ordinaire, la grenouille monstre, nommée poule des champs et dont la chair est fort estimée, et la rainette.

Il n'y a malheureusement que trop de reptiles, on y note entr'autres le python, le serpent-ver, plusieurs espèces de couleuvres et le serpent des bananiers.

Quant aux rivières de Cao-Bang, elles sont peuplées d'excellents poissons. La carpe y devient très grosse et sa chair est assez estimée. Il s'y trouve aussi une sorte de barbeau, le con-catia annamite qui atteint une grosseur assez forte. La perche et l'anguille se cachent également sous les roches dont est fait le lit des cours d'eau, tandis que de nombreux gardons se montrent partout.

D'innombrables insectes des ordres les plus divers y pullulent. On observe parmi eux un grand nombre d'acridiens, de sauterelles et de grillons ; on y signale encore les termites, les éphémères, les libellules, etc.

Races. — La région est habitée par les Thòs, les Nòngs, diverses tribus de Mans, des Annamites et des Chinois. Nous ne dirons rien des deux dernières races qui ont déjà fait l'objet de longues et savantes études.

La race thaï. — L'origine de la race thò ou thaï (1) est très discutée.

« D'après les historiens chinois, un grand royaume de Tsou ou Tso, fondé par la nation thaï existait de 1200 à 200 avant Jésus-Christ dans le centre de la Chine, à peu près dans la province de Hou-Nan et dans le sud de Hou-Pé. D'autres nations thaï se trouvaient autour. Pressées par les Chinois, les nations émigrèrent vers l'ouest et surtout vers le sud et fondèrent vers le 1^{er} siècle de l'ère chrétienne divers royaumes comme celui de Muang-Long, à l'est de Bâmo, dans le Yunnan occidental et celui de Ngaï-Lao, à l'ouest du Tonkin. Le mouvement dans le sud continua depuis et fut enregistré par les annales annamites et cambodgiennes. Cédant à la poussée de la marée montante des colons chinois, les Laotiens, les Chans, les Siamois avancent jusqu'à nos jours, refoulant vers les montagnes les aborigènes du pays (Moï et Tsiam) et vers les côtes les peuples qui sont venus avant eux dans l'Indo-Chine (Khmers et Birmans) » (2).

Tel est, en substance, l'avis de Terrien de Lacouperie qui donne pour berceau à la race thaï la partie de la Chine que nous venons d'indiquer en émettant les mêmes hypothèses sur ses pérégrinations successives (3).

Si l'on adopte cette opinion, on peut, après avoir

1. Le mot Tho, en effet, n'est que la corruption du mot Thai, Thay ou Tay ; c'est le nom générique de tous les peuples de race Thai et il signifie en cette langue : « grand, maître, illustre entre tous ». Dr Billet. Déjà cité, p. 103.

2. Vivien de Saint-Martin et Rousselet, *Nouveau dictionnaire de géographie universelle*, t. VI, p. 548, libr. Hachette, Paris.

3. Amongst the Shans, *Introduction by Terrien de Lacouperie*, Colquhoun XXI, lv, Fielda Tuer-London, 1885.

donné pour berceau à la race thaï la Chine centrale, conjecturer les ramifications de ses diverses branches et déterminer leur aire géographique.

Sous la poussée des Chinois, les Ngai-Lao ou Ai-Lao (1) abandonnèrent leur royaume et se dispersèrent vers le sud. Les Muongs, les Laotiens, les Siamois, dont nous verrons les différentes affinités et même les Hoïs et les Loïs proviendraient de cette origine.

L'autre branche principale de la race thaï, celle des Pa (2) aurait enfanté la branche secondaire centrale des Pa-Y qui se répandit : 1° vers l'ouest et le nord-ouest dans les vallées du Mékong, de la Salouen et du Brahmapoutre ; 2° vers le sud et le sud-ouest dans les vallées de l'Irraouaddy, de la Salouen, de la Meinam, du Mékong donnant à son tour naissance dans la région qui nous occupe particulièrement aux Pou-Y, Tseng-Miao, Xa-Jen, Po-Nông et Tu-Jen ou Thôs.

Les Thôs et les Nôngs appartiendraient ainsi à la même branche de la race thaï dont ils formeraient toutefois, deux rameaux distincts.

C'est par les déductions qui ont accompagné les remarques linguistiques, ethnographiques, anthropologiques et historiques faites par différents auteurs qu'il a été possible d'étayer cette généalogie (3).

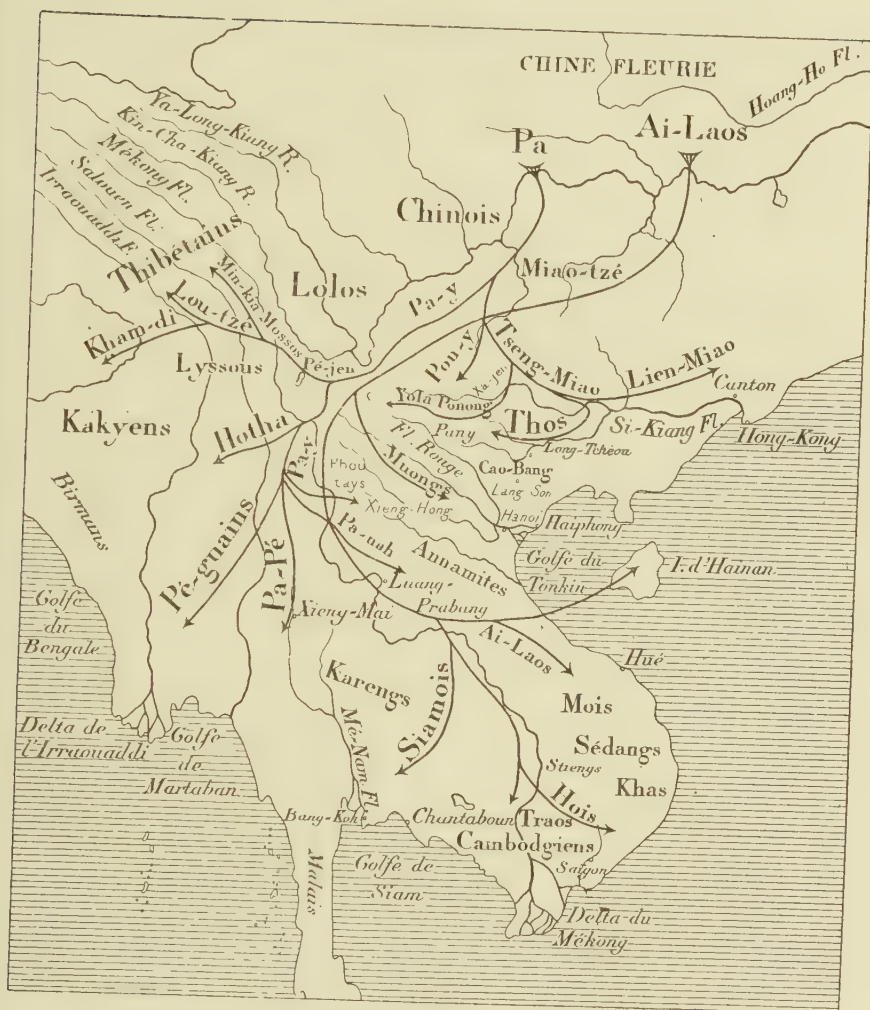
Le Man. — La tribu Man ne paraît pas avoir de grandes affinités avec la race thaï.

On en distingue plusieurs groupes : les Mans-Coc, les Mans-Tien et les Mans-Khoang.

1. Même source, p. 52.

2. Même source, p. 51.

3. Voir *Appendice I*.



Carte pour servir à l'étude des ramifications des diverses branches de la race Thai.

Tous trois présentent les mêmes caractères anthropologiques (1).

Ils n'ont pas d'écriture spéciale. Ils emploient les caractères chinois anciens qu'ils prononcent d'une façon qui leur est propre.

Ces trois groupes parlent un dialecte spécial qui n'a aucune analogie avec les langages chinois, thô et annamite. Il est monosyllabique, accentué et comprend quatre tons, non compris le ton égal. La construction de la phrase place le complément du substantif avant lui, ce qui est contraire aux règles de syntaxes annamites et thaï; le qualificatif se met quelquefois avant le nom, quelquefois aussi après; viennent ensuite le verbe, puis le complément indirect et enfin le complément direct (2).

De même que pour le Thaï, on a été obligé pour chercher à établir l'origine du Man, de procéder par des déductions.

Tout d'abord on a été amené à constater qu'il y avait identité des Mans de Cao-Bang avec ceux qui habitent les parages de la rivière Noire. Comme ces derniers ont un dialecte et des costumes semblables à ceux des Pan-Y et Pan-Yao, peuplades montagnardes qui habitent les sommets situés entre le Kouang-Si et la frontière du Yunnan, certains auteurs, le Dr Billet, par exemple, ont cru pouvoir avancer qu'il existe entre ces diverses tribus des liens étroits de parenté (3).

Or les Pan-Y et les Pan-Yao sont des débris de la race des Pan-Hu (4).

1. Dr Billet. Déjà cité, pp. 123, 248.

2. C. de la Jonquière. Déjà cité, p. 248.

3. Dr Billet. Déjà cité, p. 131.

4. Deveria, *La frontière sino-annamite* (Publication de l'école des langues orientales, 1886).

L'historien chinois Ma-Touan-Lin donne d'intéressants détails qui peignent admirablement le caractère indépendant des Mans et leur nature belliqueuse. La Chine fut aussi obligée de prendre parfois à leur égard les mêmes mesures particulières que nous adoptons aujourd'hui pour eux (1).

M. Deveria cite enfin cet extrait d'un auteur chinois qui peut s'appliquer encore de tous points au Man actuel.

« On lit dans l'ouvrage intitulé *Kouei-Hai-Yu-Heng-Tchi* de l'auteur Fan-Chi-Hou qui vivait au milieu du XII^e siècle.

Les barbares appelés Yao sont les descendants de Pan-Hou ; ils habitent les hautes montagnes et les vallées profondes qui s'étendent depuis les pays de Pa (partie orientale du Sse-Tchouen) et du Chou (partie des provinces actuelles du Hou-Pei, de Hou-Nan et du Kiang-Si), jusqu'aux extrêmes limites du Hou-Kouang sur une étendue de plusieurs milliers de li. Ils nouent leurs cheveux au sommet de la tête en forme de marteau et ne font point usage de chaussures. Ils portent des vêtements de toile ou de laine aux couleurs variées. Les familles Yao se réunissent en communautés qui forment autant de villages... Ils portent de lourds fardeaux sur leurs épaules ; ils les maintiennent au moyen d'une corde qui passe sur leur front et, bien que courbés, ils marchent très vite. Dès qu'un jeune garçon commence à marcher, on lui brûle le talon et la plante des pieds avec un fer ou avec une pierre fortement chauffée afin de les lui rendre insensibles : aussi mar-

1. Ma-Touan-Lin. Déjà cité, 2^e vol., pp. 11, 12, 14, 15, 16, 17, 24.

chent-ils sur des épines et sur des cailloux aigus sans se blesser » (1).

Cette opinion qui fixe en Chine le berceau de la race man est d'accord, d'ailleurs, avec la légende suivante qui est connue de la plupart des Mans du Cao-Bang.

« Autrefois, les Mans ayant prêté leur concours à un roi ou à un gouverneur général pour conquérir la région qu'ils habitent actuellement auraient reçu, en récompense de leurs services, la moitié du territoire occupé. Un traité fut signé dans ce sens ; mais tandis que les Mans entendaient que le pays serait divisé en deux parties égales par une ligne frontière, le signataire chinois, au contraire, usant de supercherie, partagea le pays suivant deux tranches horizontales d'égale hauteur et ne leur donna que la branche supérieure. Ils furent donc forcés, par ce traité, de n'habiter que des terres situées à une altitude plus élevée et de laisser les plaines aux races privilégiées. Ils ajoutent, peut-être dans un but tendancieux, qu'une des clauses du traité les dédommageait en partie en les exemptant à tout jamais de corvées et d'impôts » (2).

On estime que les Mans sont installés dans le cercle depuis plus de 700 ans (3).

Le Méo. — Le Méo appartient à la race Man. Néanmoins il s'en distingue à plusieurs titres.

En premier lieu, ses mœurs et ses coutumes ont de profondes dissemblances avec celles des autres Mans.

1. Deveria. Déjà cité, p. 91.

2. Nous tenons cette légende de M. le colonel Dignet, commandant le deuxième territoire, en 1904-1905.

3. Dr Billet. Déjà cité, p. 120

Il parle un dialecte spécial qui est monosyllabique, accentué, et emploie des particules numérales.

La syntaxe est la même que chez les Mans ; le complément du nom se place avant lui, le qualificatif avant ou après ; le sujet précède le verbe, suivi immédiatement du complément indirect, ensuite du complément direct.

Le Méo est absolument illettré.

Il n'a pas non plus de rapport suivi avec ses voisins de même race.

Toutefois, il présente, en somme, les mêmes caractères anthropologiques que les représentants des trois autres groupes (1).

Le Méo n'est que, depuis peu de temps, dans la contrée. La première de ses immigrations au Tonkin date des premières années du xix^e siècle. La deuxième eut lieu vers 1851, coïncidant ainsi avec l'époque de la guerre des Tai-Pings. C'est probablement pour échapper au pillage qui en fut la suite que les Méos vinrent demander un asile aux montagnes du pays.

Le Méo dont, en annamite, le nom veut dire « chat », n'est autre que le Miao-Tzé chinois (Miao signifie en chinois chat), peuplade qui se rencontre dans les provinces de Hou-Kouang, de Ssé-Tchouen et du Yunnan. Outre cette similitude de nom avec un représentant des groupes Mans, le Miao-Tzé, en effet, présente du côté du costume et du dialecte, des ressemblances très sensibles avec les Pan-Y, les Pan-Yao et les frères de même race qui habitent, sous des noms divers, le Haut-Tonkin (2).

1. Même source, p. 129.

2. Dr Billet. Déjà cité, pp. 132, 133.

Ma-Touan-Lin donne sur le Miao-Tzé des détails qui peuvent s'appliquer en tous points au Méo actuel (1).

L'origine du Méo est ainsi rapportée par différents auteurs :

« Le célèbre Ts'ai-Chen (1167-1230), dans son *Commentaire de la deuxième partie du Chou-King*, en parlant des Miao-Tzé, semble porté à croire que les peuplades désignées d'une manière générale sous ce nom sont de la même race que les Yao, car les prisonniers que l'on faisait de son temps parmi les Yao du Hou-Nan disaient pour la plupart s'appeler Miao » (2).

Reproduisons aussi cette remarque de M. Hervey de Saint-Denis qui montre que le Miao-Tzé habite actuellement une contrée occupée autrefois par cette race Pan-Hou d'où on le fait sortir :

« On voit qu'au troisième siècle avant notre ère, la race de Pan-Hou occupait toute la partie centrale des quatre provinces réunies du Hou-Pé, du Hou-Nan, du Sse-Tchuen et du Kouei-Tchéou, s'appuyant particulièrement à la ligne de montagnes qui forme la limite naturelle de ces provinces depuis les rives occidentales du lac Tong-Ting, à l'est, jusqu'aux vallées profondes encore possédées de nos jours par les indomptables Miao-Tzé aux frontières méridionales du Kouei-Tchéou » (3).

Le recensement de la population qui a été fait en 1904-1905 a donné les résultats suivants par catégorie de races :

1. Ma-Touan-Lin. Déjà cité, 2^e vol., p. 102, note 74.

2. Deveria. Déjà cité, pp. 92-93.

3. Ma-Touan-Lin. Déjà cité, p. 6, note 26, 2^e volume.

39.874 Thôs

27 802 Nôngs

4.729 Mans

369 Méos

295 Chinois

271 Annamites

73.340



CARTE ETHNOGRAPHIQUE DU CERCLE DE CAO-BANG

Echelle : 1/444.444.

APPENDICE I

Le langage Thô est monosyllabique. Les mots simples sont formés d'une seule syllabe. A l'aide de ces mots syllabes ou mots racines invariables on forme des mots composés par simple juxtaposition. Les mots racines sont relativement peu nombreux et ont parfois plusieurs significations qui ne se distinguent entre elles que par un ton et un accent différents. Cette accentuation et cette intonation attachées à un terme donné ne sont ni constantes ni uniformes pour tous les dialectes de race thaï. C'est même en cela que consiste la principale distinction entre ces différents vocabulaires. Mais les uns et les autres présentent un certain nombre de préfixes invariables qui aident beaucoup à dissiper les confusions amenées par ces subtilités d'accentuation et de consonnance. Les principaux de ces préfixes sont :

An pour les choses inanimées. Ex. : an-thum (la maison), an-ta (la porte).

Tu pour les choses animées. Ex. : tu-nok (l'oiseau), tu-me (le chien) (1).

Nous allons voir, à l'aide de citations extraites des ouvrages des auteurs les plus compétents, la ressem-

1. Dr Billet. Déjà cité, p. 94.

blance accusée par la langue des principales tribus que nous rattachons à la race thaï.

En premier lieu, il importe de constater qu'il y a identité complète entre la langue thaï et la langue des Tu-Jen, race autochtone du Quang-Si, au dire du P. Souchières. C'est l'avis du Dr Billet qui donne un tableau comparatif du langage des Thòs et des Tu-Jen ne laissant aucun doute à ce sujet (1). A son tour, le missionnaire déclare que la langue des Tu-Jen a les plus grands rapports avec la langue siamoise :

« Les Tu-Jen (hommes du sol) forment la race autochtone du Kwang-Si occidental. Cette race a beaucoup de ressemblance avec les Tchoung-Kia-Tsé ou Y-Jen du Kouy-Tchéou. Vous avez remarqué les rapports qui existent entre la langue tou-jen et le siamois. De mon côté, j'ai pu, au moyen du dictionnaire siamois de Mgr Pallegroix, constater depuis que tous les mots tou-jen très usuels se sont conservés dans toute leur pureté siamoise. Or j'ai entendu dire que Mgr Albrand, de sainte mémoire, qui avait été d'abord missionnaire au Kouy-Tchéou, comprenait la langue de Tchoung-Kia-Tsé » (2).

« La langue tu-jen paraît ressembler beaucoup à la langue siamoise » (3), dit de son côté le P. Lesserten.

Après avoir relevé cette analogie de langage entre les Thòs et les Tu-Jen, le Dr Billet conclut : « Particularité intéressante : les Tu-Jen s'appellent eux-mêmes les Pu-Jen, les Pu-Man ou les Pu-Y de même que les Tchoung-Kia-Tsé. Or, les Thòs du Cao-Bang s'appellent eux-

1. Même source, *Appendice I*.

2. *Missions catholiques*, Lecoffre, éd. Paris, 1878, pp. 309-310.

3. *Id.*, 1877, p. 127.

mêmes les Pu-Thôs et souvent aussi les Pu-En (corruption évidente de Pu-Jen) comme leurs voisins et en particulier les Tu-Jen de Nan-Ning. L'identité entre les deux tribus, les Thôs et les Tu-Jen, semble donc être complète » (1).

Nous voyons, en conséquence, que le langage des Tu-Jen, des Thôs et des Siamois montre une analogie frappante.

On note également que le langage des Thôs de Cao-Bang, de Lang-Son, des environs de Cho-Ra, de Ha-Giang et des autres localités de la rivière Claire jusqu'aux environs de Khai-Hoa est le même que celui que parlent les Muongs, peuplades qui habitent d'une part le haut fleuve Rouge de Yen-Baï à Man-Hao et jusque dans le Li-Ngan-Fu, et d'autre part la rivière Noire de Cho-Bo à Lai-Châu et jusque dans le Pu-Erh-Fu.

« Les Muongs et les Thôs sont probablement d'origine laotienne. Leur écriture est phonographique au lieu d'être idéologique comme les caractères chinois ; les signes dont elle fait usage ont la plus grande ressemblance avec ceux des écritures siamoise ou cambodgienne. Leur langue est très analogue à celle des Lao-tiens ; elle contient un grand nombre de mots siamois (2) ».

« L'écriture des Muongs est syllabique ; les caractères, au nombre de 36, se rangent de gauche à droite ; leur numération comprend neuf caractères ; ils ignorent l'usage du zéro (3) ».

1. Dr Billet. Déjà cité, pp. 98, 99.

2. De Lanessan, *L'Indo-Chine française*, Paris, 1889, p. 244, Alcan éd.

3. Boumais et Paulus, *L'Indo-Chine française contemporaine*, 1885, p. 713, Challamel, éd., Paris.

Les peuplades qui habitent les rives du Song-Ma, cours d'eau parallèle comme direction à la rivière Noire et au fleuve Rouge, parlent également l'idiome thaï. Ces diverses tribus portent le nom de Phou-Thays et s'étendent en Annam jusque près de Hué et de Tourane.

Le P. Pinabel dit à leur sujet :

« Les habitants parlent la langue laotienne, mais plus on se rapproche de l'Annam, plus on y trouve des mots annamites. On y rencontre également plusieurs mots chinois. La langue est chantante comme la langue annamite, mais les tons sont assez différents. Les sauvages ont un alphabet semblable à l'alphabet laotien dont il diffère, cependant, par certains sujets. L'alphabet comprend trente-six lettres (1) ».

En outre toute la région comprise entre le Song Ma et le haut Mékong est occupé par la grande tribu des Sib-Song-Pa-Nah ou Chéli qui s'étend d'un côté jusque dans le territoire de Kiang ou Xien-Hong et de l'autre jusqu'à Luang-Prabong. « Entre les Sib-Song-Pa-Nah, les Phou-Thays et les Muongs de la rivière Noire et, par conséquent, entre eux et les Thôs, il n'existe que des différences ou plutôt des nuances d'accentuation dans le langage qui est ici encore le langage thaï (2) ».

Il n'est pas également jusqu'à certaines peuplades avoisinant le Mékong qui n'aient au point de vue de l'idiome et de l'écriture des plus grandes analogies avec les Thôs (3).

1. P. Pinabel, « Notes sur quelques peuplades dépendant du Tonkin » (*B. S. G.*, 1884, p. 436).

2. Dr Billet. Déjà cité, p. 104.

3. Nicolai, « Notes sur la région de la rivière Noire », cité par le Dr Billet, p. 104.

D'après le tableau que donne le P. Desgodins, on peut voir aussi que le langage des Pé-Jen ou Min-Kia-Tzé, des Kham-Di et des Lou-Tzé, peuplades qui habitent les bords du Lan-Tsang-Kiang, du Lao-Tzé-Kiang et de l'Irraouaddy présente des ressemblances assez caractéristiques avec la langue thaï (1).

Le colonel Diguët, dont les ouvrages font autorité en la matière et sont pour ainsi dire classiques, nous a déclaré enfin que la langue de ces diverses tribus que nous venons d'énumérer était, en somme, la même.

De cette similitude de langage qu'offrent toutes ces peuplades, on peut donc conclure qu'elles ont une pareille origine.

Les remarques que font plusieurs auteurs sur les mœurs et les coutumes de ces diverses tribus établissent encore leurs liens étroits de parenté. Les quelques observations qu'il nous a été possible de faire durant notre séjour dans le cercle de Cao-Bang nous permettent de dire qu'elles peuvent s'appliquer en tous points aux Thôs de Cao-Bang.

A propos des Thôs et des Tu-Jen, le Dr Billet déclare, « De part et d'autre, il y a conformité complète de caractères ethniques (2). »

Voici ce que M. J. Dupuis note de son passage chez les peuplades qui habitent Mong-Tzé, Mang-Hao et Lin-Ngan.

« Toute cette population est bonne et hospitalière, quoique très rustique.

.

1. P. Desgodins, « Mots principaux des langues de certaines tribus habitant les bords du Lan-Tsang-Kiang, du Lao-Tzé et de l'Irraouaddy » (*B. S. G.*, 6^e série, 1873, p. 148).

2. Dr Billet. Déjà cité, p. 98.

« A l'expiration des trois jours de noce, la jeune mariée retourne chez ses parents en compagnie de ses amis.

.

« Une fois marié, elle demeure très libre au sein de sa famille qui lui procure la nourriture et tout ce qui est nécessaire à son entretien (1). »

Quant aux Muongs et aux Phou-Thays, leur identité de mœurs et de coutumes est également très grande.

« Les Phou-Thays sont très semblables à leurs voisins les Muongs, avec lesquels même la plupart des voyageurs les confondent.

.

« Les Phou-Thays sont assez nombreux et assez concentrés pour avoir une organisation sociale très définie. Elle est tout à fait semblable à celle des Muongs avec lesquels, du reste, ils se confondent de la manière la plus absolue. Les Phou-Thays présentent tous les caractères ethnologiques des Laotiens (2). »

Le P. Pinabel donne de son côté sur les même peuplades des renseignements précieux qui pourraient s'appliquer d'une manière parfaite aux Thôs de Cao-Bang.

« Les sauvages ont un caractère doux, conciliant et pratiquent entre eux une grande charité qui les porte à s'entr'aider et à se secourir mutuellement dans leurs travaux et leur besoins. »

.

1. J. Dupuis, « Voyage au Yunnan » (*B. S. G.*, 6^e série, XIV, 1877, p. 15).

2. De Lanessan. Déjà cité, pp. 248, 249.

« Les femmes travaillent bien davantage que les hommes et on peut dire qu'elles sont très laborieuses.

« Les sauvages témoignent beaucoup d'affection à leurs enfants et leur laissent une grande liberté.

« Toutes les maisons, construites en bois, sont bâties sur pilotis (1). »

Pour les Sib-Song-Pa-Nah, « M. Pavie qui, mieux que personne, connaît toutes ces peuplades au milieu desquelles il a passé une grande partie de son existence, les unes et les autres doivent être géographiquement et ethnographiquement confondues avec les provinces laotiennes de la rive gauche du Mékong (2). »

M. Nicolai trouve également la plus grande analogie au point de vue du chant et de certains usages entre les Thôs et plusieurs tribus du Cambodge, au moins celles qui avoisinent le Mékong (3).

M. de Rosny, pour peindre les Siamois en particulier, cite ce jugement de Mgr Pallegroix qui peut être porté en tous points sur le Thô.

« Les Thaï sont d'un caractère doux, léger, irréfléchi, timide et gai ; ils n'aiment point les disputes ni rien qui sente la colère ou l'impatience. Ils sont paresseux, inconstants, distraits et surtout grands demandeurs. Ils ont l'esprit aumônier et ne laissent jamais partir un pauvre sans lui donner des cauries, du riz ou des fruits. A l'extérieure, ils sont très réservés en ce qui concerne les rapports avec les femmes et leurs lois sont très sévères sur cet article. Celui qui est convaincu

1. P. Pinabel. Déjà cité, pp. 417, 421, 423, 427.

2. Dr Billet. Déjà cité, p. 104.

3. Nicolai. Déjà cité, p. 4.

d'avoir pris quelque liberté avec la fille ou la femme d'un autre court risque de se voir vendre comme un vil esclave.

« La base de la nourriture thaï est le riz (1) ».

Les remarques anthropologiques qui ont été faites chez ces diverses peuplades dénotent encore leurs traits communs de parenté.

Le Dr Billet trouve chez le Thô les caractères anthropologiques suivants :

« Le Thô est, en général, plus grand, plus fort, mieux découpé que l'Annamite. La brachycéphalie est la règle chez lui. Les yeux, au lieu d'être à fleur de tête, sont enfoncés dans l'orbite ; ils sont très peu bridés à la commissure interne, ce qui leur donne une apparence presque horizontale. L'arcade sourcilière est nettement dessinée, le front bombé et rarement fuyant en arrière. Le nez est bien développé, généralement droit, quelquefois même légèrement aquilin, effilé et non écrasé à la racine, avec des narines assez larges mais non aplaties » (2).

Le P. Souchières dépeint ainsi le Tu-Jen « il est de taille moyenne, généralement élancée ; la tête est petite, les pommettes sont moins saillantes que dans la race mongole ; le front se projette plus en avant. Aussi les yeux sont-ils assez bien placés et n'ont-ils pas la position en biseau qui fait reconnaître un chinois au bout du monde. Quant au nez, il n'y a rien à dire, il est ordinaire. On en rencontre même qui ont des prétentions

1. L. de Rosny, *Le peuple siamois ou thaï*, Maisonneuve, Paris, 1885, p. 19.

2. Dr Billet. Déjà cité, pp. 68, 69.

quasi européennes sous ce rapport encore, il existe donc une différence notable avec les Chinois » (1).

Chez les Muongs, on remarque, comme chez les Thôs que la brachycéphalie est la règle et qu'ils se rapprochent du type déjà décrit :

« Sur 67 mensurations de la tête, 54 ont donné une indication brachycéphalique.

« Plus beaux et d'un aspect plus mâle que l'Annamite, les Muongs, etc. » (2).

Le Dr Billet signale de son côté la plus grande analogie entre le type Thô et le type Laotien (3).

Le Dr Thorel donne, à son tour, des détails qui établissent la parenté du Laotien avec le Siamois en particulier et avec les autres tribus de la race thaï en général (4).

L'histoire de la race thaï nous montre enfin que, de tout temps, les différentes tribus qui la composent ont cherché à secouer le joug de leurs oppresseurs et à le grouper en Etat autonome (5).

Le royaume de Ba-Thuc dont nous avons parlé dans notre introduction devrait être composé de sujet de race thaï puisque la capitale était Cao-Bang. « Il faut voir sous le nom de royaume de Ba-Thuc une confédération momentanée des tribus thaï de la région du haut

1. P. Souchières, Déjà cité, p. 340.

2. Boumais et Paulus. Déjà cité, p. 506.

3. Dr Billet. Déjà cité, p. 70.

4. *Voyages d'exploration en Indo-Chine*. Notes anthropologiques, 1873, 2^e vol., pp. 285 et suiv., Hachette, éd.; Paris.

5. Ma-Touan-Lin, *Ethnographie des peuples étrangers à la Chine*, trad. d'Hervey de Saint-Denis, Paris, E. Leroux, pp. 126, 127, 128, 2^e vol. et pp. 184, 185, 186, 187, 2^e vol.

Si-Kiang marchant sous la bannière du chef de Ba-Thuc » (1).

« Les races qui furent englobées dans cette principauté de Nam-Viet dont Trieu-Da se proclama le souverain paraissent à quelques exceptions près, dont on peut ne pas tenir compte, avoir appartenu à une race unique, celle des Thaï » (2).

L'héroïne Trung-Trac que nous avons représentée également comme originaire des montagnes du Tonkin devait être, selon toute probabilité, de race Thaï.

La nouvelle division qui eut lieu, l'an 240, de l'ancien royaume de Nam-Viet, en établissant la frontière sino-tonkinoise actuelle, plaça une partie des Thaï sous l'influence chinoise et l'autre sous l'influence annamite (3).

Nous savons encore que toutes les tribus de race thaï se confédérèrent au ix^e siècle et fondèrent le royaume de Nan-Tchao.

L'historien annamite nous narre très longuement les luttes qu'elles engagèrent (4).

Au xi^e siècle, une tribu de la race thaï, conduite par Ton-Phuoc, se souleva et ce dernier prit le titre de roi. La défaite décisive qui lui fut infligée ne découragea pas son beau fils Nung-Tri-Cao qui voulut, à son tour, se tailler dans la province de Dang-Du un royaume auquel il donna le nom de Dai-Lich mais qu'il ne put garder.

« Comprenant sans doute ces aspirations de la race thaï de Quang-Si à former un Etat à peu près autonome,

1. C. de la Jonquière. Déjà cité, p. 21.

2. Même source, p. 20.

3. Même source, pp. 24, 25.

4. Truong-Vinh-Ky. Déjà cité, pp. 36, 37, 38, 39, 40, 41, 1^{er} vol.

la Chine ne tarda pas à réunir dans un même gouvernement les différentes peuplades de la frontière sino-annamite auxquelles elle donna le nom générique de Lô. Au ^{xiii}^e siècle ces peuplades étaient réunis dans une même circonscription administrative dont le centre était Tai-Ping-Fou et qui portait le nom de To-Lo-Man, ce qui veut dire les nombreux barbares Lô » (1).

L'histoire annamite nous apprend encore qu'une tribu de Ai-Lao était en guerre avec l'Annam en 1296 et en 1300 ; en 1331, elle envahit la province de Nghe-An. Près d'un siècle plus tard, trente mille hommes de l'Ai-Lao offrent leur concours à Léloï et le trahissent de connivence avec les Chinois. En 1427, les Ai-Laotiens envoient une ambassade à Léloï ; en 1434, la cour d'Annam fait chatier les tribus de Ba-Long-Man qui avaient dévasté l'Ai-Lao. Il est question de cet état jusqu'à la fin du ^{xvii}^e siècle (2).

Nous avons vu que les Mac, chassés du royaume qu'il avaient usurpé, trouvèrent en 1596 un refuge à Cao-Bang ; ils se maintinrent, nous le savons, dans leur principauté indépendante jusqu'en 1692.

Il est évident que c'est grâce à l'appui des Thôs et des Nôngs désireux de lutter sans cesse contre les Chinois ou les Annamites qu'ils ont pu prolonger ainsi leur résistance.

Au commencement du ^{xix}^e siècle, nous avons mentionné enfin que la race thaï, à la voix de Nung-Van-

1. Romanet du Caillaud, « Quelques traits de l'histoire de la race thaï dans le Tonkin septentrional et dans le Kouang-Si » (*B. S. G.*, 1884, p. 583).

2. Truong-Vinh-Ky. Déjà cité, 1^{er} vol., pp. 97, 163, 177, 2^e vol., p. 12.

Van chercha à reconquérir son indépendance. Depuis lors, elle n'a plus fait de tentative pour secouer le joug de ses puissants voisins.

De l'ensemble des quelques remarques linguistiques, ethnographiques, anthropologiques et historiques que nous venons de présenter, il semble donc très probable que tous ces peuples sont issus d'une même origine.

Plus particulièrement entre le Thò et le Nòng, il y a des affinités qui établissent d'une manière indiscutable leur parenté.

Ils ont, en somme, le même langage. Il semble n'y avoir que des distinctions peu sensibles ; elles ne consisteraient que dans une accentuation ou phonétique différente (1).

Leurs mœurs et leurs coutumes sont absolument identiques.

Il y a encore identité des caractères anthropologiques entre les deux tribus (2).

Leur histoire, enfin, est commune (3).

1. Dr Billet. Déjà cité, p. 111.

2. Même source, p. 110.

3. Ma-Touan-Lin. Déjà cité, pp. 243, 244, 248, 2^e vol. et 261, 262 ; Deveria. Déjà cité, pp. 109, 110, 111.

DEUXIÈME PARTIE

LES POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE : Modes de tenure du sol. Répartition de la propriété. Comment la propriété est cultivée. Division de la terre. Cultures proprement dites. Céréales. Industrielles. Rendements divers. Nombre des récoltes. Dates des semailles. Cultures fruitières. Elevage. Son état actuel. Ses chances de développement. Avenir de l'agriculture dans la région.

L'agriculture (1) est très en honneur dans la région. Le Thô, le Nông, le Man et le Méo savent tirer le meilleur parti possible des terres dont ils disposent. C'est du sol, en effet, qu'ils obtiennent presque exclusivement leur subsistance.

Sous ce rapport, nous pouvons estimer que nos administrés n'ont rien à apprendre. C'est à peine si plus tard, avec des outils plus perfectionnés, au moyen d'engrais plus puissants, nous serons à même d'obtenir des rendements supérieurs.

La terre, depuis notre arrivée, est très morcelée. Il y a beaucoup plus de propriétaires que du temps de l'occupation chinoise où les mandarins livrés à eux-mêmes, pouvaient acquérir des fortunes considérables

1. Je soumets ici les quelques remarques que j'ai faites en 1904, pendant que je commandais le poste de Soc-Giang.

en ruinant les populations. Par suite, en effet, de la sécurité dont il jouit, l'indigène cherche maintenant à arrondir son pécule au lieu de dépenser, comme autrefois, au jeu le fruit de ses économies.

Ordinairement le maître lui-même, aidé par les membres de sa famille, exploite son sol. Suivant l'importance de ses terres, il s'adjoint quelques serviteurs ou hommes de peine qu'il a à son service toute l'année ou qu'il loue seulement pour certaines périodes.

D'autres fois, le propriétaire, plus riche, afferme ses terres moyennant une redevance convenue. Le prix est payé en nature, par prélèvement sur la récolte, et très rarement en argent. Tous les frais et tous les achats d'outil et de bétail sont à la charge du fermier qui a la libre disposition du sol. Le contrat de cheptel est à peu inusité dans la région.

En d'autres circonstances encore, il s'établit une sorte de métayage. Le maître prend à son service des indigènes à qui il confie le travail de ses terres en mettant à leur disposition les outils et le bétail nécessaires. Quand la récolte est faite, il leur en laisse une part dont la quantité a été fixée au préalable ou qui est proportionnelle aux résultats obtenus. Pendant tout le temps de l'exploitation, il conserve la direction des travaux et donne les ordres.

La propriété de la terre est le véritable signe de la richesse de la contrée. Aussi chacun tient-il à bien établir ses titres et à ne pas voir contester ses droits.

C'est le chef de chaque famille qui est le maître de la fortune de tous les siens. En son nom, se passent donc tous les actes qui la concernent. Une sorte de cadastre, tenu par les divers fonctionnaires indigènes, reconnaît

le bien fondé des prétentions au droit de propriété. D'ailleurs, l'administration française exige maintenant pour tous les contrats l'usage du papier timbré. Le propriétaire garde, en conséquence, précieusement une pièce qui fixe, d'une manière irréfutable, ses droits et qui lui vaut l'appui de notre justice.

Tous les indigènes de la région ont des procédés de culture très ingénieux et la propriété est intelligemment mise en valeur.

Quand il se prépare à faire ses semences, le cultivateur fertilise d'abord le sol au moyen du fumier qui a été produit par les animaux de sa basse-cour. Il porte cet engrais dans de petits récipients en bambou et il est ainsi restreint à accomplir d'interminables voyages pour amasser la quantité nécessaire. S'il s'agit de rizières et si le terrain n'est pas horizontal, il le transforme en un vaste escalier dont les marches sont hautes de quarante à cinquante centimètres et dont la largeur varie suivant la pente. Chacune d'elles est bornée d'une petite digue destinée à retenir l'eau qui, grâce à des travaux d'irrigation, y coule constamment.

Lorsque la rivière est encaissée, l'indigène est obligé, pour disposer de l'eau, de recourir à une machine élévatoire nommée noria. Elle se compose de deux grosses poutres formant chevalet qui sont plantées en terre et supportent l'axe horizontal d'une grande roue de deux à quatre mètres de diamètre.

« De petits bambous, enfoncés dans le moyeu, sont les rayons de cette roue. La circonférence en est garnie de palettes destinées à la faire tourner en passant dans le courant dans lequel baigne l'arc inférieur de quelques centimètres ; elle est munie encore d'un certain

nombre de bambous creux, ouverts à l'une de leurs extrémités, faisant office de godets qui, par suite de leur disposition oblique, arrivent presque à la verticale lorsqu'ils vont plonger dans le courant où ils puisent l'eau qu'ils remontent ensuite à la partie supérieure ; là, le bambou, arrivant à l'horizontale, déverse l'eau dans une auge d'où elle se rend dans les rizières à l'aide de conduits et de bambours divers (1) ».

Comme instruments de travail, l'indigène fait usage d'une charrue, grossièrement fabriquée, qui est trainée par un bœuf ou un buffle. Il se sert également d'une herse, formée d'une simple traverse en bois dans laquelle sont enfoncées des tiges en bois dur. L'animal y est attelé et son conducteur a soin de monter sur l'instrument aratoire pour lui donner plus de poids et permettre ainsi aux dents de s'enfoncer dans le sol. Une bêche, assez primitive, et un coupe-coupe, sorte de large couteau au gros manche de bois, complètent l'outillage du cultivateur.

La division de la terre varie suivant qu'il s'agit de vallées, de collines ou de montagnes.

Les vallées sont naturellement les endroits les plus fertiles de la région. Avec l'eau qu'elles mettent à la disposition de l'indigène, la culture est très facile et particulièrement rémunératrice. Aussi le but de chaque habitant est de posséder une parcelle de ce terrain privilégié. Il en résulte que la propriété dans les vallées est excessivement divisée, qu'elle est faite d'une succession infinie de lots et qu'à vrai dire, il n'y a pas une seule place qui soit libre ou inoccupée.

1. *Au Tonkin et sur la frontière du Kwang-Si*, C. Famin, Challamel, édit., p. 27.

Sur les collines, au contraire, la terre n'est pas fertile et l'eau y est rare. Il n'y a donc que certains endroits spéciaux où les cultures se préparent dans d'assez bonnes conditions.

Il s'en suit que la propriété est ici très irrégulière et que de très grandes étendues de terrain restent sans maître.

Tous les mamelons schisteux sont recouverts d'une herbe assez épaisse ; il n'appartiennent à personne.

Quant au sommet des montagnes où le Man et le Méo font leurs cultures, la propriété n'existe pas. Ici, en effet, se trouvent les terres les plus arides et les plus éloignées de toute voie de communication. C'est l'occupant qui fait la loi. Tous les deux ans, d'ailleurs, ces indigènes changent de domicile et prennent sur une partie de la forêt voisine, qu'ils encendent sur un certain rayon, le terrain qu'ils vont travailler quelque temps.

En résumé, l'agriculture est très bien comprise par les indigènes qui s'y livrent avec beaucoup d'ingéniosité. Mais les vallées seules sont cultivées. D'immenses espaces de terre attendent encore des propriétaires et des travailleurs.

Les différences de climat que l'on rencontre dans la région font que l'on y trouve la plupart des plantes des pays tropicaux et les productions des pays tempérés.

PLANTES ALIMENTAIRES (1)

Riz. — L'indigène laboure à la fin d'avril la terre destinée à la semence du riz.

1. Je me suis servi pour ce chapitre des renseignements qu'a bien

De mai à juillet, les rizières s'emplissent peu à peu de l'eau provenant des averses quotidiennes.

Alors a lieu un nouveau labour très pénible au cours duquel hommes et femmes sont plongés, parfois jusqu'à la mi-cuisse, dans l'eau et la vase et poussent devant eux la charrue et son buffle.

Ce deuxième labour est suivi d'un hersage à la suite duquel la rizière présente l'aspect d'un bassin d'eau limpide qui repose sur un fond de vase très homogène prête à recevoir les plants. On procède à ce moment au repiquage des plants de riz que l'on extrait de la petite rizière spéciale où l'on avait fait les semis au mois de mars.

Le repiquage terminé, il ne reste plus qu'à attendre la venue d'ondées bienfaisantes qui durent ordinairement jusqu'à la fin de septembre. On met à profit les périodes de sécheresse pour fouler les rizières avec les pieds, les nettoyer et redresser les plants. C'est l'ouvrage des femmes.

La récolte commence dans les premiers jours de septembre; elle se termine en novembre.

Il y a deux espèces de riz : le riz sec ordinaire, coupé à la faucille comme le blé de France et qui est vendu ou consommé journellement, et le riz gluant, plus gras, au feuillage plus long et plus large et qui est cueilli à la main, la tige coupée à la base de l'épi. Il est conservé pour les jours de fête et les cérémonies rituelles. C'est

voulu me communiquer M. le colonel Diguët, commandant le deuxième territoire; j'ai mis également à profit les observations de M. le médecin-major de 2^e classe Bouccarut, directeur du jardin d'essai à Cao-Bang en 1904-1905, ainsi que les remarques que j'ai écrites durant mon commandement du secteur de Soc-Giang.

le riz des sacrifices, celui qu'on dépose sur les tombes des ancêtres au jour de la fête des morts.

Dans les plaines riches, on fait quelquefois une seconde récolte en mai ou juin.

D'ordinaire le rendement est très rémunérateur et les habitants du Kouang-Si viennent s'approvisionner sur nos marchés du riz nécessaire.

Quand la récolte est bonne, le paddy ou riz non décortiqué se vend dans la région un cent (1) le kilo, deux ou trois cents dans les années moyennes.

Le Nòng, le Man et le Méo cultivent également le riz de montagne. Il se sème à la même époque que le riz de plaine mais se récolte plus tôt, car il n'exige pas de repiquage.

La paille de riz sert à la toiture des cases, à la litière des animaux et à la cuisson des aliments.

Maïs. — Le maïs est cultivé à peu près par tous les indigènes qui craignent toujours que la récolte du riz ne soit mauvaise.

Au mois de janvier, on prépare la terre destinée à recevoir le maïs. L'indigène la laboure une première fois au moment des pluies, la laisse reposer pendant un mois, la herse alors et enlève les mauvaises herbes. Au bout de dix jours, il laboure une deuxième fois, herse le lendemain, fume à l'aide du fumier de buffle recueilli dans les étables, dans une proportion de 400 kilos par mau (2) et laboure une troisième fois.

Au milieu des sillons, les femmes creusent avec leurs mains de petits trous espacés de 50 centimètres au

1. Le cent vaut dix sapèques.

2. Le mau est une mesure indigène de superficie qui vaut 3.600 mètres carrés.

moins, suivant le terrain, y déposent trois grains de maïs, un peu de fumier et enfin de la terre. Le maïs lève au bout de cinq à six jours. Un mois après, il atteint 40 centimètres de haut. Les femmes viennent alors buter le pied de la plante au moyen d'une pioche. Vers la fin du mois de mars, le maïs commence à fleurir ; vers le 15 avril, apparaît l'épi. Dans la première quinzaine de mai, le maïs est mûr et prêt à être coupé. C'est la tâche des femmes. Le maïs est ensuite mis en réserve sur le pare-flamme où la fumée du foyer le préservera de toute moisissure. Pour la consommation, cette plante est égrénée, séchée au soleil, puis écrasée sous la meule de pierre. Les meilleurs terrains pour cette culture sont ceux de terre légère et noire.

On trouve ordinairement deux épis par tige. La quantité de semence est de 12 kilos par mau et le rendement est d'environ 900 kilos de grains pour la première récolte et de 400 kilos pour la deuxième qui, semée en juillet, est faite au mois d'octobre. Un mau de maïs peut nourrir deux ou trois hommes pendant une année entière.

Blé. — Cette plante vient assez bien sur les rives du Song-Quei-Cheum et de son affluent le Da-Bé.

Le blé se sème en janvier dans les mêmes terrains où a été faite en octobre la récolte du riz et on le coupe en mai ; il laisse ainsi le terrain disponible pour les prochains travaux des rizières. Le rendement par mau est d'environ 230 kilos. Le grain de blé récolté ici est beaucoup plus petit que celui de France et les épis sont plus maigres. Les indigènes en tirent une sorte de farine avec laquelle ils font de la soupe ou des gâteaux.

Sarrazin. — Pour la culture de cette plante, on prépare la terre comme pour le maïs, mais on ne répand

que très peu de fumier. Le grain lève au bout de dix jours. Un mois et demi après, il est en fleurs ; au bout de trois mois il est mur.

On fait deux récoltes par an. La première, plantée au mois de mars, est exécutée au mois de juin, la seconde, plantée au mois de juillet, est faite en octobre. Son rendement pour la première récolte est d'environ 700 kilos par hectare et de 300 kilos pour la seconde.

Le sarrazin vient bien partout, dans les terrains secs comme dans les terrains humides. Les indigènes en font une espèce de soupe dont ils sont d'ailleurs peu friands.

Colza. — Le colza pousse bien dans tous les terrains ; de sa graine est extraite l'huile pour l'éclairage.

Millet. — Le millet est cultivé en très petite quantité dans la région où il vient très bien cependant ; sa farine sert à faire des gâteaux.

Tubercules. — La patate sucrée se cultive en terrain léger. On fait deux labours, deux hersages. De légers sillons, séparés de 80 centimètres, sont tracés ; puis on fume légèrement et on plante les morceaux de patate dans les sillons en les recouvrant de terre. Ils relèvent au bout de dix jours. Un mois et demi après on butte et on enlève l'herbe. La récolte est faite au bout de cent jours.

Le manioc se plante par bout de tige et se récolte au bout de quatre mois, à raison de un tubercule par pied.

Légumes. — Les haricots se cultivent dans un terrain léger, plat, peu arrosé. On laboure et herse une fois ; on sème à la volée sans avoir fumé. Les grains lèvent au bout de 10 jours, fleurissent au bout de quarante et sont mûrs à trois mois. On en trouve de nombreuses variétés ; le haricot blanc qui donne de gros grains et

qui constitue la meilleure espèce ; le haricot vert qui ne se mange que sous forme de pain fait avec sa farine ; le haricot jaune qui se consomme tout entier quand il n'est pas arrivé à maturité ou bien en grains lorsqu'il est mûr ; le haricot corne de buffle qui pousse à l'état sauvage et sert à nourrir les pores ; le haricot noir dont on mange les grains et qui est assez bon.

Le chou pommé, les navets, la carotte, plusieurs variétés de pois, l'ail, l'oignon, l'échalotte se récoltent dans la région de novembre à avril. Courge, concombre, citrouille, pastèque, igname y abondent. Dans les eaux dormantes on trouve la châtaigne d'eau. Tous les légumes d'Europe viennent, en somme, dans la région de Cao-Bang.

Canne à sucre. — Pour la cultiver on fait au mois de décembre le premier labour et en janvier le deuxième. Dix jours après, on herse et on enlève les herbes qui sont mises en tas et brûlées sur place. Au moment des pluies, on exécute un troisième labour qui est suivi de deux hersages.

En février, on trace les sillons et on fume ; on prend un morceau de canne de 40 centimètres de long au sommet duquel on enlève les feuilles. Le plaçant incliné contre un des bords du sillon, on le recouvre de fumier et de terre en n'en laissant sortir que l'extrémité. De chaque morceau, planté à 80 centimètres de distance, partent trois tiges.

Après quinze jours, il lève. Au bout de deux mois, les femmes butent le pied et l'arrosent avec du purin fait avec de la bouse de buffle délayée dans l'eau. On recommence tous les mois jusqu'en novembre.

A la fin du mois d'avril, on bute de nouveau et l'on arrache les mauvaises herbes.

La récolte se fait en décembre en coupant les tiges à quelques centimètres du sol.

Il y a deux sortes de canne à sucre : la canne à sucre jaune qui se mange à l'état naturel et la canne à sucre miel qui sert exclusivement à faire le sucre.

Le plant dure deux ans, quelquefois trois.

Quinze pieds donnent un kilo de sucre la première année.

Un mau fournit environ 1.800 kilos de sucre qui se vendent une cinquantaine de piastres.

Caféier. — Quelques essais de culture de caféier ont été faits, dans la région, le long des collines avoisinant les rivières ; le café obtenu est bon, bien que les grains soient petits et d'assez mauvaise apparence. Il y a lieu d'espérer que cette culture pourra donner plus tard d'excellents résultats.

Thé. — On cultive sur les montagnes un excellent thé vert. Cette plante est à peu près soignée comme la vigne, mais elle ne demande ni taille ni fréquents labours. On utilise les bourgeons comme la feuille.

Cannelle. — La canelle est cultivée un peu dans les montagnes.

PLANTES INDUSTRIELLES

Coton. — Le cotonnier vient très bien dans le pays ; on le cultive en plaine et en montagne. Les grains se sèment au mois de mars et la récolte a lieu en septembre. Le coton se vend de trois façons différentes : le bông ou coton brut, c'est-à-dire mélangé à la graine à

raison de 0 fr. 40 le kilog annamite (0 k. 600) ; le chi, ou coton débarrassé de sa graine, à raison de 2 fr. 40 et le soï ou filé de coton à raison de 4 francs l'écheveau.

Le coton est utilisé pour la confection des vêtements des Thôs. La toile obtenue est très solide mais un peu grossière. Elle se vend sur le marché environ 0 fr. 10 le mètre.

Chanvre. — Le chanvre se cultive principalement dans les jardins qui entourent les cases. On en fait des cordages, des semelles de sandales, des filets pour la pêche. Il se vend tout préparé à raison de 0 fr. 28 le kilo annamite.

Jute. — Des essais de culture de jute ont donné d'excellents résultats.

Tabac. — Des essais de culture de tabac ont été faits dans la région ; ils ont également très bien réussi.

Mûrier. — Les indigènes s'adonnent un peu à l'élevage des vers à soie dont ils tirent la soie commune du pays.

Le mûrier vient facilement ; les plantations sont renouvelées tous les deux ou trois ans.

La culture du mûrier, qui demande beaucoup de soins, de sarclages et de labours, laisse encore à désirer ; l'arbre est rapidement épuisé par l'enlèvement trop fréquent des feuilles. Le ver à soie ne reçoit pas une nourriture suffisante.

Le mûrier cultivé est surtout le mûrier nain de 0,50 à 1,50 de hauteur, à feuilles dentelées. La greffe n'est pas usitée. Les plantations sont faites par marcottes.

Les engrais usités pour la culture sont des litières de vers à soie, de buffle et l'engrais humain. Les terres légères et humides conviennent surtout au mûrier.

Cunao. — C'est un gros tubercule du genre de l'igname. Il fournit une couleur violet fauve.

Indigo. — Se plante en mai dans les mêmes conditions que le coton et se récolte en août. Il se vend 0 fr.50 le kilo annamite.

Ramie. — La ramie semble devoir venir très bien dans la région.

PLANTES MÉDICINALES

L'opium est cultivé dans certaines parties de la région et passe pour être assez bon.

Le pays produit un grand nombre de plantes et d'écorces employées en médecine par les indigènes.

PLANTES EMPLOYÉES DANS L'INDUSTRIE

L'arbre à laque qui donne deux produits : 1° la laque, liquide épais qui suinte d'incisions faites à l'arbre ; 2° le suif végétal vert qu'on obtient en écrasant les graines. Ce produit commence à être employé en Europe où on le mélange avec la stéarine.

Le *stillingia sebifera*, euphorbiacée qui donne un suif végétal blanc comestible et employé pour l'éclairage.

L'arbre à cire, espèce de frêne sur lequel vivent des insectes qui produisent de la cire blanche.

CULTURES FRUITIÈRES

La région est une des parties du Tonkin les plus favorisées pour les arbres fruitiers. Sa température si variée est favorable à la plupart des espèces tropicales

et à celles des pays tempérés. On y rencontre, en conséquence, le pêcher, l'abricotier, le prunier, le figuier, le grenadier, le citronnier, l'oranger, les pamplemousses, le bananier, l'ananas, le goyavier, le letchi, le manguier, le palmier, le pommier, le limonier, le jaquier, le poirier, etc.

La plupart des arbres fruitiers d'Europe donnent ici de très beaux produits qui n'arrivent malheureusement presque jamais à maturité. Toutefois il est à supposer qu'avec des procédés de culture très rationnels et au moyen d'une greffe judicieusement choisie, on pourrait rapidement obtenir des fruits plus savoureux.

ÉLEVAGE

Il y a dans la région de beaux troupeaux de bœufs et de buffles que leurs propriétaires vont vendre dans le Delta ou au Kouang-Si.

L'élevage de ces animaux s'y fait dans de bonnes conditions car le pays possède d'assez riches pâturages. Contrairement à ce qui se passe dans le Bas-Tonkin, les épizooties sont rares.

D'après les renseignements recueillis, l'élevage du cheval avait été autrefois très prospères. Il a été négligé pendant quelque temps mais l'administration française prend aujourd'hui toutes les mesures pour remédier à cette situation.

Un haras a été installé, en effet, à Nuoc-Haï à la fin de 1906. Dirigé par un vétérinaire en second, il comprend un dépôt d'étalons de race annamite du Delta, de race landaise et de race australienne.

Suivant la beauté de leurs juments les indigènes tou-

chent une prime de deux à cinq piastres. A la naissance du poulain on leur alloue une seconde prime de cinq à dix piastres. Deux ans après et toujours d'après la beauté du produit, on leur donne enfin une dernière prime qui va de dix à vingt piastres.

Ce haras fonctionne sous la direction du service zootechnique de la colonie. Les indigènes attirés par l'appât des primes viennent très nombreux. Des étalons sont, d'ailleurs, envoyés à des dates variables dans les divers postes de la région.

Il est donc à prévoir que la région réservera des gains appréciables à ceux qui se livreront à l'agriculture quand elle aura été reliée par une voie ferrée au Delta.

L'élevage du bétail et du cheval peut y être tenté sur une vaste échelle et les nombreux mamelons, aujourd'hui incultes et désolés, fourniront plus tard, sans doute le pâturage nécessaire. La culture particulièrement rémunératrice de certaines plantes, telles que le café, le jute, le tabac, le ramie, paraît devoir assurer également dans l'avenir des profits sérieux. Toutes les quatre, viennent, en effet, très bien dans les divers postes où elles ne reçoivent cependant pas toujours, par suite du défaut de connaissance des meilleurs procédés de culture, les soins qui devraient leur être donnés. Nous avons vu enfin que la plupart des arbres fruitiers d'Europe ménageaient de très beaux produits et qu'il suffira de trouver une greffe judicieuse pour leur donner la saveur et le velouté des Fruits de France. Il semble donc qu'il y a place dans la région pour l'activité et l'intelligence de colons agriculteurs.

CHAPITRE II (1)

INDUSTRIE : Constitution d'une industrie familiale. Effets du voisinage des civilisations chinoise et française sur les races du pays. Sur ce que l'on peut attendre de l'indigène. Avenir réservé à l'industrie dans la région. Avantages qui semblent devoir être réservés aux industriels européens par l'exploitation du pays : forêts, mines.

Par suite du peu de sécurité que présentait le pays lors de l'occupation chinoise, la situation industrielle n'avait jamais été dans un état florissant; à cause de l'incertitude du lendemain, l'indigène n'était pas porté à étendre le champ de ses opérations ou à augmenter le chiffre de ses affaires. En l'absence presque complète de routes et devant l'organisation très défectueuse des marchés, il ne trouvait pas, du reste, de débouchés suffisants pour ses produits.

Dès notre arrivée, nous avons pris à tâche de donner à l'industrie un essor nouveau. Dans ce but, l'autorité française a ouvert de nombreuses voies de communications qui relient entr'eux les points principaux. Toutes ces peuplades de race différente ont ainsi l'occasion de se connaître et d'échanger leurs différentes productions.

1. J'expose dans ce chapitre les remarques qu'il m'a été donné de faire durant mes deux ans de séjour dans le cercle de Cao-Bang.

Des marchés, vastes et bien construits, attirent, à leur tour, de nombreux visiteurs. Par les opérations réalisées, l'indigène voit s'augmenter, dans des proportions notables, ses bénéfices. De cette manière, encore, l'administration peut faire rentrer plus d'argent dans la caisse du Trésor, tout en ne faisant pas paraître trop pénible au contribuable l'augmentation du versement qu'elle lui demande.

Mais en dépit de notre bonne volonté, de grands efforts restent encore à accomplir, pour que l'industrie atteigne un développement convenable. Jusqu'à ce jour, en effet, elle n'est restée, en somme, qu'à l'état embryonnaire. Aucune grande entreprise, n'a encore été tentée. Nous verrons cependant que nulle partie du Tonkin, grâce aux richesses naturelles qu'elle possède, ne semble appelée à donner, avec son exploitation, de résultats plus rémunérateurs.

Nous allons passer en revue tour à tour, les différentes industries auxquelles se livrent les indigènes de la région. Chez ces races qui tirent leur subsistance du sol et qui ont les plus belles aptitudes pour la culture de la terre, l'industrie est peu en honneur : elle ne dépasse pas le champ familial pour ainsi dire. Chacune d'elles s'y adonne pour obtenir les objets de nécessité première.

Le Thô, par exemple, tisse le cotoh qu'il récolte et fabrique une toile grossière avec laquelle sa femme confectionne tous les effets d'habillement nécessaires à la famille. Quand la provision est supérieure à ses besoins, il porte l'excédent au marché voisin où il trouve des acheteurs à raison de 0 fr. 10 le mètre.

Il cultive encore dans ses jardins une sorte de chan-

vre avec lequel il fait des cordages, des filets pour la pêche et des semelles de sandales. Une quantité de chanvre tout préparé, de 0 k. 600 qui est le kilo annamite, se vend couramment 0 fr. 28.

Le Thô confectionne aussi de la teinture avec l'indigo qu'il fait venir ; il use, à cet effet, d'un procédé très simple : pendant trois jours, il plonge les branches de cette plante dans un récipient rempli d'eau. Ce laps de temps écoulé, il les brosse pendant une heure, jette les résidus et laisse reposer pendant deux heures : la teinture dépose au fond. Il la décante, à ce moment, avec précaution et y mélange un peu de chaux : dès lors le produit est obtenu. Il suffira, pour l'employer, de le faire dissoudre dans l'eau à raison de 30 kilos d'eau pour un kilo de teinture.

Le soin de teindre la pièce d'étoffe fait partie des occupations de la femme : elle la trempe pendant vingt minutes dans la teinture, l'égoutte sous pression, la passe dans l'eau courante et la fait enfin sécher au soleil.

Elle confectionne encore des sandales sans talons et dont les semelles épaisses sont faites généralement en corde de chanvre. Le dessus de la pantoufle est en toile bleue et se termine en pointe relevée. Elle ne dépasse pas le coup de pied.

Une autre industrie du Thô est celle du sucre. Il sait bien cultiver la canne qui le produit et il tire de sa récolte un rendement assez rémunérateur.

Le mûrier qui vient facilement dans le pays lui permet enfin d'élever des vers à soie et d'en obtenir cette soie commune avec laquelle se font les vêtements des jours de fêtes.

Quant à lui, le Nông, borne son industrie à tisser le coton dont une partie est cardée à la maison pour les besoins du ménage et dont l'autre, préparée en balles, est vendue au marché. Comme son voisin, il cultive l'indigo et en extrait, par le même procédé, la teinture qui colore ses effets.

Le Man se montre forgeron habile. C'est lui qui fabrique, à l'aide d'outils primitifs, les instruments aratoires en usage dans le pays. Charpentier adroit, il fait des seaux, des tables, des bancs qui ne manquent pas d'une certaine élégance. Il sait même témoigner d'une ingéniosité assez grande pour se construire, de toutes pièces, un fusil très original qui va lui servir à chasser le cerf ou la panthère et qui mérite d'être décrit. Le canon est un long tube en fer à section circulaire ou polygonale qui est relié au bois par des cercles de cuivre et d'argent. La batterie est protégée par une plaque métallique ; la crosse est courte et légèrement recourbée. Le fusil se charge avec des morceaux de fer de longueur et de grosseur variables.

Les femmes Mans filent, tissent, teignent et brossent les étoffes dont sont faits leurs costumes ; elles confectionnent également les coquets chapeaux qu'elles portent.

A leur tour, les Méos tirent leur toile du chanvre de leurs champs. A l'exemple des Mans, ils se montrent forgerons habiles ; ils fabriquent eux-mêmes leurs instruments aratoires et leurs outils de travail. Ils font aussi les seaux, tables, bancs, sandales et tous les autres objets qui leur sont nécessaires.

Ils deviennent encore armuriers pour satisfaire leur passion de la chasse. Leur fusil est, en somme, sembla-

ble à celui des Mans avec cette différence, cependant, que la batterie au lieu d'être protégée par une plaque métallique et simplement recouverte d'un morceau de peau durcie. Pour viser, le tireur appuie contre sa joue la main droite qui tient le bout de la petite crosse.

On voit donc que jusqu'ici l'industrie est restée familiale et que les tribus du cercle n'ont attendu d'elle qu'un léger secours. Cependant, avec l'esprit ingénieux dont font preuve nos administrés, on est en droit de s'étonner qu'elle n'ait pas pris encore un développement plus grand.

La faute semble en être imputable à la présence de Chinois sur nos terres. Depuis un temps immémorial, en effet, ils ont acquis le monopole tacite de certaines industries. L'indigène a pris l'habitude de leur acheter certains objets et il ne lui vient même pas à l'idée de les fabriquer maintenant lui-même. Mieux outillé, d'ailleurs, que les autres, disposant de ressources plus grandes, vivant en corporation et payant, par le fait seul, la main d'œuvre à un prix dérisoire, le Chinois est en mesure de faire une heureuse concurrence à tout le monde. C'est ainsi que les fabriques de chaux, de briques, de marmites en fonte, de baguettes d'encens, d'objets de poterie sont entre ses mains. Il produit encore tous les articles de bijouterie et d'horlogerie. En un mot, il est le plus important industriel du cercle, de même que nous verrons bientôt qu'il en est le commerçant le plus notable.

Nous estimons, en conséquence, que l'indigène ne saura se livrer avec ardeur à l'industrie que lorsqu'il sera obligé de se passer des Chinois et de confectionner

lui-même tous les objets que, par paresse, il va leur acheter. En matière industrielle, cet accaparement de nos voisins du Quang-Si est donc déplorable et menace de rendre stériles et vains tous nos efforts.

Au contact de notre civilisation, les indigènes commencent à prendre plusieurs de nos habitudes. Les plus riches d'entre eux portent déjà des chaussures, font usage de chemises, de faux-cols et de mouchoirs qu'ils reçoivent des magasins français d'Hanoï. D'autres portent des pantalons et des chapeaux semblables aux nôtres. Presque tous se munissent de l'ombrelle et du parapluie dont le port était, avant notre venue, exclusivement l'apanage des mandarins. Il est ainsi permis de dire que Cao-Bang sera plus tard un débouché important pour certains de nos produits.

Mais les deux richesses qui paraissent devoir le plus tenter l'esprit d'initiative de Français et devenir les objets d'entreprises industrielles importantes sont celles qui résulteront de l'exploitation des forêts et des mines.

La région est, à la vérité, particulièrement favorisée au point de vue forestier : elle possède, en effet, les arbres les plus précieux, les essences les plus rares.

A côté du marronnier d'Inde se remarque l'arbre élevé qui fournit le bois dur, rouge et noir, que l'on désigne couramment sous le nom de bois de fer. Un chêne, dont les feuilles sont très recherchées pour la nourriture des vers à soie, y croît encore. Le tai et le teck, qui fournissent d'excellents bois de construction, très prisés par les Annamites, y poussent également. De Nguyen-Binh à Soc-Giang, on trouve du bois de Santal qui sert à la fabrication des cercueils des Chinois et qui se vend fort cher. L'arbre à papier blanc, l'arbre à

laque, différentes sortes d'arbres à vernis et enfin l'arbre à huile viennent compléter le magnifique lot de ces richesses forestières (1).

A plusieurs reprises, l'administration française a cherché à exploiter ces forêts et à organiser des coupes réglées. On a dû y renoncer toujours en raison des difficultés considérables que présente une telle entreprise.

Les rivières, nous l'avons vu, ne sont utilisables que pendant la saison des pluies, et quelquefois même à cette époque, leur crue est trop forte pour que des radeaux puissent y flotter. Les routes, à leur tour, sont encore loin d'être carrossables, malgré les grands efforts accomplis par l'administration française. Tous les transports sont donc presque exclusivement faits à dos de porteur et, outre la longueur du trajet, il y a en plus à compter avec le prix de revient qui est, par suite, très élevé. Il n'est ainsi pas possible de procéder maintenant, dans ces conditions trop défectueuses, à l'exploitation en règle de ces divers arbres.

D'ailleurs, il ne faudrait pas croire qu'on eut ainsi pour l'avenir une source inestimable de profits. Les forêts se trouvent ici sur les hautes cimes, sur les rocs les plus arides. Leurs arbres n'ont, en conséquence, qu'une vigueur très relative et il paraît certain qu'une exploitation ne pourrait être faite qu'à de très longs intervalles (2).

Quoi qu'il en soit, l'autorité militaire s'attache à cons-

1. Dr Billet, *Deux ans dans le Haut-Tonkin*, Challamel, édit. 1898, pp. 56 57.

2. Un rapport a été rédigé dans ce sens au directeur du service des forêts de l'Indo-Chine par M. le colonel Diguët, commandant le deuxième territoire en 1904.

tituer des réserves sérieuses pour l'avenir et elle prend chaque jour, dans ce but, les mesures désirables. On sait la mauvaise habitude qu'ont les indigènes de brûler une partie des forêts pour qu'une herbe tendre, destinée à leurs buffles, y pousse, ou afin d'y faire de l'agriculture. Des ordonnances très sévères ont été édictées pour prévenir le retour de faits semblables : de fortes amendes et même la prison sont prononcées contre les délinquants. En outre, on a fixé, dans chaque poste et par village, le nombre d'arbres qui doivent être abattus dans le courant de l'année. On les marque d'avance et d'une façon suffisamment apparente pour qu'aucune erreur ne soit possible ; les indigènes s'engagent à consommer tout le houppier ainsi obtenu. Plus tard, il sera donc permis au Trésor de tirer, pendant quelques temps, de sérieux bénéfices de ces richesses frontières.

Mais la véritable source de prospérité future de la région semble devoir être dans son sous-sol ; il paraît contenir, en effet, en abondance, l'or, l'étain, la houille, le fer et le charbon.

Nguyen-Binh est le plus grand centre minier du cercle. De nombreux prospecteurs viennent à chaque instant demander à la terre ses secrets et leurs investigations portent surtout sur les mines de Nam-Kep, Pac-Bao, Beau-Site, Tinh-Tuc, Tong-Tinh et Bac-Giai qui, d'ailleurs, étaient connues et exploitées autrefois (1).

Depuis les temps les plus reculés, la vallée de Nam-

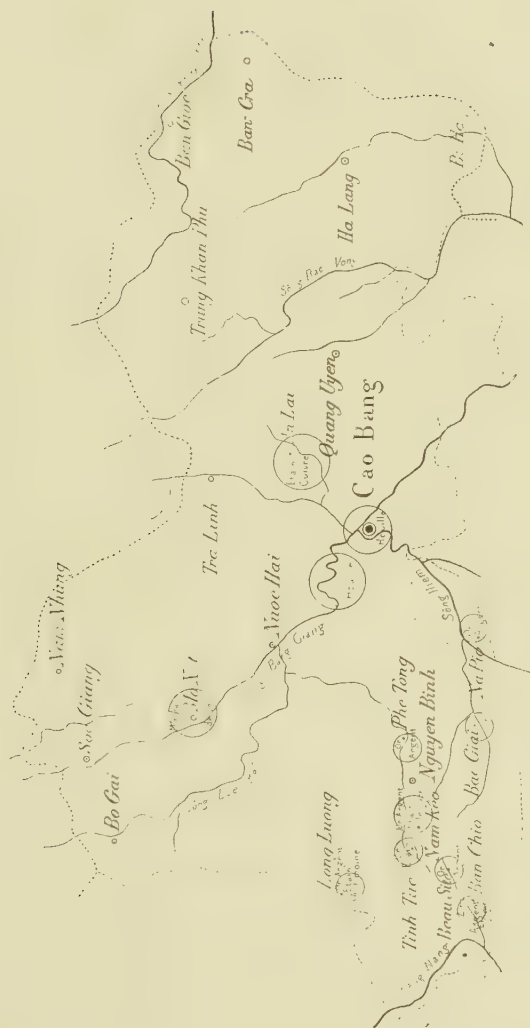
1. Je résume ici le rapport de M. l'ingénieur Chamoin aux actionnaires des mines de Beau Site que M. Saillard, colon à Cao-Bang, a bien voulu me communiquer.

Kep fut réputée pour être très riche en or et en étain. Des Chinois vinrent s'y installer de bonne heure et procédèrent à une exploitation en règle, à seule charge de payer un impôt au prince de Binh-Mang dont dépendait le pays. Mais, devant les exigences sans cesse croissantes qui leur étaient imposées, ils prirent les armes et se révoltèrent. Des troupes furent envoyées pour rétablir l'ordre : elles pillèrent et saccagèrent le pays qui fut abandonné par les habitants. La vallée ne fut plus exploitée depuis cette époque qui remonte à l'an 1500.

Seuls des Mans-Tien et des Mans-Coc, des environs, à qui viennent s'adjoindre un petit groupe de Chinois, y travaillent de temps en temps. Par chantiers séparés et composés de deux ou trois hommes, ils lavent quelques battées de sable sur les bords de la rivière et recueillent des paillettes d'or qu'ils vendent à Cao-Bang pour quelques piastres.

La partie de la vallée qui avoisine le village de Pac-Bo fut aussi exploitée jadis. Il y a seize ans, même, un Chinois vint s'établir dans ces parages avec quatre cents coolies à qui il fit laver le sable, sur les bords de la rivière de Nguyen-Binh, pour en extraire l'or. Son entreprise fut heureuse et il put se retirer dans son pays, au bout de deux ans, après avoir réalisé, dit-on, une somme importante. Mais, cet exemple encourageant n'a tenté personne ; quelques indigènes des villages voisins font, toutefois, de temps en temps, d'assez productives battées

A son tour, la région de Beau-Site présente aujourd'hui encore quelques vestiges des anciens travaux auxquels donna lieu l'extraction de son étain. Il y a près



CERCLE DE CAO-BANG. — Schéma des diverses mines. (Echelle : 1/861-111).

de cinquante-cinq ans, des ouvriers chinois commencèrent l'exploitation superficielle de la vallée, mais ils furent obligés de céder la place aux Méos qui vinrent s'installer en grand nombre dans le pays à la suite de la guerre des Tai-Pings qui désola la Chine.

Non loin de Beau-Site, se trouvent également les mines de Tinh-Tuc et de Tong-Tinh.

Les premières furent exploitées jadis par les Chinois. Ils les abandonnèrent à la suite des inondations qui survinrent et contre lesquelles ils ne surent pas lutter. Avec les moyens tout primitifs dont ils disposaient, ils ne purent dépasser une certaine profondeur et le découragement s'empara d'eux. Cependant, ces mines jouissaient, depuis un temps fort reculé, d'une grande réputation qui s'étendait dans tous les pays avoisinants. On les cite dans un cahier écrit en caractères chinois traitant des mines de l'Annam et du Tonkin et qui fut trouvé lors de la prise de Hanoï. Elles y sont mentionnées sous le nom de Vu-Nong qui est encore celui de la commune près de laquelle elles sont situées. L'étain qui en était extrait jouissait d'une grande vogue et on prétend que sa valeur marchande était le double de celle du même métal provenant du Yunnan ou de Nan-Ning-Phu.

Quant à celles de Tong-Tinh, elles furent exploitées également par des Chinois il y a une cinquantaine d'années. On rencontre dans les massifs voisins de nombreux filons de quartz aurifère : l'un d'eux, particulièrement important, existe à Lung-Pan. Au sud-ouest de Binh-Duong, on trouve aussi un gisement de quartz argentifère.

A Bac-Giai, enfin, on découvre de l'or qui fut, de

tout temps, l'objet des recherches des Chinois. Un coude de la rivière détermine en ce point une petite presqu'île qui s'appuie sur un isthme très étroit où on relève les traces d'une assez grande tranchée qui dénote qu'on avait tenté, jadis, de creuser un canal de dérivation des eaux.

On voit également des alluvions aurifères dans la vallée du Song-Nam, près de Pac-Nam, et particulièrement dans le cours de la rivière de Ko-Kaï. On est d'ailleurs toujours à peu près certain de rencontrer, dans quelques cours de cette vallée, des maraudeurs chinois ou mans se livrant à la cueillette de l'or.

Tels sont les divers points miniers du pays. Disposant de moyens primitifs, en butte aux attaques des populations voisines ou livrés aux exactions de leurs princes, les Chinois n'ont pu recueillir, du temps de leur exploitation, tous les bénéfices espérés. Nous allons voir si, depuis notre arrivée dans la contrée, nous avons été plus heureux et si nos colons ont su tirer des richesses du sous-sol un parti plus rémunérateur.

Il y a actuellement quatre concessions minières ; elles se trouvent toutes dans les environs de Nguyen-Binh et dans les parages de celles qui étaient exploitées, autrefois, par les Chinois ; la première, Ganymède, est située au pied du massif de Phia-Dem ; la seconde, Sainte-Adèle, est à Thin-Tuc ; la troisième, Beau-Site, se trouve au Pia-Ouac, et la quatrième, Sainte-Joséphine, fait partie de la vallée de Nam-Kep.

Seule, la concession de Ganymède, est une mine de gisement filonien ; toutes les autres sont des mines de gisement alluvionnaire.

Actuellement, des sociétés se forment et s'organisent

pour leur exploitation. Jusqu'à ce jour on s'est borné, pour ainsi dire, à tâtonner. D'ailleurs, en l'absence des machines nécessaires et des voies ferrées, il n'a pas encore été possible de donner à cette industrie un grand développement et on a dû employer, en somme, les mêmes procédés d'exploitation que les Chinois. Malgré tout, les bénéfices réalisés seraient, paraît-il, assez considérables.

On trouve dans ces quatre mines de l'étain et de l'or. Dans les environs, on compte déjà près de quatre-vingts périmètres réservés ; on voit donc l'essor nouveau qu'est à la veille de prendre cette industrie.

En dehors de la contrée minière proprement dite que nous venons d'étudier, des gisements de diverses natures sont dispersés dans toute l'étendue du cercle, mais surtout dans l'est.

Pour leur part, les eaux du Song-Hiem roulent du sable contenant de la poussière d'or. Les indigènes ne l'ignorent pas, et font souvent des lavages à la battée. Leurs recherches sont parfois fructueuses et il n'est pas rare de voir des vendeurs offrir des pépites d'une valeur de six à sept piastres sur les divers marchés. Mais c'est surtout dans la haute vallée que les alluvions sont les plus riches en or et qu'une exploitation pourra y être faite avec de grandes chances de succès.

On trouve également des gisements de houille aux environs de Cao-Bang. L'un d'eux est situé au pied même du poste de Song-Hiem, à l'extrémité de la ville. Un autre s'étend sur la droite de la route qui va à Ngan-Son, à quatre kilomètres du chef-lieu du cercle.

Mo-Xat, également, contient de riches mines de fer exploitées jadis avec succès par les Chinois.

En résumé, par les richesses de toutes sortes que possède la région, par les qualités d'ingéniosité et les facultés d'assimilation de ses habitants, on peut conclure que l'industrie deviendra très florissante quand des routes carrossables aient été percées, lorsque des voies ferrées auront relié Cao-Bang au Delta et le jour, enfin, où des mesures spéciales auront fait perdre aux Chinois la situation prépondérante qu'ils occupent.

CHAPITRE III (1)

COMMERCE : Ses voies, ses provenances et ses directions : Quang-Si, Yunnan, Bas-Tonkin. Modes de transport des marchandises. Caravanes, bateaux etc. Pêril commercial chinois. Banques. Monnaies. Mesures. Poids.

Pour les mêmes motifs que nous avons exposés dans le chapitre précédent, à propos de l'industrie, le commerce avait été, jusqu'au moment de l'occupation française presque complètement délaissé. Grâce aux mesures administratives que nous avons prises, il commence à se développer. Il ne faut pas se dissimuler, cependant, qu'il est encore dans la première période de formation et que c'est une des parties de notre tâche pour la réalisation de laquelle nous éprouverons le plus de difficultés.

Le commerce de la région se fait avec le Quang-Si le Yunnan et le Bas-Tonkin ; il comprend toutes les opérations de ventes et d'échanges de denrées destinées à l'alimentation, du bétail, des chevaux, d'objets de nécessité première et de fabrication européenne.

Les routes que nous avons percées, en reliant les

1. J'expose sur ce chapitre les observations que j'ai faites durant mes deux ans de séjour dans la région de Cao-Bang.

postes principaux avec les points les plus importants des pays frontières, permettent le transport facile des marchandises. La voie carrossable de Cao-Bang à That-Khé donne, à son tour, les moyens d'effectuer dans le Delta de forts approvisionnements.

Bien qu'une seule récolte soit faite par an dans la région et que la terre n'ait pas la fertilité de celle de la vallée du fleuve Rouge, des exportations de céréales sont faites dans le Yunnan et le Quang-Si. Ces deux provinces chinoises sont, en effet, très pauvres dans la zone qui avoisine notre territoire : elles sont donc un peu nos tributaires sous le rapport économique. Quand la récolte est mauvaise ou que l'administration française interdit pour des motifs spéciaux, l'exportation du riz et du maïs, la famine s'y fait bientôt sentir.

Le Quang-Si et le Yunnan n'importent dans la région qu'un très petit nombre d'objets de contrebande ou de fabrication allemande ou anglaise qui proviennent de Canton, tels que allumettes, fil, aiguilles, glaces, savon objets pour les pagodes, pétards, artifices.

Dans le Bas-Tonkin, Cao-Bang exporte, presque uniquement, des troupeaux assez considérables de bœufs, de buffles ainsi que quelques chevaux. Les indigènes vont les vendre vers le Delta ; ils trouvent parfois des acquéreurs à des prix avantageux, en des points intermédiaires entre la haute région et Hanoï, tel que That-Khé et Dong-Dang.

Les importations provenant du Bas-Tonkin sont considérables ; elles concernent des denrées alimentaires, de la toile, des chaussures, du riz, quand la récolte est peu abondante dans la région, de la farine, du vin et des liqueurs.

Les marchandises sont transportées soit à dos d'homme, soit à l'aide de chevaux de bât, soit au moyen de charrettes à bœufs.

Le premier mode de transport est le plus usité. Un entrepreneur français, établi à Dong-Dang, point terminus de la voie ferrée, fait deux fois par mois le service d'aller et retour avec Cao-Bang et Bao-Lac ; il a un représentant de notre cercle. Dans ce but, il a organisé des caravanes, composées d'un nombre de coolies variable suivant les besoins. Ces porteurs, Chinois pour la plupart, transportent des charges d'un poids moyen de 35 à 40 kilos. Placés sous la direction d'un de leurs congénères, ils effectuent environ un trajet de trente kilomètres par jour. Cet entrepreneur a obtenu de l'administration l'adjudication de tous les transports qui lui sont payés suivant les clauses du cahier des charges.

Les transports à l'aide de mulets de bât sont employés surtout par les chefs de poste qui viennent chercher à Cao-Bang les denrées délivrées par le magasin des subsistances militaires et qui seront consommées par les soldats européens.

Les transports à l'aide de charrettes à bœufs sont exécutés au compte des commerçants chinois qui font ainsi directement à Hanoi les approvisionnements qui leur sont nécessaires ; il convient de dire, dès maintenant, que la route de Cao-Bang à Dong-Dang est seule carrossable.

Les rivières sont utilisées également, dans une certaine mesure, pour le transport des marchandises. Toutefois, comme elles sont à sec pour la plupart en hiver et que leur lit est parsemé de rapides dangereux en été elles ne peuvent être qu'exceptionnellement employées.

Le Song-Bang-Giang et le Son-Hiem sont les seules rivières qui rendent véritablement des services sous ce rapport. Des jonques et des radeaux permettent, tour à tour, le transport des voyageurs et des marchandises.

Presque toutes les transactions commerciales s'opèrent dans les marchés. Ils ont lieu tous les cinq jours dans les localités les plus importantes de la région. Les indigènes viennent effectuer certaines ventes et, avec le produit qu'ils en tirent, ils achètent des objets de nécessité première.

Les opérations qui s'y exécutent ont trait à la vente du riz, de bétail, d'objets de fabrication européenne

Les plus achalandés de la région sont les suivants (1) :

Secteur de Soc Giang

Nuoc-Hai	500	visiteurs
Cao-Binh	800	—
Tinh-Oa	200	—
* An-Lai	300	—
Soc-Giang	200	—
Dong-Cot	200	—
Mo-Xat	400	—
Na-Giang	200	—
Nam-Nhung . . .	1.200	—
Trung-Trang . .	400	—
Bo-Gai	200	—

1. M. le colonel Diguët, commandant le deuxième territoire, a bien voulu me communiquer ce tableau des principaux marchés de la région.

Secteur de Quang-Uyen

Quang-Uyen . . .	700	—
Dong-Da	300	—
Lenh-Cam	1.200	—
Ban-Cra	400	—

Secteur de Nguyen-Binh

Tap-Na	200	—
Nguyen-Binh . .	500	—
Tinh-Tuc	100	—

Secteur de Trung-Khang-Phu

Trung-Khang-Phu . .	500	visiteurs
Thong-Hué	600	—
Tra-Linh	1.000	—
Dong-Ca	100	—
Po-Tao.	500	—
Ban-Gioc	300	—

Chaque année, on signale une augmentation très sensible du nombre des indigènes qui fréquentent ces marchés en même temps qu'un chiffre plus considérable des transactions. Outre l'utilité que présentent ces réunions pour la vente et l'échange des différents produits, toutes ces tribus ont encore l'occasion de se connaître. C'est peut-être par ce moyen que l'administration française arrivera assez vite à la fusion de ces races qui sont séparées actuellement par ces barrières presque infranchissables.

bles des questions de sang, de costumes, de religions, d'habitudes et de langues.

Si nous recherchons maintenant la race à laquelle appartiennent les habitants qui se livrent, avec le plus de succès, au commerce, nous constatons encore que ce sont les Chinois. Ici, de nouveau, ils ont su se constituer un monopole. Toutes les boutiques tant soit peu importantes sont tenues par eux et il n'est pas un seul endroit dans la région où ils n'occupent une situation prépondérante. A Cao-Bang même, ils ont su lutter avec succès contre les Européens et devenir, par la force des choses, les fournisseurs habituels de tout le monde. Il suffit, d'ailleurs, de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe dans un marché indigène pour voir quel est le commerçant qui fait les plus lucratives affaires. Dès que le Thô, le Nong, le Man et le Méo ont vendu les céréales ou les volailles qu'ils avaient apportées, ils vont immédiatement s'approvisionner auprès du Chinois voisin des diverses denrées qu'il débite, lui laissant ainsi tout le fruit de leur travail.

La présence sur nos terres de l'habitant du Quang-Si constitue donc un véritable péril pour notre commerce et pour notre cause. En même temps que ce Chinois s'enrichit d'une manière trop facile aux dépens de nos protégés, il conserve, par le fait même, ce prestige qu'il avait acquis autrefois, lorsqu'avant notre venue, il était le maître du pays. Comme nous savons les sentiments qu'il nourrit à notre endroit, il serait du meilleur effet que des mesures spéciales fussent prises contre lui et qu'on permît à nos indigènes ou à des annamites du Delta, par le secours pécuniaire et moral qui leur serait prêté, de lui ravir rapidement sa place privilégiée.

Il n'y a pas de banquiers officiels dans la région. Quand un indigène a besoin d'argent, il va s'adresser à un prêteur connu de lui seul et qui est un chinois généralement. De gros intérêts lui sont demandés jusqu'à l'échéance qui est, d'ordinaire fixée à une période de de temps de trois mois. Comme caution, il fait souvent la vente fictive d'un terrain ou d'un autre objet qui devient un fait accompli si l'argent n'est pas remboursé à la date voulue. Il est rare que la justice française puisse sévir contre ces agissements usuraires.

Les diverses monnaies en usage dans la région sont :

La piastre semblable à notre écu de France, et dont le taux variable est en moyenne de 2 fr. 50.

La demi-piastre ou pièce de	0 \$ 50 cent
La pièce de	0 \$ 20 id.
La pièce de	0 \$ 10 id.
Le cent	
La sapèque (10 sapèques font un cent).	

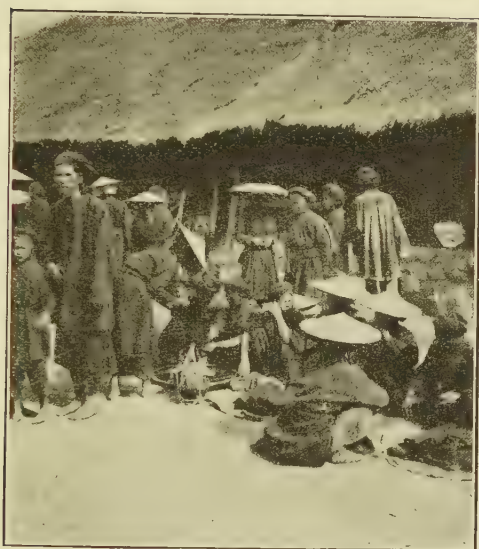
Les mesures de poids sont :

Le picul qui vaut	60 k. 453
La livre.	0 k. 601,53
Le taël	8 k. 37,785
La mace	» 3,78
Le candarin	» 0,37
Le cash	» 0,037

Les mesures de longueur sont :

Le pied	0,338
Le pouce	0,038
La ligne.	0,0038

Ces diverses mesures sont celles qui sont adoptées dans les deux provinces chinoises du Yunnan et du Quang-Si.



Un marché dans une petite bourgade de la haute région.

APPENDICE II

L'agriculture, l'industrie et le commerce dans les deux provinces chinoises voisines du Kouang-Si et du Yunnan. Routes. Centres de transactions.

Kouang-Si. — Par suite de la nature accidentée du pays de la paresse des habitants qui demandent simplement au sol la récolte nécessaire à leur subsistance, l'agriculture est peu en honneur dans cette province. Le manque de sécurité que présente, d'ailleurs, la région fait que les indigènes cultivent exclusivement les champs qui se trouvent dans les environs des postes ou des villages. Il y a donc encore beaucoup de richesses inexploitées et de nombreuses terres qui ne sont pas mises en valeur.

Le riz est la principale récolte. Cultivé d'après les procédés en usage au Tonkin, il fournit un rendement rémunérateur. La plaine de Poc-Tu, les abords de Pé-Sé, les vallées du You-Kiang et du Song Quei-Cheum sont couverts de riches rizières.

Le maïs se trouve particulièrement entre Ta-Lung et Lung-Tchéou ainsi que dans tout le massif de An-Tac. Il sert à la nourriture des Nongs qui le travaillent.

A côté de ces deux principaux produits, il faut citer

encore la culture des patates, du sarrazin, du coton et du mûrier. Le Man apporte sur les marchés l'indigo et le Chinois la canne à sucre. Le blé vient également sur le versant septentrional et le long du You-Kiang.

Sur divers points, enfin, on fait venir l'opium et la badiane.

Nous avons terminé ainsi l'énumération des ressources alimentaires que la frontière du Kouang-Si tire de son sol. Elles sont insuffisantes pour nourrir les habitants qui viennent sans cesse s'approvisionner sur notre territoire. Si la récolte est mauvaise au Tonkin, si l'administration prohibe l'exportation du riz, la disette se fait bientôt sentir dans cette province chinoise et elle y exerce de nombreux ravages.

Moins apathique, la population de la frontière pourrait réaliser au moyen de l'élevage, des revenus importants. On trouve, en effet, dans la région de beaux troupeaux de bœufs et de buffles ; les chèvres, les porcs, les volailles n'y font également pas défaut. A leur tour, les mulets et surtout les chevaux des environs du Quei-Cheum sont très estimés pour leur vigueur et leur endurance.

Il n'y a pas de forêts sur la frontière : l'exploitation des Chinois, l'incendie annuel des montagnes ont détruit ces richesses naturelles. Seuls, les rochers inaccessibles ont conservé leur végétation et donnent une note un peu pittoresque au milieu de cette dévastation, regrettable à tous les égards.

En résumé, la frontière du Kouang-Si est pauvre parce que l'habitant ne sait pas ou ne veut pas tirer un parti meilleur des ressources que la nature met à sa disposition. Du jour où la sécurité la plus complète

remplacera le souci du lendemain, où une administration moins arbitraire et moins vénale se chargera des affaires du pays, l'agriculture pourra devenir prospère et donner aux habitants des ressources suffisantes.

L'industrie n'est pas florissante et l'on n'y voit sur aucun point de vastes entreprises. Quelques poteries et briqueteries sont installées à Lung-Tchéou, Quei-Cheum et Tchen-Ngan-Phu ; on voit à Nam-Ning de petites manufactures de porcelaine. Si l'on y ajoute la préparation de la soie, la distillation du riz et la fabrique d'instruments aratoires, on aura fait l'exposé complet de toutes les manifestations industrielles du génie local.

A n'en pas douter, cependant, de grandes richesses doivent se trouver dans le sous-sol encore inexploité de la région. D'après les dires de certains indigènes, des gisements seraient déjà connus et n'attendraient plus que l'heure d'être mis en exploitation. Le massif de An-Tac renfermerait du salpêtre, Lung-Nong du soufre. Près de Tchen-Ngan-Phu, il y aurait du mercure ; à Tchang-Gram-Cai, entre Tchen Ngan-Phu et Quei-Cheum, des minerais de fer. Le zinc serait également exploité aux environs de Tchen-Ngan-Phu qui paraît être le centre d'une grande région minière. A Na-Ba, dans la vallée du You-Kiang, il se trouverait du charbon. On parle enfin de gisements aurifères dans les terrains schisteux avoisinant Ha-Loï ainsi que des mines de cuivre et de kaolin auprès de Taï-Ping-Phu.

Toutes ces richesses sont, pour ainsi dire, inutilisées. Les Chinois ne font usage, en effet, que des procédés d'exploitation et de transformation par trop rudimentaires et il ne leur est pas possible, dans des conditions aussi défectueuses, de créer des centres d'industrie impor-

tants. Le manque de routes est d'ailleurs, un obstacle à tout développement industriel.

Si jamais le Kouang-Si doit sortir de sa torpeur et si cette province est appelée plus tard à connaître des jours prospères, il est probable que c'est à la richesse du sous-sol qu'elle devra son relèvement. Tchen-Ngan-Phu deviendra sans doute un centre minier considérable et, par la voie toute proche du You-Kiang, cette partie de notre frontière pourra venir apporter son tribut au grand trafic international.

Le commerce est à son tour à peu près insignifiant ; aux marchés qui ont lieu tous les cinq jours dans les principaux villages, les indigènes viennent vendre ou acheter des objets de nécessité première.

Nous avons vu que l'agriculture et l'industrie étaient encore à l'état embryonnaire dans la contrée. On exporte, en conséquence, un très petit nombre de produits industriels ou agricoles sur notre sol tonkinois.

L'exportation se résume, en effet, dans le gros bétail de la région de Quei-Cheum où l'élevage y est assez florissant et dont les produits sont exposés aux marchés de Hang-Hoa, Quei-Cheum et surtout Lung-Lam. Les bœufs et les buffles sont ensuite conduits en troupeaux parfois nombreux sur That-Khé d'où ils sont dirigés sur notre delta.

L'importation est également très faible. Seuls le percement de route et l'assurance d'une complète sécurité pourront attirer de nombreux produits étrangers.

L'importation comprend aujourd'hui les tissus qui sont, en grande majorité, d'origine allemande ou anglaise ; quelques échantillons français commencent également à paraître sur les marchés. Les indigènes

achètent surtout des articles de bimbeloterie tels que miroirs, fils, couleurs chimiques, verroterie. Le pétrole, dont il est fait un gros trafic, est de provenance américaine ; les allumettes viennent du Japon.

Dans ce pays où la sécurité fait complètement défaut et où chacun est appelé, à tout instant, à se défendre, les armes et les munitions sont hors de prix : un revolver de vingt piastres trouve facilement acheteur à cent cinquante et même deux cents piastres.

Quand l'autorisation en est donnée par l'administration française, le riz et le sel sont vendus au Kouang-Si où il est toujours facile de les écouler à des prix avantageux.

Les principaux centres d'échange sont Pac-Tu, Tchan-Pien-Yen, Quei-Cheum, Hang-Hoa et Ha-Loï.

Les deux voies commerciales les plus importantes sont, sans contredit, celle du You-Kiang et celle du Tso-Kiang prolongée par le Song-Bang-Giang jusqu'à Thuy-Cau ; elles se réunissent un peu en amont de Nam-Ning.

Par le Tso-Kiang qui nous intéresse particulièrement arrivent les marchandises destinées à Lung-Tchéou d'où elles sont expédiées sur les divers points par le Song-Bang-Giang et le Song-Ki-Kong.

En dehors de ces voies, tous les transports ont lieu au moyen de coolies ou d« chevaux de bât : c'est dire la longueur du trajet et le prix élevé de revient.

Parallèlement à la frontière de Lung-Tchéou à Kai-Hoa se développe une suite ininterrompue de chemins reliant entre eux les centres principaux situés entre le Tonkin et le You-Kiang, Chang-Long, Pia-Xung, Ha-Loï, Quei-Cheum, Tchan-Pien-Yen, Pac-Tu, Ly-Ta,

Pou-Meï, Tong-Kann. Cette longue voie dessert, sur tout son parcours, des marchés nombreux et fréquentés ; elle est suivie généralement par les convois qui vont de Lung-Tchéou au Yunnan.

Perpendiculairement à la frontière, huit voies principales relient les marchés de la région tonkinoise aux centres de transaction de la zone chinoise :

1° La route Pho-Bang—Tong-Kann que prennent les caravanes venant de Ha-Giang. Après Tong-Kann, elles rejoignent la route médiane pour continuer sur Khai-Hoa ;

2° La route Dong-Van—Lung-Co—Pou-Meï—Ma-Kai—Kouang-Nam-Phu, beaucoup moins importante et fréquentée que la précédente ;

3° La route Thien-Phong—Min-Yan—Pock-Ngai ;

4° La route Bao-Lac—Pack-Nam—Tchan-Pien-Yen—Na-Sang—Pock-Ngai ;

5° La route importante entre toutes de Binh-Mang—Cat-Ma—Quei-Cheum—Tu-On—Vac-Loc—Pé-Sé ;

6° Celle de Lung-Ban à Quei-Cheum ;

7° La route Ban-Cra—An-Ping—Châu-Thai-Pinh—Châu—Thai-Ping-Phu ;

8° La route Bi-Ha—Ban-Kha—Muong-Tac—Chang-Long.

Notons encore la route, parallèle au Song-Bang-Giang—Ta-Lung—Thuy-Can—Lung-Tchéou.

Toutes ces routes sont muletières et très mal entretenues.

Dong-Dang, point terminus actuel de notre chemin de fer est à 90 kil. à peine de Lung-Tchéou. Déjà en 1895 une compagnie française avait obtenu du gouvernement chinois l'autorisation de prolonger la ligne

commencée au Tonkin, non seulement jusqu'à Lung-Tchéou, mais encore jusqu'à Nan-Ning-Fou et Pé-Sé. Les études préliminaires avaient été faites quand des difficultés d'ordre administratif vinrent reculer le commencement des travaux. Il serait à désirer pour nous que des pourparlers nouveaux fussent engagés et que l'œuvre fut achevée jusqu'à Lung-Tchéou d'une part, et jusqu'à Cao-Bang de l'autre. Nous y gagnerions de précieux avantages politiques, commerciaux et même militaires.

Yunnan. — L'agriculture est assez en honneur dans la province ; elle est faite d'après les mêmes procédés et avec les outils qui sont en usage dans le cercle de Cao-Bang.

Parmi les plantes alimentaires, on récolte tour à tour le riz, le blé, le manioc, le maïs, le millet, le cacao, le café, le thé, la cannelle, la canne à sucre. La plupart des arbres fruitiers et des légumes d'Europe y viennent également très bien.

Au nombre des plantes industrielles, on cultive le coton, l'ortie de Chine, l'indigo, l'arbre à vernis, le rotins de murier, le cumas, l'arbre à cire et le *Stillingia Sebifera*.

L'opium et un grand nombre de graminées, d'herbacées et d'écorces représentent les plantes médicinales que produit le Yunnan.

A l'exemple de ce qui a lieu à Cao-Bang et au Kouang-Si, l'industrie et le commerce sont encore, dans cette province, à l'état le plus rudimentaire.

Les indigènes tissent de la toile et des cotonnades, mais la quantité obtenue n'est pas suffisante pour les besoins de la consommation locale.

Ils confectionnent de la teinture avec l'indigo qu'ils récoltent pour teindre les pièces d'étoffes destinées à leur habillement.

L'industrie du sucre donne également lieu à quelques transactions dans les marchés.

L'élevage des vers à soie permet aux habitants d'obtenir la soie commune avec laquelle ils font leurs vêtements des jours de fête.

A Tong-Chuan, on fabrique des tapis de feutre rouge pour literie, des couvertures de feutre gris pour les chevaux, des bonnets et des chapeaux. De nombreuses distilleries d'alcool de riz se trouvent sur tous les points. Les produits médicinaux, qui abondent, ne sont pas préparés sur place ; ils sont envoyés au Sé-Tchuen où on leur fait subir une préparation. De là, ils sont réexpédiés au Yunnan et leur prix y est très élevé.

Les peaux de loups, de chèvres et de moutons ne sont pas tannées ici ; cette opération est faite dans l'une des autres provinces chinoises où elles sont envoyées.

Le Yunnan est également un grand centre de production de chevaux et surtout de mulets.

On n'y trouve pas de riches propriétaires faisant de l'élevage sur une vaste échelle, mais, dans tous les villages, on voit un certain nombre de juments poulinières.

La taille des chevaux est un peu plus élevée que celle de ceux du Tonkin ; c'est une race solide et rustique.

Le prix d'un cheval varie entre 38 et 60 piastres ; celui d'une jument entre 15 et 25. Une mule vaut de 38 à 100 piastres.

Les principaux centres de production et d'achat sont Ta-Li (foires en février et mars), Tong-Hai, Lin-Ngan,

Tchao-Toung réputé pour le bon marché des chevaux, Tong-Thuan renommé pour ses mules dont la taille atteint une hauteur de 1 m. 35, Ma-Kaï, sur la route de Kai-Hoa à Pé-Sé, Tsao-Pai-Tsé, près de Lo-Ping, où un grand marché a lieu tous les six jours tandis qu'une foire très importante s'y donne en avril et en septembre.

On élève également au Yunnan de beaux troupeaux de bœufs, de buffles, de moutons, de chèvres, et de porcs ainsi que de nombreuses volailles.

Avec les mines qu'elle possède l'industrie de cette province semble devoir prendre bientôt un essor considérable.

Son sous-sol est, en effet, excessivement riche en minerais de toutes sortes ; après le charbon et le fer qu'on rencontre à peu près partout, on trouve du cuivre, de l'étain, du zinc, du plomb, de l'or, de l'argent, de l'alun, du soufre, de la couperose, du mercure, du plâtre, du sel gemme, du nitre, de la céruse, de l'orpiment.

Aujourd'hui ces mines sont exploitées d'une façon tout à fait primitive ; les lingots de cuivre et d'étain qu'on exporte doivent toujours subir une refonte en Chine pour être épurés.

En résumé, le Yunnan, malgré les richesses de toute nature qu'il possède ne produit pas assez pour sa propre consommation. Les principaux articles d'importation sont : le coton brut, le coton filé, les cotonnades et les toiles peintes, le tabac, le thé de Chine, les soieries, draps, les allumettes, les pétards-artifices, des objets pour les pagodes et le sel qui passe en contrebande. Cette province n'exporte que des métaux en saumon,

des peaux non tannées des fruits, des médicaments, du jambon, des chevaux et des mulets.

Comme monnaies, on se sert, ainsi qu'au Kouang-Si d'ailleurs, de barres d'argent valant 8 taëls. C'est le taël d'argent qui est l'unité monétaire pour le commerce. Son taux à l'exemple de celui de notre piastre est variable.

La sapèque représente la monnaie courante. Le change du taël en sapèques donne lieu également à de grandes variations.

Il y a quelques banquiers dans la province dont l'un fort riche réside à Yunnan-Sen.

Deux douanes y fonctionnent : la douane impériale régissant les villes ouvertes au commerce européen et la douane de la contrée qui est établie sur les grandes routes commerciales et dont les tarifs ont une élasticité due aux revenus qu'en tirent les mandarins.

Toutes les routes du Yunnan sont muletières : elles vont généralement en ligne droite et gravissent les montagnes au point le plus culminant sans mettre à profit le col qui se trouve parfois à proximité. Elles franchissent les cours d'eau à l'aide de ponts en pierre que les Chinois construisent avec une véritable habileté. Leur largeur est suffisante pour que deux chevaux puissent y marcher de front. Quelques-unes d'entre elles sont dallées : ce sont celles où la marche est particulièrement pénible car les dalles sont usées et enfoncées d'une façon inégale dans le sol.

Les autorités chinoises ne prennent aucun soin de l'entretien des routes ; les réparations ou améliorations n'y sont effectuées qu'à la dernière extrémité et lorsque leur parcours est devenu impossible.

Le palanquin, le cheval et le mulet, sont les moyens de transport usités au Yunnan.

Les palanquins ne s'emploient que dans les grands centres, ils sont à deux, trois ou quatre porteurs qui reçoivent chacun un franc par jour environ.

Presque tout le monde voyage à cheval tandis que les transports de marchandises ont lieu à dos de mulet. De petites caravanes se forment, à des dates fixés, pour que le voyage puisse s'accomplir dans de bonnes conditions de sécurité. Des auberges disséminés le long de la route, constituent les gîtes d'étapes.

Nous allons rapidement énumérer les voies commerciales et les chemins qui mettent le Yunnan en communication avec le Tonkin et le Kouang-Si dans la région qui nous occupe.

Les voies du fleuve Rouge, de la rivière Claire et de la rivière de Canton sont les seules qui nous intéressent.

La première est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'entrer à son sujet dans de longs développements. Yunnan-Sen n'est qu'à 750 kil. d'Haïphong, tandis que 1.827, 1.700 et 1.500 kil. séparent tour à tour cette ville de Rangoum, de Han-Kéou et de Canton.

Pendant la saison favorable, il ne faut que six jours en bateau à vapeur pour aller de Haïphong à Lao-Kay ; de ce point on met trois ou quatre jours pour se rendre à Man-Hao. Une route muletière très fréquentée permet ensuite, en dix jours, le transport des marchandises à Yunnan-Sen.

Par jonques, il faut quinze à vingt jours pour remonter de Hanoï à Man-Hao.

Quant à la rivière Claire, elle est descendue, en toute saison, par des sampans qui vont d'Ha-Giang à Tuyen-

Quang. Pour remonter, ils mettent de dix-sept à vingt jours aux eaux basses et de trente à quarante aux eaux moyennes ; lors des hautes eaux, la navigation est impossible.

La rivière de Canton, enfin, ouvre par sa branche inférieure une voie de communication très importante.

Les marchandises peuvent être transportées en jonques jusqu'à Pé-Sé ou même jusqu'à Pak-Ngai en amont. De ces lieux, on fait deux parts des marchandises l'une est dirigée sur Kouang-Nam tandis que la seconde est expédiée sur Kai-Hoa, Mong-Tzé et Yunnan-Sen où elles arrivent à destination après une moyenne de vingt-sept jours de marche.

Le port de Pack-Hoi a pris, depuis quelque temps une grande extension, c'est à ce point que la mission lyonnaise affirme que les 8/10 des marchandises importées à Pé-Sé viennent de Pack-Hoi et le reste seulement de Canton.

De cette dernière ville à Ou-Tchéou, le trajet s'exécute, en bateau à vapeur, en huit jours, on met quinze jours en jonques de Ou-Tchéou à Nan-Ning et dix à quinze de Nan-Ning à Pé-Sé suivant la saison ; en tout une moyenne de trente jours de Canton à Pé-Sé.

De Pack-Hoi on peut remonter la rivière de Lien-Tchéou puis un des affluents jusqu'à Ou-Li. De là, on va en deux jours par terre à Nan-Houng sur la branche inférieure du Si-Kiang à 150 kil. en aval de Nan-Ning.

De Pack-Hoi à Nan-Ning, on compte dix à douze jours.

On peut aussi transporter les marchandises en jonque jusqu'à Kin-Tchéou. A cette station, se trouve une

route muletière qui conduit à Nan-Ning en cinq jours en traversant trois petits cols.

Nous n'avons tenu à donner ici ces renseignements que pour faire ressortir l'importance de Nan-Ning, point sur lequel sera prolongé le chemin de fer de Lung-Tchéou—Dong-Dang.

Les routes de terre qui traversent la frontière entre le rivière Claire et le Kouang-Si convergent vers Kai-Hoa et vers Kouang-Nam.

Un sentier va de Quang-Ba à Ma-Li-Po par Ngai-Kio-Kai, Pan-Tché-Hoa et Pac-Bu.

De Yen-Minh une route se dirige sur Mao-Chang-Ka, Pac-Bu et Ma-Li-Po.

La ville de Ma-Li-Po est reliée à Kai-Hoa par une route pavée.

Une deuxième route, partant de Yen-Minh, passe à Pho-Bang, Tong-Kan. De Tong-Kan on peut, dit-on, se rendre à Kai-Hoa en quatre jours.

De Dong-Van, une route passe la frontière à Lung-Co et arrive à Phu-Mei. Là elle bifurque à l'Ouest un embranchement va rejoindre le chemin de Long-Kan à Kai-Hoa, un autre se dirige au nord vers Kouang-Nan par Tong-La et Ma-Kai.

La France a obtenu le droit de construire dans cette province un chemin de fer reliant le Tonkin à Yunnan-Sen par Lao-Kay et Mong-Tzé. Les travaux sont poussés avec la plus grande activité ; ils font prévoir en dépit de toutes les difficultés, une réussite complète de cette entreprise qui peut avoir pour le développement de l'Indo-Chine les plus belles conséquences.

TROISIÈME PARTIE

L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION MILITAIRE

SECTION I

Bases générales sur lesquelles repose l'administration militaire

Les territoires militaires ont été créés au Tonkin par un arrêté du gouverneur général de Lanessan ; en date du 6 août 1891 : ils sont au nombre de trois actuellement.

« Le but poursuivi par cette création était la pacification de la haute région alors occupée par de fortes bandes chinoises ou annamites et la protection des provinces du delta contre les déprédations de ces bandes. Ce double résultat fut définitivement acquis dès les premiers mois de 1896.

« Toutefois, si les bandes chinoises ont quitté notre territoire, elles ont simplement repassé la frontière et elles existent aussi fortes que jamais dans les provinces chinoises voisines du Tonkin, à l'affût pour ainsi dire de toutes les occasions favorables pour reparaitre sur les anciens théâtres de leurs exploits. Nous sommes

donc condamnés pour longtemps selon toute probabilité à assurer la garde vigilante de notre frontière.

« Cette garde pourrait cependant devenir illusoire si les chefs militaires qui en sont chargés n'étaient pas en même temps au courant de tous les agissements des indigènes des pays occupés par leurs troupes.

« C'est ce qui explique la nécessité de confier l'administration civile aux commandants des troupes en territoires militaires » (1).

Les arrêtés des 11 avril et 13 novembre 1900 plaçaient les commandants de territoire sous l'autorité du général commandant supérieur, investi lui-même des pouvoirs du résident supérieur, en les chargeant d'une part de la police de la frontière dans les conditions prévues par le règlement franco-chinois et d'autre part de l'administration civile avec les attributions d'un chef de province. L'arrêté du 20 juin 1903 a mis les territoires militaires sous l'autorité du résident supérieur au point de vue de l'organisation financière. L'arrêté du 21 novembre 1903 prescrit que les territoires seront administrés sous la direction du résident supérieur.

« A titre transitoire et tant que les troupes régulières seront chargées de la police frontière et appelées directement au maintien de la sécurité publique intérieure, les officiers supérieurs commandants de territoire resteront placés sous l'autorité du général, commandant supérieur des troupes, en ce qui concerne ces services spéciaux. La transmission des rapports sur la police frontière et la sécurité intérieure au général commandant supérieur et au résident supérieur d'une part et

1. Instruction du général Coronnat du 28 janvier 1904.



Entrée du poste de Soc-Giang.

d'autre part au gouverneur général s'effectuera conformément aux prescriptions des articles 13 et 14 de l'arrêté du 20 juin 1905. »

Le deuxième territoire, qui est celui (1) où se trouve la région de Cao-Bang, comprend les centres administratifs suivants :

Centre de Dong-Khé (chau de Thach-Lam et de Phuc-Hoa) ;

Centre de Quang-Uyen (chau de Quang-Uyen, Ha-Lang et Phuong-Lang) ;

Centre de Soc-Giang (chau de Ha-Quang) ;

Centre de Nguyen-Binh (cantons de Bang-Lanh, Trinh-Tuong, Muc-Lo et Tien-Yen).

Le personnel affecté à l'administration du territoire comprend désormais (2).

1 lieutenant-colonel ou colonel commandant le territoire ;

1 chef de bataillon adjoint ;

1 capitaine chancelier ;

Des secrétaires en nombre variable suivant les fixations budgétaires ;

Des officiers, délégués des commandants de territoire sont placés à la tête des centres administratifs.

Les officiers chargés à un titre quelconque d'une fonction administrative dans les territoires militaires se trouvent donc à la fois investis de pouvoirs civils et militaires.

La législation ordinaire du Tonkin est d'une façon générale applicable aux territoires militaires ; « toute-

1. Voir *Appendice II*, arrêté du 21 nov. 1905.

2. Voir *Appendice II*, arrêté du 21 nov. 1905.

fois il convient de tenir compte que, si dans une province civile ordinairement peu étendue et peuplée de groupes compacts de population ayant mêmes mœurs et même intérêt, l'application de cette législation peut être faite d'une façon uniforme, il n'en est pas de même pour les territoires. Dans la haute région, en effet, le peu de densité de la population, le voisinage de la frontière, les différences de races et de ressources sont autant de raisons qui militent contre une centralisation excessive dont les résultats au point de vue purement administratif ne pourraient être d'ailleurs que médiocres.

« Il faut remarquer en outre que les commandants de territoire ont dans leurs officiers sous leurs ordres un personnel plus nombreux que celui qui est généralement à la disposition des résidents chefs des provinces civiles. Il importe par suite que la plus large initiative soit laissée à toutes les bonnes volontés et que dans la plupart des cas, les commandants de territoire se bornent simplement à coordonner les efforts de tous pour amener d'une façon rationnelle le développement économique du pays et y renforcer en même temps notre situation militaire » (1).

Une idée dominante, est-il encore recommandé, doit cependant présider à l'administration des territoires militaires.

Les pays que nous protégeons ont des coutumes, des traditions et des préjugés, vieux de plusieurs siècles. Il ne faut donc pas compter du jour au lendemain appliquer ici nos lois et nos mœurs occidentales. La forme

1. Instructions du général Coronnat. Déjà citées.



Fonctionnaires indigènes devant le poste de Nam-Nhang.

même de notre occupation, le protectorat, indique du reste les règles que nous nous sommes engagés et que nous avons tout intérêt à suivre. Les lois du pays sont conservées intactes et l'administration indigène les fait appliquer sous notre surveillance.

Il convient, en conséquence, de laisser à tous les chefs indigènes l'autorité qui leur revient de par la loi et notre rôle doit se borner simplement à en contrôler l'exercice.

Enfin la coutume administrative du pays d'Annam était d'incorporer progressivement dans le peuple annamite tous les éléments étrangers récemment installés par immigration ou annexés par conquête. Si ces éléments étaient de simples particuliers, comme les Chinois immigrants, ils étaient naturalisés purement et simplement dès la seconde génération. Si, au contraire on se trouvait en présence de peuplades et de tribus possédant des coutumes différentes, on les laissait provisoirement subsister avec leurs coutumes et leurs chefs héréditaires ou électifs mais en les maintenant dans la situation de tributaires de façon à les amener progressivement à demander eux-mêmes par intérêt leur naturalisation. Ces règles administratives ont été un peu perdues de vue dans la haute région au déclin de l'autorité de l'empereur d'Annam. A cette époque, les tribus étrangères ont été souvent tenues par les Thôis, qui voulaient garder sur elles l'hégémonie administrative, dans une dure servitude.

En résumé « notre devoir tout en travaillant à l'émancipation politique de nos administrés est, d'accord avec la tradition annamite, d'éviter de particulariser certai-

nes races et d'amener au contraire l'égalité de toutes devant la loi et devant l'impôt » (1).

SECTION II

Rôle militaire du commandant du territoire, du chef de bataillon adjoint, des officiers délégués et des commandants de poste.

Aux termes de l'arrêté du 13 novembre 1900, le lieutenant-colonel ou colonel, commandant le territoire, a pour mission d'empêcher les pirates, les malfaiteurs et les contrebandiers de pénétrer sur la partie de notre frontière dont la garde lui a été confiée. Il lui appartient par tous les moyens dont il dispose de surveiller les agissements des bandes de gens armés qui stationnent dans les régions voisines et accidentées du Quang-Si, de prévenir leurs agressions et de les repousser le cas échéant.

Pour remplir cette tâche, il a sous ses ordres les diverses troupes qui sont disséminées dans son territoire. Toutefois son autorité ne se fait sentir sur elles qu'au point de vue de la discipline générale et du service, des mesures d'ordre public ; sous le rapport de la mobilisation, de l'instruction, de la discipline intérieure, du personnel et de la comptabilité, elles relèvent de leur chef de corps. Une dualité de commandement que certains trouvent très regrettable doit donc être signalée.

Un officier du commissariat est mis à la disposition du commandant de territoire et assure, sous sa direction, le ravitaillement des différents postes.

1. Instructions du général Coronnat. Déjà citées.



Soldats réguliers chinois de la frontière du Quang-Si.

Le commandant de territoire a la haute surveillance de la police frontière ; il lui est adjoint à cet effet un officier de renseignements (1).

A notre exemple, l'administration chinoise a tout intérêt à maintenir l'ordre sur nos terres et à n'y pas donner asile à des gens sans aveu. En conséquence, les deux puissances voisines ont décidé d'un commun accord qu'il y aurait entre elles unité complète de vues pour le bon fonctionnement de la police frontière, dite police mixte pour ce motif. D'après les règles adoptées, les commandants des postes français et chinois doivent souvent se communiquer réciproquement toutes les nouvelles qu'ils peuvent recueillir sur les mouvements des bandes de pirates et se prêter leur concours pour les disperser. Dans ce but, cinq commissions mixtes, ne correspondant pas complètement à nos divisions territoriales, sont installées sur la frontière. Du côté français, elles ont à leur tête des chefs de bataillon adjoints qui exercent la police sous la direction du commandant de territoire à qui seul incombe le devoir de saisir à la fois le général commandant supérieur et le Résident supérieur de tous les incidents d'une certaine gravité qui peuvent arriver.

Le chef de bataillon adjoint de Cao-Bang est le chef d'une de ces cinq commissions mixtes. Il est aidé dans l'accomplissement de sa tâche par les chefs de poste double français. Chaque poste double comprend un poste chinois et un poste français placés sur la même route de par et d'autre de la frontière.

Tout rassemblement de pirates doit être immédiate-

1. Arrêté du 20 juin 1903, voir *Appendice II*.

ment porté par le commandant du poste double à la connaissance du chef de poste chinois conjugué et du commissaire de frontière qui est le chef de bataillon adjoint.

De concert avec l'autorité chinoise, cet officier supérieur prend alors les mesures que comporte la situation.

Cette entente entre les deux puissances pour la répression de la piraterie a amené les meilleurs résultats. Nous devons, d'ailleurs, reconnaître que la Chine a exécuté fidèlement les clauses du traité lors des événements de 1901 comme nous l'avons remarqué dans notre Introduction.

En outre, le commissaire de frontière a exclusivement le droit de délivrer des passeports aux sujets chinois qui veulent se rendre au Tonkin ; il y mentionne les postes doubles par lesquels les demandeurs sont autorisés à pénétrer sur notre territoire ainsi que le lieu où ils désirent se rendre. Il prévient immédiatement de cette délivrance les autorités de la province dans laquelle doit séjourner le détenteur du passeport.

A leur tour, les Français ou les protégés français désirant se rendre en Chine reçoivent des passeports par les soins du commissaire de frontière qui fait, dans ce sens, auprès du commissaire chinois correspondant, les démarches voulues.

Quand aux chefs de poste double, ils peuvent accorder l'autorisation permanente et valable pour une année de franchir la frontière aux Chinois qui sont appelés par les besoins de leur profession, de leur commerce ou de leur exploitation à faire de longs séjours au Tonkin. Avec le commissaire de frontière, ils tiennent un registre sur lequel sont inscrits par ordre de date, les noms

et le signalement des individus qui ont bénéficié de cette mesure de faveur.

En plus des importantes fonctions de commissaire de police frontière, le chef de bataillon adjoint est, au point de vue militaire, l'auxiliaire immédiat du commandant de territoire.

Il exerce le commandement des troupes de son bataillon dans les conditions indiquées par les règlements. Par des inspections fréquentes, il s'assure que l'instruction des officiers et de la troupe ne laisse rien à désirer.

Jusqu'en 1905, son attention devait se porter encore sur l'entretien des constructions des différents postes. Par ordre du ministre des Colonies, ces bâtiments ont été répartis en trois classes : permanents, semi-permanents et provisoires. Le service de l'artillerie a pris aujourd'hui en compte ceux qui sont rangés dans les deux premières catégories et il y fait exécuter les principales réparations et améliorations ; celles de moindre importance sont faites sous la direction du commandant de territoire qui reste seul chargé désormais des constructions provisoires.

Telles sont, en résumé, les fonctions militaires des commandants de territoire et du chef de bataillon adjoint. Pour les seconder dans les importants et multiples détails de service, ils ont sous leurs ordres des délégués des centres administratifs, officiers du grade de lieutenant d'ordinaire.

Le rôle du délégué est d'assurer la sécurité et la police. Pour atteindre ce double résultat, il fait de fréquentes reconnaissances et reste en rapports constants avec la population. A l'aide d'émissaires, il se tient au

courant des intrigues qui peuvent se nouer dans la contrée et il lui appartient de les déjouer. Il veille, avec un soin tout spécial, à ce que les mandataires des sociétés secrètes du Quang-Si ne viennent recruter des prosélytes dans les rangs de ses administrés. Chaque jour, il complète sa connaissance du pays et des habitants.

Il dispose, pour remplir sa tâche, de troupes régulières dont la composition varie et de forces auxiliaires constituées par des partisans.

Au début de notre occupation, des chefs, tels que les colonels Galliéni, Servièrre, Pennequin et Perraud, eurent l'heureuse idée de faire participer la population indigène à la lutte que nous livrions à la piraterie. A cet effet, ils délivrèrent des armes à certains habitants ; ils les choisirent parmi ceux qui avaient donné le plus de gages de dévouement à notre cause ou qui, par leur situation de fortune, étaient particulièrement intéressés au maintien du bon ordre et de la paix. Cette mesure, qui parut très téméraire à l'époque où elle fut prise, amena les meilleurs résultats et, aujourd'hui encore, elle permet de constituer dans presque tous les villages de véritables gardes de police qui les mettent à l'abri des attaques de bandits toujours à l'affût de mauvais coups. Le nombre des armes distribuées varie suivant l'importance et la situation du lieu ; il oscille entre un chiffre de deux cents à huit cents.

Les indigènes qui les reçoivent prennent le nom de partisans ; il leur est également remis des cartouches.

L'officier délégué veille à ce que ces armes soient confiées à des mains sûres et à ce qu'elles ne soient pas appelées à disparaître. Il s'oppose également à ce qu'elles soient employées à des usages irréguliers ; le

Thô, en effet, a beaucoup de tendances à se servir de son fusil pour faire de productives chasses au cerf.

Tous ces partisans exécutent des tirs à la cible dans les stands dont disposent les postes. Afin de ne pas trop les distraire des travaux des champs et de ne pas leur faire perdre un temps qui, à certaines époques, est précieux, on choisit de préférence, pour ces exercices, les jours de marché où ne manque jamais de se rendre tout indigène qui se respecte. Les qualités de tireur des partisans se développent ainsi et ils arrivent ainsi à faire bientôt preuve d'une véritable habileté.

Il leur est donné certains chefs qui remplissent à leur égard des fonctions à peu près analogues à celles que confèrent les grades de caporal, sergent et adjudant. L'officier délégué les choisit parmi des gens honorables, influents, vigoureux et dévoués, et propose à l'autorité militaire leur nomination. Il étudie avec eux le pays et il s'attache à connaître les routes habituellement suivies par les malfaiteurs et les pirates ; il leur donne des instructions sur la manière dont doivent s'effectuer, suivant les circonstances, les rassemblements des partisans et sur la conduite qu'il leur appartient de tenir.

Eclairé par les fonctionnaires indigènes qu'il a sous ses ordres, par les renseignements particuliers qui lui ont été légués par ses devanciers, l'officier délégué peut connaître le degré de fidélité de chacun de ses administrés et surveiller étroitement les relations qu'ils entretiennent. Si, malgré toute sa vigilance, un mouvement de pirates vient à se produire, les soldats et les partisans dont il dispose lui permettent de l'arrêter en attendant que le commandant de territoire ait pris les mesures que comporte la situation.

Il a pour collaborateurs des chefs de poste dont les fonctions sont remplies soit par des officiers du grade de lieutenant ou de sous-lieutenant, soit par des sous-officiers. Ils ont pour mission d'assurer l'exécution des ordres donnés par l'officier délégué et de lui rendre immédiatement compte des événements qui peuvent survenir. Leurs postes se trouvent généralement dans des endroits qui présentent une certaine importance au point de vue politique et militaire. Ils s'attachent, en conséquence, à explorer dans tous les coins le pays dont on leur a confié la surveillance et à connaître l'état d'âme et d'esprit de la population. Pour leur part, ils contribuent aussi à l'œuvre de sécurité et de police.

Voilà le rôle militaire des divers officiers du cercle. Après avoir assuré à la région la tranquillité et la paix, il leur est réservé maintenant d'accomplir une lourde tâche administrative dont nous allons étudier les importants devoirs.

SECTION III

Initiative française en matière militaire. Concours qu'elle demande à la population. Les résultats.

L'organisation militaire de la région est assurée au moyen de différentes lignes de postes. Placés ordinairement sur des points dominants, à l'entrée des vallées importantes, à l'intersection de plusieurs routes, ils sont confiés à la garde des troupes régulières ou des partisans.

D'une manière générale, un poste se compose de

divers bâtiments en maçonnerie ou en torchis qui sont aménagés en vue d'une attaque toujours possible. Tout d'abord, on prend soin de couper les arbres et taillis qui sont dans le voisinage afin qu'ils ne puissent en aucune manière gêner le tir de la défense et servir d'abri à l'assaillant. On place ensuite, dans un espace déterminé, une ceinture de bambous qui poussent avec la plus grande rapidité et deviennent bientôt un obstacle très sérieux. Quelquefois, entre cette haie naturelle et les bâtiments, se dresse un mur assez élevé.

Les logements des officiers et de la troupe sont situés le plus souvent dans la même enceinte ; ils sont séparés, néanmoins, par un intervalle nécessaire pour éviter toute gêne aux deux occupants. Aux divers angles se trouvent de petits blockhaus, percés de nombreux créneaux, qui permettent de tirer dans toutes les directions. Un poste vigie, construit sur l'endroit le plus élevé des environs, permet de signaler tout rassemblement suspect et de donner l'alarme.

Un service de garde, sévèrement organisé, fonctionne nuit et jour. Pour s'assurer que ses hommes sont à leur place et veillent, le caporal fait à certains moments, à l'aide d'un coup sec donné avec un maillet sur un morceau de bois sonore, un signal qui est répété à tour de rôle par chaque sentinelle.

La défense de la région est assurée par deux lignes de postes en arrière desquelles se trouvent la place de Cao-Bang.

La première est déterminée par les postes de Soc-Giang, Trung-Khan-Phu et Ha-Lang. Chacun d'eux commande un certain nombre de blockhaus et de pos-

tes secondaires qui permettent de surveiller la frontière en tous sens.

Bo-Gaï, Po-Kuy, Nam Nhung, Cat-Ma et Co-Vi sont du ressort de Soc-Giang qui est ainsi chargé de la garde et de la surveillance des deux massifs du Lung-Sun et du Luc-Khu. Ce poste important forme avec le poste chinois de Binh-Mang, un poste double ; il constitue un des points stratégiques principaux de cette région, un de ceux qui réclament une vigilance constante. Nous avons vu, d'ailleurs, dans notre introduction, qu'une des dernières tentatives de piraterie commises sur la frontière s'est produite dans ses parages. Tra-Linh, Con-Kéo, Dzoc-Nang, Lung-Dien, Pac-Muong, Chi-Choï, Po-Tan, Lung-Piat et Ban Gioc dépendant du secteur de Trung-Khan-Phu dont ils assurent la défense sur toute la partie nord et nord-est. Seul le poste de Tra-Linh forme avec le poste chinois de Lung-Ban un poste double.

A son tour, Ha-Lang commande les postes ou blockhaus de Ban-Cra, Ly-Ban, Ban-Khong, Khan-Ca et Bi-Ha qui composent le système de défense de la région à l'est.

Ban-Cra, avec le poste chinois de Dong-Quang, et Bi-Ha avec le poste chinois de Bom-Kha, forment des postes doubles.

Tous les chefs des postes doubles communiquent au commandant de cercle, qui est en même temps commissaire de police frontière, les nouvelles qui intéressent l'ordre et la sécurité de la région. Ils ont, en outre, certaines attributions spéciales que nous avons déjà indiquées.

La deuxième ligne de défense comprend les postes

principaux de Nguyen-Binh, Nuoc-Hai et Quang-Uyen.

Entre Nguyen-Binh, Soc-Giang et Nuoc-Hai se remarque le poste de Mo-Xat qui est un point stratégique important.

En arrière, enfin, se trouve la place de Cao-Bang. Elle est défendue par les ouvrages de la Citadelle-Haute, le poste de Song-Hiem et la redoute du Banian.

Telle est la manière dont est assurée la défense de la région en prévision d'une attaque venant du Quang-Si. Elle semble suffisante pour parer à toute éventualité comme n'ont pas tardé à le démontrer avec évidence les événements de 1901.

Tous ces postes, en effet, sont reliés par des chemins très praticables qui permettent de se porter facilement sur le point menacé. A l'aide d'émissaires montés ou au moyen du télégraphe, le chef de poste principal, qui dispose d'un plus grand nombre d'hommes, peut venir prêter main forte au premier appel. Il tient, du reste, le commandant du cercle au courant de tout ce qui se passe et il peut être, à son tour, efficacement soutenu.

Dans le cas, au contraire, où un ennemi maître de la mer attaquerait nos côtes, il est probable que les troupes qui occupent actuellement la région seraient obligées de l'évacuer pour se porter à la hâte dans le Delta. Sans violer les secrets de la mobilisation du corps d'armée indo-chinois, que nous ignorons, d'ailleurs, d'une manière absolue, il ne nous semble pas possible d'immobiliser un si grand nombre d'hommes pour la défense de la contrée. La partie décisive devant se jouer autre part, il importerait que toutes les troupes fussent rassemblées dans la même main. Il est donc à présumer que les indigènes seraient réduits à leurs propres forces

pour repousser toute attaque venant du Quang-Si.

C'est ici que les partisans que nous avons formés pourraient jouer un rôle particulièrement considérable. Tenant compte des difficultés que nous avons éprouvées lors de la pacification du pays, les habitants pourraient mettre à profit l'exemple donné autrefois par les pirates et se réfugier avec des vivres dans les nombreux cirques que présente la contrée. Pour notre part, nous dûmes déployer beaucoup d'adresse et d'audace pour venir à bout de ces repaires naturellement imprenables et bien souvent la famine seule entraîna la soumission des rebelles. Femmes et enfants pourraient donc être rassemblés dans des endroits déterminés d'avance et où des provisions auraient été secrètement amassées. Toute la ligne serait occupée par des partisans qui rempliraient le service de garde. Ces sentinelles vigilantes pourraient ainsi prolonger la résistance jusqu'à ce que des jours meilleurs nous aient permis de venir à leur secours. L'autorité militaire s'occupe actuellement, croyons-nous, de cette question et elle prépare, dans ce sens, un projet de défense des divers cirques de la région.

Les troupes qui sont chargées de la garde et de la protection de la contrée se composent pour le moment :

- 1° D'une compagnie de la légion étrangère ;
- 2° De quatre compagnies de tirailleurs tonkinois qui comprennent un nombre variable de tirailleurs Thôls, Mans et Nôngs ;
- 3° D'un détachement de 60 linh-co à pied ;
- 4° D'un détachement de 50 linh-cô à cheval.

La compagnie de la légion étrangère est réunie à Cao-Bang, elle y est logée dans les bâtiments de la Citadelle Haute et dans le poste de Som-Hiem.

A côté de ces soldats d'élite, se trouvent quatre compagnies formées de tirailleurs annamites ou indigènes recrutés dans la région.

Le tirailleur annamite est un très estimable auxiliaire ; marcheur infatigable, d'une grande sobriété, il devient un excellent instrument dans la main d'un chef européen.

Il a besoin d'être traité avec douceur. Avec son tempérament spécial, il ne comprend pas la colère et l'emportement ; il sert donc avec regret sous les ordres de supérieurs qui ne savent pas le ménager. Quand il a commis une faute, il importe de le punir avec la sévérité voulue ; il ne connaît pas la bienveillance et lui donnerait le nom de faiblesse. Incapable de ressentir la moindre animosité ou le plus léger ressentiment contre le gradé qui vient de sévir à bon droit contre lui, il se soumet sans le plus petit murmure. S'il est victime d'une erreur et s'il a été puni à tort, il se croit obligé, au contraire, de commettre une nouvelle faute pour qu'une punition plus sévère, mais juste, lui soit cette fois infligée.

Sous ses apparences tranquilles, il ne demande pas mieux que de trouver l'occasion de rire aux dépens de l'indigène. Il n'aime pas les populations de la région auxquelles il donne dédaigneusement le nom de « paysans ». S'il peut agir à sa guise, loin de toute surveillance, il ira chercher querelle dans un marché à un négociant inoffensif. On peut être certain également, que, s'il accomplit une mission quelconque dans des villages éloignés, il prendra ses dispositions pour vivre sur le pays sans bourse délier.

Le climat de la haute région lui est assez défavorable et il souffre très souvent d'accès violents de fièvre. Il ne

se fait porter malade que lorsqu'il lui est réellement impossible de faire son service. Très peu bruyant, on ne l'entend pas rire et chanter à haute voix dans la chambrée. C'est à peine si des sourires discrets se manifestent quand une bonne histoire sur le compte d'un gradé vient d'être dite. Très moqueur, le tirailleur annamite sait voir rapidement les manies ou les ridicules de ses chefs et il se fait un malin plaisir de les tourner en dérision, à distance bien entendu.

Brave au combat pourvu qu'un européen soit à ses côtés, il est, en outre, très ingénieux. Il saura très vite faire un pont pour passer une rivière débordée ou construire une case pour y passer la nuit. Il se révèle bientôt maçon habile et charpentier expert.

Ne lui demandez jamais de renseignements sur des faits dont il aura été témoin. Il se fait un véritable point d'honneur de mentir et il est bien difficile de connaître la vérité de sa bouche. Ne mettez jamais non plus sa cupidité à l'épreuve ; la vue de l'argent le fascine et il ne recule pas devant un vol pour se le procurer.

Sa nourriture se compose de riz, de salade et de viande de porc ; elle lui est préparée par sa femme ou par un petit domestique indigène. Il couche sur un lit de camp et fait usage de la couverture de campement du soldat français.

Voilà le jugement qui semble devoir être porté sur notre tirailleur. En colonne ou en garnison, il sait rendre de grands services et il tient en résumé, très dignement sa place dans notre armée coloniale.

Dernièrement (1), on a recruté des soldats parmi les

1. Arrêté du 18 mars 1904 du gouverneur général, voir *Appendice III*.

populations de la région dans la proportion de cinquante en moyenne par compagnie. Le commandant avait, tout d'abord, l'idée de créer plus tard des bataillons autonomes exclusivement composés de tirailleurs thôs, nôngs et même mangs. Il nous semble douteux, après l'essai qui vient d'être tenté, que cette organisation nouvelle voie jamais le jour.

Sans doute, le tirailleur thô veut apprendre à manœuvrer avec une correction complète, il présente même extérieurement l'allure d'un soldat décidé et énergique. Mais c'est le cas ou jamais de répéter qu'il ne faut pas se fier aux apparences. Il n'y a, en effet, aucune force morale dans ce guerrier improvisé. La moindre maladie l'abat et, au plus petit accès de fièvre, il croit sa dernière heure venue.

Demander à ce peuple paresseux, mou et sans ressort un travail régulier, nous paraît être un sacrifice au-dessus de ses forces. Aussi, autant il est agréable et facile de diriger des tirailleurs annamites, autant il est pénible d'avoir des tirailleurs thôs sous ses ordres. A chaque instant ils sollicitent des permissions pour se rendre dans leurs villages et ils s'affectent beaucoup du refus que parfois on leur oppose. Superstitieux au delà de toute idée, ils absorbent avec répugnance nos médicaments européens auxquels ils ne reconnaissent aucune efficacité.

Ils s'adonnent tous à l'opium et les économies qu'ils réalisent sur leur solde sont consacrées à la satisfaction de ce vice funeste. Ils se privent, s'il le faut, de nourriture pour pouvoir absorber davantage le poison qui les mine et les atrophie.

Le Thô ne nous paraît pas, en somme pouvoir rendre

de bons services en qualité de tirailleur ; il ne veut travailler qu'à de longs intervalles quand il cultive les champs et il apporte le même état d'esprit en devenant militaire.

Nous avons vu mourir, dans notre compagnie, quatre de ces soldats d'occasion. Au dire des médecins, qui les ont soignés, leur décès doit être imputable à l'abus de l'usage de l'opium auquel ils s'étaient adonnés depuis leur première jeunesse et qui, en débilitant leur corps, ne leur a pas permis de résister aux fatigues, d'ailleurs relatives, de leur vie nouvelle.

Quant au Nông, il paraît se faire très bien à l'existence militaire. Il est regrettable que la trop grande ressemblance de cette population avec la race chinoise, les affinités qu'elles semblent avoir entre elles, rendent leur fidélité suspecte. On pourrait recruter, en effet, chez les Nôngs un contingent assez respectables de soldats valeureux, robustes et très aptes à faire campagne.

Le Nông aime d'instinct l'odeur de la poudre et il est heureux d'avoir un fusil entre les mains ; sous la direction d'un gradé européen, il devient bientôt un excellent tireur.

Le Man et le Méo semblent, pour leur part, ne pouvoir s'astreindre à une vie normale et régulière. Nomades et indépendants, ils ne possèdent aucune des qualités voulues pour bien accomplir un service de garnison.

Les linh-cô sont des soldats spéciaux recrutés dans le pays, principalement chez les Thôs ; ils constituent une sorte de police de sûreté, de gardiens de la paix. Leur principale attribution consiste à surveiller le travail des condamnés.

Un peloton de trente linh-cô à cheval se trouve, en outre, sous les ordres directs du commandant de territoire. Les militaires indigènes qui le composent ont pour mission d'escorter cet officier supérieur dans ses déplacements ; en cas de guerre, ils seraient susceptibles de s'acquitter du service de renseignement et de reconnaissance.

Les partisans enfin, comme nous l'avons vu, sont de très précieux auxiliaires. A l'aide des exercices qu'ils font les jours de marché dans les stands des postes, ils deviennent rapidement bons tireurs. La pacification du pays, a été, en grande partie leur œuvre. Pourvu qu'il ne soit pas astreint à une discipline sévère, à un labeur régulier, l'indigène de la région peut concourir avec fruit à la défense de son sol ; il nous semble donc inutile de l'assujettir à un service de garnison.

En résumé, la défense du pays est suffisamment assurée par la compagnie de légion, le bataillon de tirailleurs, le linh-cô et les partisans. Si nous étions attaqué par un ennemi trop nombreux venant du Quang-Si, des renforts pourraient arriver rapidement du Delta et rétablir bientôt l'ordre dans la région. Dans le cas où nous aurions à combattre un ennemi maître de la mer, nous serions obligés, sans doute, d'abandonner la contrée qui pourrait être gardée par les partisans jusqu'à ce que nous ayons eu le temps de repousser l'envahisseur. Comme nous l'avons vu, notre essai d'initiation militaire a donné des résultats peu satisfaisants. Mais si, par suite de leur caractère spécial ou de leur affinité trop grande avec les races voisines du Quang-Si, nous ne pouvons pas faire des indigènes de la région des soldats réguliers, il nous est, du moins permis de les faire coo-

pérer dans une certaine mesure, et la plus efficace peut-être, à notre œuvre de défense, car ils réunissent les qualités voulues pour être de très estimables partisans.

CHAPITRE II

SECTION I

Rôle administratif du commandant de territoire, du chef de bataillon adjoint, du capitaine chancelier, de l'officier délégué. Initiation française en matière de justice, routes, instruction, travaux publics, commerce, industrie, agriculture, budget.

L'arrêté du 20 Juin 1905 du gouverneur général de l'Indo-Chine attribue au commandant de territoire les fonctions de résident chef de la province. A l'exemple de ce fonctionnaire civil, il surveille et contrôle les services de l'administration indigène ; il fait également toutes les propositions qui tendent à en assurer le fonctionnement.

L'arrêté du 21 novembre 1905, complétant celui du 20 juin 1905, a prescrit que les territoires militaires seraient placés sous la direction du résident supérieur au point de vue de l'organisation financière et de l'Administration. Le commandant de territoire correspond directement, en conséquence, avec le résident supérieur et fait exécuter ses décisions.

Les demandes de concession, soumises au préalable à l'examen du conseil du protectorat du Tonkin, sont présentées par le commandant du territoire à l'approbation

du gouverneur général. Si elles concernent les terrains d'une superficie moindre de 300 hectares elles sont accordées par le résident supérieur.

Le commandant de territoire veille encore à la répression de la contrebande ; il prête son concours effectif aux agents du service de la douane en s'opposant au transport des marchandises par les routes qui ne sont pas ouvertes au commerce et en assurant la garde de celles qui le sont.

Il est chargé, en outre de la police et de la conservation du domaine public dont les produits vont constituer une des recettes du budget provincial.

Il est aidé dans sa tâche par le chef de bataillon adjoint qui le remplace en cas d'indisponibilité ou d'absence.

Il dispose encore de délégués dont le nombre est variable selon les besoins et qui sont placés à la tête des centres administratifs énumérés dans l'arrêté du 21 novembre 1903.

En même temps qu'il s'occupe de toutes les questions administratives, le lieutenant-colonel commandant le territoire ou, à son défaut, le chef de bataillon adjoint, remplit les fonctions d'officier de l'état civil du droit commun. A cet effet, il tient des registres qui sont ouverts au commencement de l'année et qui sont adressés au président du tribunal de Hanoï pour être cotés par première et dernière et paraphés sur chaque feuille par ce magistrat. Il y transcrit les déclarations d'actes de l'état civil qui lui sont présentés soit par les autorités, soit par les différents services.

Il enregistre spécialement les décès survenus dans les postes, les hôpitaux, infirmeries, ambulances ou autres

formations sanitaires situées au siège de sa résidence ou à proximité.

En outre, il exerce la justice en qualité de juge de paix à compétence étendue. A ce titre, il est sous la dépendance exclusive du procureur général. De ce magistrat, il reçoit toutes les instructions qui doivent le guider dans l'application de la justice française ; il s'adresse à lui pour résoudre les cas qui lui semblent les plus litigieux.

Le tribunal de Cao-Bang se compose du commandant du territoire ou, à son défaut, du chef de bataillon adjoint et du chancelier qui tient les fonctions de greffier, de notaire et de commissaire-priseur.

Le commandant du territoire siège et prononce les jugements en audience publique lorsqu'il s'agit d'affaires civiles, commerciales, correctionnelles et de simple police.

Il (1) procède dans son cabinet, avec l'assistance de son greffier, à l'instruction des affaires criminelles et correctionnelles ; il y rédige et signe ses ordonnances. Il agit seul lorsqu'il doit poursuivre l'information préliminaire d'une affaire criminelle ou correctionnelle.

En matière civile et commerciale, sa compétence s'étend :

1^o A toutes les contestations civiles et commerciales où un Européen est en cause, quelle que soit la nationalité des autres parties ;

2^o Il connaît également des affaires qui s'élèvent entre des Annamites de Cochinchine, entre les Anna-

1. Nous commentons ici une circulaire du procureur général, chef du service judiciaire en Indo-Chine, adressée aux commandants de territoire le 15 février 1902.

mités nés ou domiciliés dans les villes de Hanoï, Tourane et Haïphong qui sont considérés comme sujets français, ou entre des Asiatiques (Chinois, Siamois, etc., etc.) ;

3° Il prend enfin en mains les affaires des indigènes (Annamites, Thòs, Mans, Nòngs, Mèos, etc.), qui, quoique justiciables de leurs juges ordinaires, ont demandé à être jugés par le magistrat français.

En ces matières, il connaît en premier et dernier ressort de toutes actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs en principal et des actions immobilières jusqu'à 100 francs de revenu déterminé par la déclaration des parties ou, en cas de désaccord, par l'estimation faite sans frais par le chef du canton où se trouvent les immeubles en litige.

Chaque fois qu'un Européen est en cause, le commandant de territoire suit, conformément aux dispositions de l'article 52 du décret du 17 mai 1893, la procédure en usage devant les tribunaux civils et de commerce français.

Dans les autres cas, il se conforme à la procédure indigène, telle qu'elle est tracée par la loi annamite elle-même, et qui peut se résumer ainsi (1) :

« Quiconque prétend intenter une action au civil ou au commercial doit déposer au tribunal une requête écrite pour servir de point de départ à la procédure. Il y mentionne ses noms, âge, profession, lieu de naissance et demeure, l'exposé des motifs, ses revendications et conclusions, l'énumération des documents pro-

1. Ces citations du Code annamite sont extraites de la circulaire même du procureur général, chef du service judiciaire de l'Indo-Chine, en date du 15 février 1902.

bants et la liste des témoins auxquels il fait appel. Le requérant signe ensuite cette pièce et, si elle n'a pas été écrite de sa main, elle doit être également signée par celui qui l'a rédigée (art. 308 du Code annamite).

Une même affaire ne peut donner lieu qu'à une seule plainte ou requête devant le tribunal compétent, à laquelle rien ne peut plus être ajouté dès qu'elle a été transmise (art. 303 du Code annamite).

Le plaignant a toujours le droit de retirer sa plainte et d'arrêter ainsi les effets de l'instance. Quand il la remet au tribunal, il dépose une certaine caution pécuniaire, en vue de l'acquittement des frais de justice.

Le commandant du territoire fixe le jour de la comparution des parties (art. 305 du Code annamite).

Les citations à comparaître mentionnent les motifs de l'action et la date de la comparution ; elles sont adressées aux maires, s'il s'agit d'indigènes, ou au chef de congrégation, si elles concernent d'autres Asiatiques, pour être remises aux parties.

Les procédures de défaut et celle de défaut profit joint sont aussi obligatoires pour le juge en matière indigène. Il en est de même de la requête civile qui est ouverte conformément aux dispositions du titre II du livre IV du Code de procédure civile.

Les parties qui veulent se défendre elles-mêmes et sans avoir recours au ministère des avocats défenseurs doivent déposer, dans les délais légaux, au greffe du tribunal, tous les actes nécessaires à l'instruction de la cause et à l'exécution des jugements et arrêts. Le greffier prend note de ce dépôt sur un registre spécial et doit en donner avis, sans délais et sous sa responsabilité, à la partie adverse.

Les parties sont appelées devant le tribunal par une citation dont l'original doit être joint au dossier et, si toute tentative de conciliation a échoué, elles sont admises à exposer leurs observations.

Le commandant de territoire convoque ensuite à son tribunal les témoins dont les noms ont été donnés ou tous ceux dont le témoignage lui paraîtrait devoir éclairer la cause.

Il reçoit leurs dépositions qui comprennent leur nom, âge, profession, lieu de naissance et demeure, leur déclaration s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties et à quel degré, et la reproduction exacte et complète de leurs dires (art. 374 du Code annamite, décret II).

La loi annamite n'impose aucune sorte de serment, mais elle oblige les témoins à déclarer qu'ils acceptent la responsabilité de leurs déclarations sous les peines de droit. Il est fait mention du serment ou de cette déclaration spéciale de responsabilité dans le jugement et le procès-verbal d'audition des témoins.

Dans le cas où les témoins se trouvent dans une autre province, les citations sont adressées au résident qui les fait parvenir aux intéressés. Il peut être envoyé aussi des commissions rogatoires dans la forme ordinaire.

S'il le croit utile, le juge procède à la visite des lieux ou délègue un fonctionnaire à qui il confie l'accomplissement de cette formalité. Il nomme des experts, requiert des ouvriers assistants et fait exécuter toute vérification qu'il lui convient.

L'enquête sur les lieux est faite en présence des parties où elles sont dûment convoquées.

Le jugement est alors prononcé et le commandant du territoire fait application de la loi annamite. »

En matière pénale, le commandant de territoire connaît :

De tous les délits ou contraventions où un Européen est en cause, quelle que soit la nationalité des autres parties, et de ceux qui ont été commis ou par des individus considérés comme sujets français ou par des Asiatiques étrangers. Les autres indigènes ne peuvent pas en appeler en ces matières à sa juridiction.

Ici, il juge en dernier ressort toutes les infractions passibles d'un emprisonnement de 1 à 5 jours et d'une amende de 1 franc à 15 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, qui sont qualifiées contraventions de police et, à chaque appel, les infractions punies de 1 jour à 5 ans de prison et d'amende, ou seulement d'amende dont le maximum sera supérieur à 15 francs. Les infractions de cet ordre sont qualifiées délits par la loi. Quant aux infractions punies de peines supérieures, elles doivent être l'objet de sa part d'une information préliminaire qui, au cas de survenance de charges, sera suivie d'une instruction complète.

En matière correctionnelle et de simple police, il applique toujours la procédure française avec quelques différences de forme insignifiantes suivant qu'il s'agit d'Européens ou des indigènes visés.

Le commandant de territoire exerce les mêmes pouvoirs que les procureurs de la République et les juges d'instruction pour la recherche, la constatation et la poursuite des délits.

Il instruit soit d'office, soit sur la réquisition du procureur général ou de ses substituts. Dès que la procé-

dure est terminée, il peut saisir son tribunal des affaires correctionnelles et de simple police et y faire comparaître le prévenu.

Lorsqu'il reçoit des plaintes formelles pour des faits pouvant être qualifiés délits, le commandant du territoire se borne, dans la plupart des cas, à saisir par citation directe son tribunal correctionnel devant lequel il convoque également tous les témoins dont il juge la présence utile à la manifestation de la vérité.

Le plus souvent il n'a à procéder à une information préliminaire que tout autant que la plainte ne lui paraît pas suffisamment précise, et que les circonstances dans lesquelles le délit a eu lieu ne lui semblent pas assez explicitement indiquées.

D'autre part, quand les faits qui lui sont dénoncés ne sont pas très graves, ou qu'ils ne sont pas bien déterminés et caractérisés, le commandant de territoire fait abstraction des circonstances aggravantes et renvoie l'inculpé devant la juridiction correctionnelle.

En procédant ainsi, il ne se saisit comme juge d'instruction que des affaires présentant une sérieuse gravité.

Par ce moyen, il évite aux prévenus une trop longue détention préventive. La répression sera plus rapide, par suite plus efficace, et l'intervention de la Cour criminelle ne se produira que dans les cas de crime grave portant une atteinte directe à l'ordre public.

En matière criminelle, il se borne à instruire tous les crimes dont se sont rendus coupables les Européens, les étrangers ou assimilés, les indigènes de la Cochinchine, les Annamites nés ou domiciliés dans les villes de Hanoï, Tourane et Haiphong, ou les autres sujets

annamites qui ont été les complices d'individus appartenant aux diverses nationalités énumérées ou qu'ils ont commis à leur préjudice.

Comme pour la recherche, la constatation et la poursuite des délits, il a ici les mêmes pouvoirs que les juges d'instructions et les procureurs de la République.

Après avoir mené l'instruction, pour tous les cas, suivant la procédure française et avoir joint un rapport, il envoie tout le dossier au procureur général qui prend dès lors l'affaire en mains et statue sur la suite qu'elle doit comporter.

Il peut être fait appel de tous ces jugements que rend le commandant de territoire.

En matière civile et commerciale, l'acte d'appel se forme exclusivement par exploit d'huissier contenant assignation devant la Cour d'appel de Hanoï et le commandant de territoire n'a jamais à intervenir.

En matière civile et commerciale indigène et en matière de simple police, ses jugements peuvent être attaqués devant la Cour d'appel de Saïgon par voie d'annulation.

Le délai du pourvoi en annulation est pour les parties de trois jours francs pendant lesquels on surseoit à l'exécution du jugement. S'il est interjeté, le greffier du territoire fait une expédition de cette acte qu'il signe pour copie conforme et il l'adresse avec le dossier au procureur général. Ce magistrat a également un délai de dix jours pour se pourvoir en annulation contre les jugements rendus en ces matières par le tribunal de paix à compétence étendue pour excès de pouvoir et violation de la loi.

L'appel des jugements correctionnels rendu par le

le tribunal de Cao-Bang est porté devant la Cour de Hanoï.

Le prévenu, la partie civile, le procureur général ont le droit de l'interjeter. L'appel du prévenu et de la partie civile doit être formulé dans les dix jours du jugement, s'il est contradictoire, et de sa signification, s'il est par défaut.

La partie appelante doit faire et signer sa déclaration au greffe du tribunal correctionnel.

Les crimes, délits et contraventions que commettent les indigènes du Tonkin et de l'Annam qui ne sont pas originaires des villes de Hanoï; Haïphong et Tourane et où ne sont impliqués aucun Européens ou aucun étranger sont jugés par les tribunaux indigènes. Il en est de même de toutes les contestations civiles et commerciales où les parties ne font pas appel à la juridiction française.

Dans tous les cas, le tri-chau établit le dossier de l'affaire sous la surveillance et le contrôle de l'officier délégué qui l'adresse ensuite au commandant de territoire en y joignant un rapport.

A son tour, cet officier supérieur le fait parvenir à la plus haute autorité indigène, au quan-an, et il veille à ce que la justice ne soit pas rendue d'une manière arbitraire et vénale.

Si, à la suite d'une enquête administrative quelconque ou d'une instruction judiciaire, certains asiatiques sont reconnus dangereux pour la sécurité du protectorat, des mesures exceptionnelles peuvent être prises à leur égard. Le commandant de territoire adresse, dans ce cas, un rapport circonstancié au général commandant supérieur et au résident supérieur dans lequel il

demande l'internement ou l'expulsion des individus visés. Toutefois, en raison de la gravité de la peine, il doit s'entourer de tous les renseignements possibles pour arriver à démontrer la culpabilité indiscutable de l'accusé. Si le procureur général émet ensuite un avis favorable, l'expulsion ou l'internement sont prononcés par le résident supérieur.

Un autre arrêté, en date du 15 septembre 1896, confère à la justice militaire des droits encore plus grands.

Dans cette contrée où notre autorité n'est établie que depuis vingt ans à peine, on comprend l'intérêt que présente la rapidité de la répression d'un crime intéressant la sécurité du protectorat où le développement de la colonisation française. Observer dans ce cas les questions de forme habituelles de la loi serait enlever au châtiment tout effet salulaire par le trop long délai qui aurait été apporté à son application. Il importe, d'ailleurs, de montrer immédiatement à la population attentive que, de même que notre concours et notre bienveillance lui sont acquis tant que chacun de ses membres reste dans le droit chemin, de même notre sévérité sait se montrer impitoyable envers les auteurs de crimes et de désordres. Par ce procédé, on rassure les bons et on décourage les méchants.

Donc, dès qu'un individu, annamite ou assimilé, a commis un crime politique et qu'il s'est rendu coupable, en même temps, d'un crime de droit commun, le commandant de territoire en informe le procureur général. Ce magistrat en fait part, à son tour, au gouverneur général qui peut, par arrêté, dessaisir la justice ordinaire, et renvoyer l'affaire devant une commission criminelle qui est ainsi composée :

Pour président, elle a le commandant de territoire et pour membres le chef de bataillon adjoint, le procureur de la République et un capitaine. Un greffier de la Cour d'appel se trouve également à sa disposition. Dans le plus bref délai possible, cette commission se réunit sur les lieux et procède à l'instruction sans désespérer. Trois jours francs sont laissés aux inculpés pour préparer leur défense, aussitôt que l'instruction est close. Ils peuvent prendre connaissance pendant ce temps, ainsi que leur Conseil, de tout le dossier. Dès que ce délai est expiré, la Commission se réunit pour entendre leur défense et les juger. La peine qui frappe les condamnés est exécutée vingt-quatre heures après le prononcé du jugement s'ils ne font pas appel.

Outre ces importantes fonctions judiciaires le commandant de territoire est chargé de nombreuses besognes administratives.

Il doit veiller à l'entretien de route : il fait percer les nouveaux chemins que rendent nécessaires le développement du commerce et de l'industrie ; il donne aussi l'ordre de construire des écoles ou des marchés sur les points principaux. Il prend soin encore que des logements convenables soient édifiés pour les fonctionnaires indigènes.

Il fait des tournées fréquentes dans son territoire pour prendre contact avec la population, connaître son état d'âme, écouter, s'il y a lieu, ses doléances.

Il adresse enfin chaque année au résident supérieur un état de notes de tous les mandarins civils ou militaires en congé, en activité ou en retraite habitant dans le territoire.

Dans ses multiples attributions, il est secondé, toute-

fois, par les officiers délégués à la tête des centres administratifs ; il lui appartient de déterminer la conduite que ces collaborateurs doivent tenir dans chaque cas particulier.

L'officier délégué est chargé de procéder à la première enquête concernant toutes les affaires judiciaires et administratives.

En qualité d'officier de police judiciaire, au point de vue de la justice française, il doit faire arrêter les malfaiteurs surpris en flagrant délit, procéder dans ce cas aux premières constatations et à l'instruction préliminaire, rendre compte, enfin, aussitôt au commandant de territoire. Il lui transmet également toutes les plaintes qu'il reçoit après avoir procédé aux instructions, interrogatoires ou auditions de témoins destinés à éclairer la religion de son chef.

Son enquête préliminaire comporte en résumé :

1^o La réunion des plaintes, renseignements et documents de toute nature ayant trait à l'affaire ;

2^o Les procès-verbaux d'interrogatoire des inculpés par demandes et réponses ;

3^o Les procès-verbaux d'audition des témoins par demandes et réponses ;

4^o Un rapport sur l'affaire.

L'enquête préliminaire terminée, le délégué adresse le dossier au commandant de territoire qui, après examen, décide s'il y a lieu d'envoyer les prévenus et les témoins à Cao-Bang et de procéder à l'instruction régulière.

Pour des crimes et délits commis par des individus justiciables des tribunaux indigènes, le dossier de l'affaire est établi conformément à la loi annamite. Le

tri-chau adresse un rapport circonstancié en y joignant les procès-verbaux d'interrogatoire des inculpés et d'audition des témoins. Le délégué surveille alors la manière dont le fonctionnaire indigène fait son instruction et il s'assure qu'elle est assez complète pour que le commandant de territoire puisse connaître l'affaire et contrôler la solution qui va lui être donnée par le tribunal indigène.

En matière civile et commerciale indigène, le délégué doit faire avec le tri-chau une tentative de conciliation pour régler les querelles et les différends de ses administrés. Si le plaignant se refuse à toute conciliation, il doit déposer au tribunal par l'intermédiaire du tri-chau et du délégué une requête écrite et la procédure suit son cours dans les conditions déjà indiquées.

Pour les contraventions, le délégué se borne à adresser un simple compte-rendu au commandant de territoire qui prononce la solution qu'il convient de donner à l'affaire.

Les attributions judiciaires sont incontestablement celles qui sollicitent le plus longtemps l'attention du délégué et dont l'exercice lui crée le plus de difficultés. A chaque instant, il reçoit l'avis qu'un crime ou un délit a été commis et aussitôt une enquête très difficile devient nécessaire. Il lui faut compter, en effet, avec l'absence complète de tout scrupule des chefs indigènes qui n'hésitent pas à couvrir un coupable s'il peut payer cher leur silence. Son ignorance absolue ou relative toujours de la langue indigène le met à la merci de l'interprète dont la fidélité de traduction est généralement très problématique. Le plaignant lui-même est

disposé à revenir sur une disposition précédente si une somme d'argent considérable lui fait oublier le dommage dont il a souffert ou le console de la perte de l'un des siens.

Elevé dans le culte de l'autorité, héritier de race où l'obéissance passive aux ordres des mandarins a toujours été la ligne de conduite, l'indigène se plaint très rarement des dénis de justice qu'on lui inflige ou est tout prêt à les excuser. En instruisant une affaire, il est peut-être sage pour le délégué de ne pas se montrer trop affirmatif dans ses conclusions et de faire la part de l'imprévu.

Sous la direction du commandant de territoire, le délégué veille à l'entretien des voies de communication. Dans ce but, des fonds sont mis à sa disposition et il dispose des journées de travail que doivent tous les ans à l'Etat certaines catégories de ses administrés.

Sauf pour des circonstances exceptionnelles il prend soin de ne pas réunir ces corvéables au moment des semailles et de la récolte.

Dans chaque centre administratif, l'interprète indigène remplit les fonctions d'instituteur de langue française. Des enfants de notables et de mandarins sont admis à son école qui, dans l'esprit de l'autorité militaire, doit être la pépinière de fonctionnaires futurs. Intelligent et studieux, l'élève fait rapidement des progrès et il n'est pas rare de rencontrer des enfants de quinze ans à peine connaissant les quatre règles et les principaux éléments de notre langue. Nous avons été témoin d'un fait qui n'a pas, à notre avis, de précédent parmi les écoliers français : à Soc-Giang, tous les élèves de l'école vinrent demander un jour une puni-

tion sévère contre leur maître parce qu'il ne les faisait pas suffisamment travailler. Cette surveillance qu'il exerce est donc très douce pour le délégué et il goûte un véritable plaisir à seconder les vues de ses chefs.

Dès que l'élève paraît avoir le degré des connaissances exigées, il quitte l'école du centre administratif pour aller passer à Cao-Bang un examen analogue, toutes proportions gardées, au certificat d'étude. S'il est reçu, il ne tient qu'à lui d'être admis à l'école secondaire du chef-lieu du territoire où il pourra conquérir plus tard un brevet qui peut être comparé à celui du brevet simple en France ; si ses aptitudes le lui permettent, il est admis alors à l'école supérieure où il acquiert toutes les connaissances en matière indigène et française qui lui donneront le moyen d'occuper les plus hauts emplois. Dès ce moment, la carrière des honneurs lui est ouverte.

Un arrêté du 10 août 1907 a créé une école professionnelle à Cao-Bang. Elle a pour but de former des ouvriers exercés et habiles pour les principaux métiers employant le bois, le fer et les matériaux de construction.

Elle distribue surtout l'enseignement pratique et manuel. Néanmoins une part est faite à l'enseignement général.

Au point de vue administratif indigène, le délégué s'assure, par les recensements des personnes et des terrains, de l'exactitude des renseignements fournis par le *Iy-thuong*. Il propose à l'autorité supérieure les augmentations ou diminutions d'impôts qui lui paraîtraient équitables.

Ses chefs lui prescrivent aussi quelquefois d'édifier des marchés aux points les plus importants du centre administratif. De l'autre côté de la frontière, en effet, se tiennent à des dates fixes des marchés très achalandés où les indigènes peuvent s'approvisionner des différentes denrées dont ils ont besoin. Il importe, en conséquence, qu'ils aillent le moins possible chez nos dangereux voisins et qu'ils trouvent sur nos terres et à proximité de leurs villages, des objets de première nécessité. De grands bâtiments construits en pierre ou en brique et recouverts de tuiles rouges sont élevés dans ce but ; ils deviennent bientôt les sièges de marchés importants. Le délégué a ainsi l'occasion de faire preuve de véritables qualités techniques en donnant à ces constructions toute l'élégance désirable.

Souvent encore, il lui appartient de construire des écoles pour les jeunes indigènes. De même qu'en France, l'instruction est ici l'objet de tous les soins. L'autorité militaire s'attache donc à donner aux locaux où elles sont installées tout le confort et tout le luxe possibles pour bien montrer l'importance qu'elle attache à cette partie de son rôle.

Il peut lui échoir enfin d'édifier des maisons destinées à des divers fonctionnaires indigènes. Il faut, en effet, rehausser leur prestige auprès de leurs administrés et s'attacher à montrer le cas que nous faisons de ceux qui collaborent à notre tâche civilisatrice.

Pour sa part, le délégué est aidé par les commandants de poste. Sous sa direction et sous sa surveillance, ils s'occupent des questions qui intéressent la région administrée. Ils lui rendent compte de tout événement et attendent ses instructions. En un mot, ils sont ses

simples mandataires, ses représentants dans une partie du centre administratif.

En matière judiciaire, ils se bornent à adresser un simple rapport sur toute affaire qui est portée à leur connaissance. Le délégué, après avoir lu cette pièce prononce la suite qu'il convient d'y donner ; il fait venir en sa présence, s'il y a lieu, les inculpés et les témoins, et procède ensuite à son instruction préliminaire.

L'article du 20 juin 1905 a placé les territoires militaires, au point de vue financier, sous l'autorité du résident supérieur et décidé qu'ils seraient administrés d'après les règles en vigueur dans les provinces civiles.

Les budgets spéciaux des territoires militaires créés par l'arrêté du 15 novembre 1900 ont été supprimés ; les recettes qui les composaient ont été restituées au budget local.

Il convient, en conséquence, de donner une idée de l'organisation financière de l'Indo-Chine.

L'Indo-Chine française est formée d'une colonie à laquelle sont venus s'ajouter par la suite des protectorats divers. De là, des différences d'origine et de conditions qui ont fait longtemps obstacle à la constitution de la personnalité morale de l'Indo-Chine laquelle n'a été définitivement établie qu'en 1898. Comme il reste encore certaines traces de ces différences, il n'est pas sans intérêt d'esquisser rapidement l'histoire financière de l'Indo-Chine.

La colonie de la Cochinchine constitue une personne morale dont le budget, depuis 1880, est voté par le Conseil colonial, lequel a en matière budgétaire les mêmes attributions que les conseils généraux des autres colonies. La Cochinchine, au début, employait uniquement

ses recettes à payer ses dépenses et elle aurait bien voulu continuer à faire ainsi. Mais à la suite de la conquête du Tonkin, la métropole l'a forcée à contribuer dans une certaine mesure aux dépenses faites dans le nord de la Péninsule. De là un conflit qui a duré plusieurs années entre le particularisme cochinchinois et les intérêts de la colonisation française en Extrême-Orient.

L'histoire financière de l'Annam et du Tonkin comprend plusieurs périodes nettement tranchées. La première va jusqu'au 1^{er} janvier 1887 ; la France, à cette époque, supporte seule et directement tous les frais de sa nouvelle conquête. Il n'y a au Tonkin ni budget local ni trésorerie spéciale. A partir du 1^{er} janvier 1887, le protectorat de l'Annam-Tonkin devient une personne morale ayant son budget et ses ressources propres et cette situation dure jusqu'en 1898.

Du 1^{er} janvier 1887 au 1^{er} janvier 1892 (2^e période) ce budget supporte toutes les dépenses civiles et militaires ; il est alimenté par des recettes locales, par une subvention de la métropole et par une subvention de la Cochinchine. Pendant ces cinq ans, les dépenses se sont élevées à 264 millions, dépassant les recettes de plus de 20 millions. Pour solder ce déficit, il a fallu procéder à deux liquidations successives en 1890 (art. 46 de la loi des finances du 26 décembre) et en 1892 (loi du 20 mars). Durant cette période le total des subventions de la métropole s'est élevé à 102 millions, celui des subventions de la Cochinchine à 41 millions. Au moment où s'ouvre l'exercice 1892, la situation est nette. Désormais la métropole prend directement à sa charge les dépenses des services militaires et maritimes de l'An-

nam-Tonkin et inscrit tous les ans à son budget à cet effet un crédit de 25 millions environ. La subvention de la Cochinchine disparaît et fait place à un contingent payé par cette colonie à la métropole en atténuation des dépenses militaires du Tonkin. Le protectorat n'a plus à supporter que ses dépenses civiles, mais il ne peut compter pour y faire face que sur ses propres ressources. On ne peut pas dire que ce système ait donné des mécomptes. Mais, à cette époque, le gouverneur général de l'Indo-Chine voulant exécuter des grands travaux d'une utilité indiscutable et n'osant pas recourir à l'emprunt eut recours à des expédients ruineux dans le but de se procurer des ressources extraordinaires. La dette ainsi contractée par le protectorat et consistant en partie en annuités s'échelonnant jusqu'en 1915, partie en découverts de trésorerie dépassait 40 millions à la fin de 1895. Une nouvelle liquidation s'imposait. La loi du 10 février 1896 autorisa le protectorat à emprunter une somme de 80 millions dont le produit fut affecté, partie à la liquidation du passé, partie à la continuation des travaux.

Le budget du protectorat, à cette époque, était distinct du budget royal de la cour de Hué. A côté des impôts qui alimentaient le budget du protectorat, il y en avait d'autres qui constituaient les recettes du gouvernement anamite. Il en était autrement au Cambodge où depuis le 1^{er} janvier 1892, il n'y avait plus qu'un seul trésor et un seul budget comprenant à la fois les dépenses de la Cour et celles du Protectorat.

L'organisation financière a été complètement bouleversée par le décret du 31 juillet 1898, texte capital qui a créé la personnalité morale de l'Indo-Chine. L'idée

sans doute n'était pas nouvelle. Le décret du 17 octobre 1887 en établissant l'union indo-chinoise avait institué en même temps un budget général de l'Indo-Chine, mais cette création, estimée alors prématurée, avait été supprimée au bout de six mois (D. 11 mai 1888) ; onze ans plus tard, la réforme arrivait à son heure. Elle peut se résumer ainsi : d'une part, le budget général de l'Indo-Chine alimenté par l'impôt indirect et faisant face aux dépenses d'intérêt général ; d'autre part, cinq budgets locaux (Cochinchine, Tonkin, Annam, Cambodge et Laos) alimentés par l'impôt direct et subvenant aux dépenses d'intérêt local (1).

Voici, d'ailleurs, le texte de cet important décret :

Art. 1^{er}. — Les dépenses d'intérêt commun à l'Indo-Chine sont inscrits à un budget général arrêté en conseil supérieur de l'Indo-Chine par le gouverneur général et approuvé par un décret rendu en conseil des ministres sur la proposition du ministre des Colonies. Le projet de budget général de l'Indo-Chine pour chaque année et les situations provisoires ou définitives des budgets généraux antérieurs seront communiqués chaque année au Parlement à l'appui du projet de loi de finances.

Art. 2. — Le budget général de l'Indo-Chine pourvoit : 1^o aux dépenses du gouverneur général et des services qui en dépendent directement ; 2^o de l'inspection mobile des colonies ; 3^o de la portion des services militaires mise à la charge de l'Indo-Chine ; 4^o du service de la justice française ; 5^o des administrations des

1. A. Girault, *Principes de colonisation et de Législation coloniale*, Paris, 1907, Laroze édit.

douanes et régies et des autres contributions indirectes ; 6° des travaux publics d'intérêt général dont la nomenclature sera arrêtée chaque année par le Gouverneur général en conseil supérieur de l'Indo-Chine et approuvé par le ministre des colonies ; 7° du service des postes et télégraphes.

Art. 3. — Il est fait face à ces dépenses par les recettes des douanes et régies et des contributions indirectes de l'Indo-Chine. Les taxes et contributions indirectes autres que les droits de douane destinés à alimenter le budget général sont établies par le gouverneur général en conseil supérieur de l'Indo-Chine. Le mode d'assiette et les règles de perception sont approuvés par décret.

Art. 4. — Les budgets locaux de la Cochinchine, du Tonkin, de l'Annam, du Cambodge et du Laos pourvoient, sauf le cas de dispositions spéciales ou de conventions avec les autorités indigènes, aux dépenses des services de trésorerie, aux frais de perception des impôts directs et des taxes assimilées, aux travaux publics d'intérêt local, aux dépenses de la colonisation, de l'instruction publique, des services médicaux, de la police, de la justice indigène, des services pénitentiaires et autres services locaux.

Art. 5. — Les recettes autres que celles des douanes et régies et contributions indirectes constituent les ressources des budgets locaux qui pourront recevoir en outre des subventions du budget général.

Art. 6. — Les dépenses du budget général de l'Indo-Chine sont ordonnancées par le gouverneur général qui peut sous-déléguer les crédits au lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, aux résidents supérieurs ou aux commandants supérieurs du Laos. Le compte de ces

dépenses est arrêté par le gouverneur général en conseil supérieur de l'Indo-Chine.

Art. 7. — Le trésorier-payeur de la Cochinchine centralise dans des conditions qui seront déterminées par des arrêtés ministériels les opérations en recettes et en dépenses du budget général de l'Indo-Chine. Il est justiciable de la Cour des comptes pour ces opérations.

Art. 8. — Le décret du 20 avril 1882 sur le régime financier en ce qui concerne les budgets locaux et les services de la trésorerie ainsi que le règlement financier du 14 janvier 1869 sont applicables aux recettes et aux dépenses du budget général de l'Indo-Chine.

Art. 9. — Sont abrogées toutes les dispositions des décrets et arrêtés antérieures en ce qu'elles ont de contraire aux présentes dispositions dont l'application sera réglée par des arrêtés du gouverneur général. »

Les contributions directes alimentant des budgets spéciaux aux diverses parties de l'Indo-Chine et permettant de faire face aux dépenses locales, les contributions indirectes alimentant au contraire le budget général de l'Indo-Chine et payant les œuvres d'empire, telle est la distinction très simple, conforme, d'ailleurs, à une tendance générale qui l'emporte aujourd'hui, qui a servi de base aux réformes financières faites en 1897 et en 1898.

Impôts indirects. — Une grande administration, celle des douanes et régie, unifiée par le décret du 6 octobre 1897 est chargée de percevoir et de contrôler la plus grosse partie des recettes du budget général.

Ces taxes doivent être classées en trois catégories.

1^o La première comprend les droits de douane perçus soit à l'importation, soit à l'exportation,

2° La seconde comprend les trois grandes régies de l'opium, de l'alcool et du sel.

La législation locale de l'opium se trouve aujourd'hui codifiée dans l'arrêté du 7 février 1899 commun à toute l'Indo-Chine française ; l'alcool est réglé par les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902 et 10 septembre 1903. L'impôt sur le sel est fixé aujourd'hui par les arrêtés des 8 novembre 1904 et du 19 avril 1906.

3° La troisième catégorie comprend trois contributions indirectes moins importantes portant sur les pétroles, les allumettes et les tabacs.

A ces impôts indirects, il faut ajouter ceux perçus par l'administration de l'enregistrement. Ce sont : 1° les droits d'enregistrement des actes régis par la loi française ; 2° les droits d'enregistrement des actes indigènes ; 3° les notes de timbre ; 4° les droits d'hypothèque ; 5° les droits de greffe.

Impôts directs. — L'impôt foncier européen (1) est versé par tous les administrés qui ne sont pas sujets annamites et qui possèdent des terrains ruraux.

Pour cette imposition, les rizières sont divisées en trois classes suivant leur degré de fertilité ; leurs propriétaires paient chaque année par mau et par ordre 1 p. 50, 1 p. 10, 0 p. 80. Le mau, est, nous le rappelons, une mesure indigène de superficie qui vaut 3.600 mètres carrés.

Les terrains divers sont partagés en quatre catégories et ils sont imposés respectivement d'après leur richesse d'un droit de 2 piastres, 0 p. 50, 0 p. 30, 0 p. 10 par

1. Arrêtés du 2 juin 1897 et du 5 avril 1898 du gouverneur général de l'Indo-Chine.

mau et par an. Il y a lieu de remarquer que cet impôt est individuel et nominatif.

(1) L'obtention d'une patente est exigée de tout européen ou asiatique étranger qui exerce au Tonkin un métier imposable ; elle n'est pas réclamée dans le territoire aux sujets annamites.

Les patentes sont divisées en neuf classes ; leurs tarifs varient entre 300 piastres et 0 p. 50. Une contribution de 3 0/0 est, en outre, perçue au profit des chambres de commerce et d'agriculture du Tonkin.

La patente est payable par trimestre et d'avance : elle est due pour l'année entière par les contribuables inscrits le 1^{er} janvier. Quant aux commerçants qui s'installent dans le courant de l'année, ils sont imposables à compter du premier jour du mois pendant lequel ils ont commencé l'exercice de leur métier.

(2) Les Chinois qui habitent le Tonkin sont soumis à des droits d'immatriculation. A cet effet, ils sont répartis en cinq classes correspondant aux diverses patentes qu'ils détiennent ; ils paient des droits qui varient entre 88 piastres et 1 p. 50. En outre, ils sont astreints à demander des cartes de captation, sortes de pièces d'identité qui sont munies de la photographie de chaque détenteur et qui lui permettent de circuler dans la colonie ; ils versent pour les obtenir 1 piastre.

(3) Tous les sujets annamites mâles, âgés de plus de

1. Arrêtés des 21 juillet 1888, 15 avril 1890, 17 avril 1893, 10 février 1894, 10 mars 1897, 18 octobre 1901, 15 avril 1902 du gouverneur général.

2. Arrêtés des 12 décembre 1885, 29 décembre 1886, 19 février 1889, 1^{er} octobre 1890, 6 juin 1892, 14 avril 1893, 1^{er} juin 1897 et 20 mai 1902 du gouverneur général.

3. Arrêté du 2 juin 1897 du gouverneur général.

18 ans et de moins de 60 ans, sont tenus de payer l'impôt personnel.

L'impôt personnel est de 3 piastres pour les inscrits, de 0 p. 50 pour les non-inscrits et de 0 p. 40 pour les dispensés.

On entend par inscrits les hommes qui sont originaires du village et qui y possèdent des biens ; par non inscrits les indigènes qui sont propriétaires et habitants de villages où ils ne sont pas nés et les fils d'inscrits qui ne sont pas encore émancipés. Certains mandarins et fonctionnaires, les militaires appartenant à l'armée active ou à la réserve constituent les dispensés.

Quant à l'impôt foncier annamite, il s'exerce sur les terrains partagés en deux catégories suivant qu'ils conviennent ou sont impropres à la culture du riz.

Les premiers se divisent en trois classes ; il est prélevé sur eux chaque année par mau et dans l'ordre 1 p. 50, 1 p. 10 et 0 p. 80.

Les seconds sont répartis en quatre classes qui correspondent à leur degré de fertilité. Un droit respectif de 2 piastres, 0 p. 50, 0 p. 30, 0 p. 10 est alors perçu également par mau et par an.

Ces deux impôts sont imposés aux communes d'une façon globale et non aux contribuables eux-mêmes. Les ly-thuong adressent chaque année, en conséquence, les rôles qui sont destinés à la perception de ces impôts et qui doivent servir, en principe, à l'établissement des rôles rédigés en français. Par le recensement qu'il fait des personnes et des terrains, l'officier délégué contrôle l'exactitude des renseignements fournis par l'autorité indigène.

Ces rôles sont alors soumis à l'approbation du chef

de bataillon adjoint et du commandant de territoire.

A ce moment, le commandant de territoire établit en français et en caractères un relevé du rôle qui concerne chaque village. Il le fait parvenir au ly-thuong qui le tient à jour au fur et à mesure des perceptions. Sous la surveillance du conseil des pères de famille, ce fonctionnaire, en effet, reçoit l'impôt, le verse au chef de canton qui le dépose entre les mains du tri-chau par les soins duquel il est remis à l'officier délégué qui le dépose immédiatement à son tour entre les mains du percepteur civil.

Les corvées en nature sont dues par les inscrits et non inscrits qui ne sont pas exemptés ou dispensés d'impôts personnels; elles se composent de dix journées de travail par homme et par an. Les propriétaires ont le droit de n'en donner que cinq à condition de racheter les cinq autres au prix de 0 p. 12 la journée (1).

(2) Un impôt variant entre 0 p. 20 et 5 piastres est imposé annuellement à tout propriétaire de barques.

(3) Tout indigène qui désire porter des armes de luxe ou de chasse pour le gibier à plumes doit prendre pour garant de ses intentions un Européen et verser un droit de 2 piastres; il faut en outre qu'il paie 2 piastres tous les six mois et qu'il présente son arme.

Les marchés, bacs, abattoirs, et cercles indigènes sont affermés pour l'année entière, s'il est possible, et dans le cas contraire pour six mois seulement.

Un droit d'enregistrement est également perçu tous

1. Arrêté du 4 décembre 1901 du gouverneur général.

2. Circulaire n° 37 du 1^{er} avril 1901; arrêté du 20 décembre 1901.

3. Arrêté du 28 juin 1889 du gouverneur général modifié par arrêté du 19 janvier 1904.

les trois ans pour tous les brevets qui peuvent être délivrés aux mandarins qui ne sont pas fonctionnaires ou dispensés d'impôts personnels.

(2) En outre une taxe foncière urbaine, tenant lieu d'impôt foncier et de taxe d'éclairage est perçue sur les Chinois habitant la ville de Cao-Bang.

Les amendes infligées, les revenus du domaine public avec ses locations de terrain et d'immeubles viennent grossir enfin les chiffres de recettes dont nous venons de faire une nomenclature à peu près complète.

Tous ces impôts sont perçus directement par le receveur-comptable. Ce n'est que par exception que les officiers délégués sont autorisés à les recevoir en son nom.

Les dépenses peuvent se ranger en cinq catégories :

Dépenses d'administration ;

Dépenses des divers services ;

Dépenses engagées au titre de travaux publics ;

Dépenses engagées au titre de transports ;

Dépenses générales, diverses et imprévues, d'ordre.

Les dépenses d'administration concernent la solde et les indemnités qui sont allouées au personnel européen d'abord et au personnel indigène ensuite.

Le personnel européen qui reçoit par cette voie ses appointements est celui qui est dans la position hors cadres. Quant aux indemnités, elles peuvent être délivrées à certains officiers ou sous-officiers qui reçoivent cependant du corps auxquels ils appartiennent la solde proprement dite.

Le personnel indigène comprend les divers fonctionnaires, les lettrés, les interprètes, les plantons. La solde des linh-co, les sommes employées à l'entretien, à

l'achat de tout le matériel nécessaire figurent également dans ces dépenses.

Les divers services viennent, à leur tour, réclamer des subsides. Le service pénitentiaire a besoin de sommes importantes pour l'entretien de ses bâtiments, pour l'achat de vêtements et de médicaments et pour la nourriture des prisonniers.

Les écoles supérieures, secondaires, primaires et professionnelles demandent aussi des allocations pour le paiement des instituteurs, l'achat des fournitures scolaires, l'entretien de leurs locaux : les dépenses qui en résultent sont accordées au titre de l'instruction publique.

Les services médicaux reçoivent encore des secours pécuniaires pour le fonctionnement de l'ambulance indigène de Cao-Bang, l'achat de médicaments, appareils et instruments nécessaires et pour les frais de séjour à l'hôpital des indigents.

L'élevage, enfin, avec le paiement des frais que nécessite l'entretien des étalons et la prime qui est allouée aux éleveurs complète la liste des dépenses qui sont engagées au titre des différents services.

Les réparations qui sont faites aux bâtiments civils ; les indemnités qui sont accordées aux surveillants de travaux, la construction de marchés sur les divers points, l'entretien des routes, de la voirie de la ville de Cao-Bang représentent les dépenses qui sont exécutées au titre des travaux publics.

Le transport du personnel et des bagages par voie fluviale ou par d'autres voies ainsi que celui de tout le matériel nécessitent aussi des allocations importantes.

Les dépenses générales comprennent les primes d'en-

couragement à l'agriculture, les frais des fêtes publiques, du service des renseignements, les primes pour destruction d'animaux nuisibles, l'éclairage de la ville de Cao-Bang, l'entretien des cimetières et du jardin d'essai, et les subventions à la Société de rapatriement des colons.

Les dépenses diverses se composent des publications officielles qui sont adressées sur les divers points pour faire connaître les décisions de l'autorité.

Quant aux dépenses d'ordre, elles représentent le prix des photographies des Asiatiques étrangers qui sont apposées sur les cartes d'immatriculation et la remise qui est faite aux ly-thuong de 0 p. 02 pour chaque carte délivrée par ces fonctionnaires aux non-inscrits.

Toutes ces recettes et toutes ces dépenses composent le budget provincial qui a été appliqué aux territoires militaires par l'arrêté du 20 juin 1905 et qui a remplacé le budget spécial qui leur a été octroyé de 1901 à 1905.

SECTION II

Rôle de l'administration indigène. Nomination des fonctionnaires.
Leurs attributions. Marche de pair de l'autorité française et de l'autorité indigène.

La population de la province de Cao-Bang se compose de tribus de races différentes qui se trouvent mélangées entre elles sur tous les points. L'élément thô, néanmoins, domine partout et c'est chez lui que se recrute la presque totalité des mandarins et des fonc-

tionnaires salariés. Les Mans, Nongs et Méos ont de rares représentants dans les emplois publics subalternes, tels que ceux de chefs de village et de canton.

De temps immémorial, le but de la politique annamite avait été de s'assimiler les nombreux étrangers qui habitaient les frontières de l'empire et elle leur avait appliqué, dans ce sens, un seul système administratif. L'autorité française a continué le même mode de procéder afin de réaliser, au plus vite, une unité désirable à tous les égards, mais en s'attachant à mettre à la tête des diverses populations des fonctionnaires de même race dans toute la mesure du possible.

La subdivision administrative indigène comprend la commune, le canton, le phu et la province.

La commune est constituée par la réunion de plusieurs villages qui sont séparés quelquefois par une distance considérable.

Toutes les affaires communales sont réglées par les chefs de famille ; il leur appartient d'élire le ly-thuong (maire), le pho-ly (adjoint) et le xa-doan (chef des partisans de la commune). Dans chaque hameau et dans tout village important, ils nomment également le thon-truong, fonctionnaire qui reçoit et fait exécuter les ordres du ly-thuong.

Bien qu'il n'y ait pas d'élection régulière pour les désigner, il n'en subsiste pas moins que les familles les plus honorables et les plus influentes jouissent d'un certain mandat tacite et que leurs chefs composent une sorte de conseil de notables analogue à celui que présente la commune annamite.

Ils ont pour mission de présenter à l'autorité supérieure les jeunes gens qui doivent être appelés au ser-

vice militaire, de régler les différends de toute espèce qui s'élèvent entre les membres de la commune. Il leur échoit encore de décider de l'opportunité de la construction et de la réparation des pagodes, de juger les contestations qui peuvent naître entre plusieurs villages ou des particuliers, de provoquer enfin des poursuites contre un habitant ou de lui faire simplement des remontrances.

Un de ces pères de famille est désigné à son tour, par chau, pour le représenter dans un nouveau conseil, qui n'est pas sans avoir de grandes analogies avec notre conseil général. Deux fois par an, en effet, en mai et octobre, tous les indigènes qui le composent sont appelés à Cao-Bang auprès du commandant du Territoire pour lui donner leur avis sur la préparation du budget provincial. Ils sont consultés sur les questions qui intéressent la contrée et ils peuvent faire des propositions pour les travaux d'utilité publique. Le résident doit s'inspirer des desiderata qu'ils expriment et y donner satisfaction dans toute la mesure du possible. Il adresse, d'ailleurs, au résident supérieur un procès-verbal de ces réunions ; il y mentionne les vœux qui lui ont été exprimés et les moyens qu'il compte prendre pour les réaliser.

Pour la commune, le ly-thuong est l'agent de transmission de tous les ordres, le collecteur des impôts, et le seul fonctionnaire qui soit responsable devant l'autorité. Il doit encore rassembler les porteurs qu'on lui demande, faire les rapports officiels sur les crimes, délits et autres incidents importants dont la commune est le théâtre.

Il légalise enfin, en les revêtant de son sceau, tous les actes et toutes les requêtes.

Le ly-thuong ne perçoit pas d'appointements pour l'exercice de son mandat. Il est pourvu d'un cachet que lui donne le quan-an et d'un brevet qui est visé par le résident et délivré par le résident supérieur.

L'autonomie de la commune est complète ; elle forme un véritable Etat dans l'Etat, mais elle ne dispose d'aucune ressource pécuniaire et, si une somme d'argent vient à être engagée, elle doit être prélevée sur l'habitant par les pères de famille au prorata de la famille de chacun.

Telle est l'organisation de la commune chez les Thôs et les Nôngs (1).

Les Mans ne forment pas de grosses agglomérations ; ils se trouvent presque toujours en minorité vis-à-vis de l'élément thô. Ils se contentent, en conséquence, de choisir parmi eux un chef de village qui porte le nom de pho-ton ; ils reconnaissent ensuite l'autorité du ly-thuong. Quand leurs villages, rassemblés sur les versants d'une même vallée ou d'une montagne, sont assez nombreux pour se soustraire à l'autorité directe des races étrangères, ils se groupent sous les ordres d'un seul chef qui s'appelle man-muc.

Chez les Méos, les hameaux se composent de trois ou quatre maisons qui sont toutes habitées par des individus de la même famille élisant un chef.

Les différents hameaux d'une petite vallée ou d'un même cirque rocheux se réunissent sous l'autorité d'un ma-phai qui est, à proprement parler, le chef du groupement.

1. E. Luro, *Le pays d'Annam*, E. Leroux, édit., Paris, 1878, pp. 161 et suiv.

A leur tour, plusieurs villages nomment le ping-tai qui remplit des fonctions analogues à celles de chef de quartier d'un village thô ou thon-truong ; lorsque la réunion de ces petits villages ne constitue pas un quartier important, son chef s'appelle le tsao-tao.

Les différents quartiers enfin s'unissent pour former la tribu qui est sous les ordres d'un toung-tcha dont la fonction peut-être assimilée à celle d'un ly-thuong.

Quand la tribu n'a qu'une population assez considérable, elle n'a à sa tête qu'un ping-tao. Si un toung-tcha s'y trouve, il n'a pas de ping-tao comme intermédiaire et a directement sous ses ordres le ma-phaï.

Si le groupement est encore plus faible, il n'a à sa tête qu'un simple ma-phaï qui est placé sous l'autorité du ly-thuong-thô. Il peut même arriver qu'un simple hameau méo soit noyé au milieu d'une population différente : il n'a pas dans ce cas de chef de sa race.

Enfin les Chinois qui habitent la région jouissent d'une organisation spéciale (1).

Tout d'abord, ils doivent obtenir pour se fixer dans le pays un laissez-passer.

Ils reçoivent ensuite l'autorisation de s'unir au groupe de Chinois installés dans la région qui se trouve à proximité du lieu où ils veulent faire du commerce ou exercer leur industrie. En principe, chaque groupe important de Chinois forme une congrégation qui répond de ses membres et fait elle-même sa propre police sous la surveillance des autorités françaises.

Les Chinois dont aucune congrégation ne veut répon-

1. Arrêtés des 27 décembre 1886, 1^{er} octobre 1890, 9 décembre 1892, 1^{er} juin 1897 et 20 mai 1902 du gouverneur général de l'Indo-Chine.



Femme Méo.

dre sont placés sous la surveillance directe de la police ou expulsés si leurs moyens d'existence ne sont pas reconnus comme suffisants.

A la première réquisition des autorités, le chef de congrégation doit présenter un état nominatif de ses congénères et être en mesure de fournir des renseignements sur toutes les mutations survenues. Ce fonctionnaire est choisi, ainsi que le sous-chef de congrégation, parmi les membres les plus notables de la colonie chinoise. Ils sont élus pour deux ans et remplissent des fonctions analogues, en somme, à celles de ly-thuong et de thon-truong.

Tout Européen qui emploie au moins vingt-cinq Chinois à son service soit pour une exploitation, soit pour des travaux quelconques, exerce à leur égard et vis-à-vis de l'autorité française le rôle de chef de congrégation.

Telle est, en résumé, l'organisation de la commune chez les tribus de différentes races qui habitent le cercle.

La réunion (1) de deux ou plusieurs communes forme le canton. A la tête de cette circonscription territoriale se trouve un fonctionnaire appelé chef de canton (caï-tong) et qui est assisté ordinairement d'un sous-chef de canton (pho-tong). La police, la levée et la surveillance des corvées constituent ses attributions ordinaires ; s'il sert pendant six ans à la satisfaction de ses chefs, il peut être titularisé dans son emploi et obtenir le brevet de mandarin civil ou militaire du 9^e degré, 2^e classe, suivant son degré d'instruction. Il est donc le premier des

1. Luro. Déjà cité, pp. 157 et suiv.

fonctionnaires subalternes qui puisse recevoir cette dignité.

Choisi parmi les personnages les plus influents, le chef de canton a encore pour mission de renseigner l'autorité supérieure sur la situation politique de son ressort administratif et sur les principaux événements intéressant l'ordre et la sécurité publique qui peuvent y survenir. Il lui appartient aussi de prononcer les divorces qui lui sont demandés.

Le chef de canton ne reçoit pas d'appointements pour les fonctions qu'il remplit ; il lui est délivré un brevet et un cachet dans les mêmes conditions qu'au ly-thuong.

Tous les partisans de son canton sont commandés par le thong-doan.

A tour, la réunion de deux ou plusieurs cantons forme le chau à la tête duquel se trouve un mandarin appelé tri-chau.

Ce fonctionnaire est chargé de toute l'administration indigène. Auxiliaire direct de l'officier délégué, il communique à ses subordonnés les ordres qu'il reçoit. Sur son invitation, les ly-thuong lui présentent les rôles d'impôts des communes et il les fait afficher dès qu'ils ont été approuvés par le commandant de Territoire.

Il rend compte à l'officier délégué de tous les événements importants. Par ses collaborateurs indigènes ou par des hommes de confiance, il s'attache à connaître l'état d'esprit de la population. Il se fait, en toutes circonstances, auprès de l'autorité française, l'avocat de ses administrés. Il met également à profit les marchés qui se passent de l'autre côté de la frontière et qui attirent beaucoup d'étrangers pour obtenir des renseignements sur les bandes de pirates.



Femme Man-Tien.

Il tient aussi la liste nominative des partisans de son chau avec un état des armes qui leur ont été distribuées. A certaines époques, principalement aux approches des fêtes du Têt, il fait exécuter des patrouilles à ses partisans afin de donner la chasse aux malfaiteurs qui cherchent à dévaliser les villages pour célébrer Bouddha à peu de frais. Il a sous ses ordres un doi-lé (ou un lé-muc) qui est son agent d'exécution et qui est à la tête de quatre linh-lé ou satellites.

Les partisans du chau sont commandés par le chau-doan.

Le tri-chau doit encore faire arrêter les malfaiteurs ; sous la direction de l'officier délégué et tout en se conformant à la loi annamite, il est obligé de procéder aux enquêtes judiciaires, aux auditions de témoins, à l'interrogatoire des inculpés et d'établir enfin un rapport d'ensemble destiné à éclairer à la fois le chef de bataillon adjoint et le quan-an.

C'est surtout en matière criminelle qu'il a des attributions importantes. Le rapport qu'il rédige dans toute affaire et où il expose ses conclusions est, en effet, un véritable jugement en première instance.

Le rôle du tri-chau est donc des plus considérables. Il exerce, en un mot, vis-à-vis de la population indigène les même fonctions que l'officier délégué remplit en regard de l'autorité française.

Quand deux chau se trouvent réunis sous l'autorité d'un même fonctionnaire indigène, ils forment un phu ; l'un d'eux est administré par un fonctionnaire nommé tri-phu, d'un rang supérieur au tri-chau.

Le tri-chau et le tri-phu reçoivent respectivement de

l'autorité française un traitement mensuel de 40 piastres et 60 piastres.

Si l'on songe aux frais considérables qui incombent à ces fonctionnaires, à leur amour de la représentation et d'un certain luxe, aux dépenses qu'entraîne tout événement heureux ou malheureux survenu dans leur famille, on ne peut que trouver très insuffisantes ces diverses allocations. Il est à craindre, en effet, que pour se procurer l'argent nécessaire à leurs besoins, ils n'aient recours, le cas échéant, à des moyens illicites et qu'ils ne pressurent une population dont les membres osent rarement se plaindre du dommage qui leur est causé.

Le tri-phu et le tri-chau sont munis d'un brevet qui est signé du résident supérieur ; ils sont aussi pourvus d'un cachet qu'ils apposent sur toutes les pièces administratives ou judiciaires.

L'un et l'autre ont à leur disposition pour les aider dans tous les différents détails administratifs et pour la tenue de leurs écritures un laï-muc et deux thong-laï. Ces secrétaires reçoivent également un brevet signé du résident supérieur.

La réunion de plusieurs chau constitue la province à la tête de laquelle se trouve le quan-an. Il dirige toute l'administration indigène ; il transmet au tri-chau les ordres qu'il reçoit pour la présentation des rôles d'impôt, leur perception, pour tous les travaux publics et d'une façon générale pour tous les services. Il est, enfin, le juge du tribunal indigène du cercle.

Il connaît de toutes les affaires où les Annamites et assimilés seuls sont en cause ; il rend alors la justice conformément au Code annamite modifié par le décret du 1^{er} novembre 1901.

La justice indigène est exclusivement pénale, même quand une contestation civile ou commerciale est portée devant le tribunal.

Il est rare, d'ailleurs, que le quan-an soit saisi de faits de ce genre. Généralement, en effet, les pères de famille des villages terminent à l'amiable toutes les choses litigieuses de cet ordre. Quand les parties n'ont pu conclure un accord et qu'elles ont exposé leurs différends devant le tri-chau, la justice indigène est, pour ainsi dire, saisie. Ce fonctionnaire fait alors une enquête et la transmet, par l'intermédiaire de l'autorité française, au quan-an de Cao-Bang. La partie condamnée est dans ce cas, comme nous venons de le dire, l'objet d'une sanction pénale.

Le quan an examine toutes les affaires qui lui sont soumises par les tri-chau, interroge les nouveaux témoins et plaignants qui lui semblent devoir être entendus, procède à tous les suppléments d'enquête qui lui semblent nécessaires et rend enfin son jugement qui est transmis par le commandant du cercle au procureur général. La commission d'appel instituée par le décret du 1^{er} novembre 1901 examine, à ce moment, la cause jugée et en vérifie la légalité.

Le quan-an est aidé dans sa tâche par le kink-lich qui remplit auprès de lui les fonctions de secrétaire-général, le bat-phan, secrétaire pour les affaires de justice, le cūü-phan, plusieurs tho-laï, commis expéditionnaires. Tous ces fonctionnaires reçoivent un brevet portant la signature du Résident supérieur.

Nous allons examiner maintenant le rang que les divers fonctionnaires occupent dans le mandarinat.

Tout d'abord il convient de dire qu'on entend ordinairement par mandarinat la hiérarchie des fonctions

rétribuées par l'État. Le titre qui est ainsi conféré au fonctionnaire est la récompense de ses services, de son travail, de son honorabilité ; il l'acquiert et ne le trouve pas dans son berceau : en mourant il ne laisse aucune parcelle de son autorité ou de ses honneurs à ses héritiers.

Exceptionnellement des titres académiques peuvent faire obtenir la dignité de mandarin à des personnages qui ne remplissent cependant aucune fonction publique.

Les gros commerçants, les riches industriels, tous ceux enfin qui se distinguent dans une branche quelconque de l'activité humaine peuvent obtenir également cette distinction.

Les ancêtres du mandarin qui rend de grands services au pays obtiennent dans la tombe des grades dans le mandarinat, et rien ne va plus au cœur de leur descendant que ces hommages posthumes qu'il leur fait décerner.

Il y a deux sortes de mandarinat : le mandarinat civil et le mandarinat militaire suivant la nature des charges qui les font obtenir. Chacun d'eux comprend neuf degrés qui se subdivisent chacun en deux classes.

Le mandarinat civil est le plus difficile à acquérir et partant celui dont le prestige est le plus grand.

Dans les provinces du Delta, en effet, tous ceux qui l'obtiennent sont recrutés parmi les lettrés qui ont subi avec succès les examens difficiles de Nam Dinh. Ils ont ainsi une instruction plus développée, une connaissance plus approfondie de la loi et, par suite, une autorité plus grande sur leurs administrés.

Comme aucun de ces lettrés ne tient à être nommé

dans le territoire de Cao-Bang dont le climat est réputé malsain pour tout Annamite et où la population peu aisée et peu dense est plus indépendante que celles des riches provinces du Sud, l'autorité a dû songer à assurer, avec ses propres moyens, le recrutement de ses mandarins.

Elle les choisit, en conséquence, parmi les membres des familles les plus riches et les plus influentes du pays ou parmi les sujets qui offrent le plus de garanties au point de vue de l'instruction, de l'intelligence et de l'honorabilité. Son choix se porte d'habitude sur les descendants des premiers fonctionnaires annamites envoyés par la cour d'Annam.

En principe, et conformément à la loi d'ailleurs, tous ces mandarins ne doivent pas exercer leurs fonctions dans leur propre circonscription d'origine.

Sur l'initiative des officiers délégués, le commandant du territoire propose à l'autorité supérieure la nomination d'un mandarin ou son avancement qui est signé à l'approche des fêtes du Têt, c'est-à-dire au mois de janvier.

L'avancement a lieu par classe et non par degré. Un mandarin du 6^e degré 2^e classe ne peut pas par exemple être proposé pour le 5^e degré, mais bien pour la 1^{re} classe du 6^e degré. Deux ans de bons services, au moins, sont exigés des candidats pour qu'ils puissent obtenir la classe ou le degré supérieurs.

Les fonctionnaires du territoire occupent dans la hiérarchie du mandarinat les grades suivants qu'ils ne doivent pas, en principe, dépasser :

Le quan-an ou an-sat	4 ^e degré	1 ^{re} classe
Le tri-phu	5 ^e —	2 ^e —

Le tri-chau	6 ^e —	2 ^e —
Le kinh-lich.	7 ^e —	1 ^{re} —
Le bat-phan.	{	8 ^e — 2 ^e —
Le Cuu-phan		
Le tho-laï du quan-an. .	{	9 ^e — 2 ^e —
Le laï-muc		
Le tong-laï du chau . . .		

Il ressort donc que les divers mandarins du cercle ne peuvent obtenir un avancement plus grand que celui qui est dévolu à leurs fonctions. Un tri-chau, par exemple, ne peut dépasser la 2^e classe du 6^e degré. Mais la nécessité de récompenser les services rendus et la pénurie des vacances d'emploi ont fait depuis longtemps négliger l'application stricte de cette règle. Aussi au lieu d'être comme au début une institution invariable, une hiérarchie délimitant pour jamais les espoirs et les projets d'ambition de ses membres, le mandarinat peut conférer désormais des grades supérieurs aux emplois occupés. En définitive, un tri-chau peut recevoir un autre degré qu'il n'était pas autrefois en droit d'attendre.

Il arrive en retour qu'un fonctionnaire occupe un emploi sans avoir obtenu le grade de mandarinat qui y correspond ; il est considéré, dans ce cas, comme n'exerçant ses fonctions qu'à titre provisoire. Il ne devient donc véritablement titulaire de sa charge que lorsqu'il reçoit en même temps le grade du mandarinat y afférent.

Telles sont les principales remarques auxquelles donne lieu le mandarinat civil.

Il convient d'ajouter que l'autorité militaire s'attache

sans cesse à améliorer le recrutement de ses mandarins. A cet effet, elle a installé dans chaque chau un Huan-dao, instituteur officiel de caractères, auquel on a donné comme élèves les fils des principales familles. De leur côté l'interprète français leur donne des leçons de notre langue. S'ils subissent plus tard avec succès les examens primaires, secondaires et supérieurs que nous avons indiqués, tous ces élèves se trouvent dans les conditions requises pour remplir les diverses fonctions salariées. Il y a donc lieu d'espérer que, dans une quinzaine d'années, on pourra augmenter le niveau d'instruction de nos mandarins et le rendre sensiblement égal à celui des fonctionnaires indigènes du Delta.

Quant au mandarinat militaire, il avait été créé autrefois par l'autorité annamite pour récompenser les fonctionnaires employés aux choses de l'armée. Les conditions exigées n'étant pas les mêmes pour l'obtention de ces deux sortes de mandarins on crut devoir les rendre complètement distincts l'un de l'autre. Tandis que le mandarinat civil, en effet est l'apanage des lettrés et des savants qui doivent subir des examens très difficiles pour l'obtenir, le mandarinat militaire est réservé à des serviteurs sans doute très méritants, mais d'une culture intellectuelle peu développée. Il y a donc une différence de prestige très grande entre ces deux mandarins.

S'inspirant de la même manière de voir, l'administration française nomme encore dans les territoires aux grades les moins élevés du mandarinat militaire les fonctionnaires qui ne pourraient jamais, par suite de leur défaut d'instruction, être nommés mandarins civils. Les chefs de canton, les *doi-lé*, le *lé-muc* et les chefs de

partisans peuvent ainsi espérer de recevoir cette dignité.

Tous les mandarins civils et militaires du territoire sont nommés par le résident supérieur.

Les diplômes conférant le mandarinat sont signés et envoyés par la cour de Hué et portent le sceau et le cachet de l'empereur d'Annam.

En résumé, deux systèmes s'offraient à l'autorité française pour administrer le territoire : laisser aux fonctionnaires indigènes une indépendance absolue ou confier toutes les charges et tous les emplois à des représentants de notre administration. A la suite d'abus sans nombre, on dut reconnaître qu'il serait téméraire et dangereux d'adopter définitivement le premier. Les fonctionnaires Thôs sont portés à être doublement concussionnaires, en effet, à l'égard des individus qui ne sont pas de leur race. D'un autre côté, procéder à une administration directe avec une population aussi différente et qui est disséminée dans une région aussi vaste était entreprendre une tâche au-dessus de nos forces. Le nombre très limité des officiers qui tiennent garnison dans le territoire, les multiples fonctions qui leur sont déjà imposées, la conduite qu'ils doivent tenir en cas de mobilisation, sont autant de causes qui militaient contre ce système. On a eu recours alors à un procédé mixte et on a laissé aux fonctionnaires indigènes l'exercice de l'autorité tout en les soumettant à la surveillance et au contrôle des officiers administrateurs.

Mais il serait encore hasardeux de dire que ce système est sans défaut. Médiocrement rétribué par nous, le fonctionnaire indigène n'a que trop de tendances à se

livrer à des actes illicites pour se procurer les ressources nécessaires. Placé à la tête de populations qui ont été élevées dans le culte de la hiérarchie, il est à peu près sûr de compter sur l'impunité et beaucoup de vexations lui sont permises. On voit donc le grand désavantage qui peut résulter de cette manière d'administrer le pays. Il n'est pas douteux, en effet, qu'en commettant un acte coupable ou reprehensible, le mandarin n'en attribue la paternité à un représentant de notre administration. Malgré toute la vigilance voulue, en dépit des plus constants efforts et d'une surveillance de toutes les heures, il est donc à craindre que des dénis de justice ne puissent encore se produire à l'ombre du drapeau français.

SECTION III

Moyens de communication. Routes. Navigation. Projets de voie ferrée.
Lieux principaux.

Jusqu'au moment de notre venue dans la région, on peut dire qu'il n'y existait aucun système de routes. L'autorité chinoise, qui avait, en somme, l'administration du pays, n'avait jamais pris aucune mesure pour ouvrir des voies de communication. Elle avait tout intérêt, en effet, à maintenir un état de choses qui, en déterminant l'insécurité et les troubles, justifiait son intervention dans cette province étrangère. D'ailleurs, elle procédait ici comme sur ses terres propres où il ne se trouve encore, au Quang-Si du moins, aucun réseau véritable de routes.

Le premier soin de l'administration française a été de remédier à cette situation. Tous les ans, à l'aide des journées de prestation que doivent certaines catégories d'indigènes ou au moyen de fonds qui sont prélevés sur le budget du territoire, des chemins nouveaux sont percés. Mais, par suite de la nature si accidentée de la région, de grands efforts restent à accomplir pour que des communications très faciles soient établies entre les différents points.

Il n'y a jusqu'à ce jour qu'une route carrossable : c'est celle qui relie Cao-Bang à That-Khé en passant par Nam-Nhang et Dong-Khé. Elle est suivie par les convois qui s'organisent à Dong-Dang, station terminus, on le sait, du chemin de fer, à destination de Cao-Bang et Bao-Lac.

Les autres routes principales sont sur la rive droite du Song-Bang-Giang, les routes de Nguyen-Binh et de Ngan-Son ; elles partent d'un même point situé sur la route de Nuoc-Haï, à quelques kilomètres au nord-ouest de Cao-Bang. Elles bifurquent au pied de Khau-Lieu pour se diriger : la première vers l'ouest, la seconde vers le sud-ouest.

La route de Nguyen-Binh passe d'abord à Na-Lu, atteint bientôt le pied des premiers contreforts rocheux du massif de Tap-Na, à Già-Bang. Franchissant une première fois la rivière de Nguyen-Binh, près du village de Ta-Sa, elle la suit jusqu'au village de Pac-Mann ; Nguyen-Binh se trouve sur la rive opposée.

De Nguyen-Binh partent divers embranchements à destination de Cho-Ra, Nam-Phat, Trung-Tang, Bo-Gai d'une part et Trung-Tang — Mo-Xat de l'autre. Ces deux



CERCLE DE CAO-BANG. — Schéma des voies de communication (Echelle : 1/864.141).

derniers ont un parcours très accidenté et très difficile à travers le massif de Tap-Na.

Quant à la route aboutissant à Ngan-Son, elle gagne le Song-Hiem, traverse le col du Déo-Khau-Tré au village de Ban-Khiem. Puis elle franchit toute la région montagneuse et boisée qui s'étend entre le Song-Hiem-Nord (1) et le Song-Hiem-Sud à travers les cols du Déo-Quang-Moc, du Déo-Kui-Ngoa et enfin du Khau-Khan et, de là, arrive au marché de Ban-Khan. De ce point, on redescend les pentes du Khau-Khan jusqu'à Ngan-Son.

Sur la rive gauche du Song-Bang-Giang :

1° La route de Cao-Bang à Soc-Giang. Après avoir suivi une vallée très fertile et parsemée de riches rizières, elle atteint Nuoc-Hai. De ce point, elle longe une série de mamelons herbeux jusqu'à Mo-Xat. Elle côtoie alors le Song-Bang-Giang qu'elle franchit en divers endroits sur des ponts élégamment construits. Peu d'efforts seraient à faire pour la rendre carrossable.

C'est à Mo-Xat que vient aboutir le chemin conduisant au Luc-Khu par Xuan-Dao.

Le poste de Soc-Giang est relié, à l'est, à Nam-Nhung, et, à l'ouest, à Bo-Gaï par des sentiers très accidentés; une autre route le met également en communication avec le poste chinois de Binh-Mang.

2° La route de Cao-Bang à Tra-Linh, par An-Lai.

Jusqu'à ce village, qui est situé au pied de la rampe qui conduit au sommet du Déo-Ma-Phuc, la route parcourt, tour à tour, des collines herbeuses et monotones et le pays rocheux qui longe sans cesse le massif de Cà-

1. Ou Ta-Hiem du nord et Ta-Hiem du sud.

Bang jusqu'à Nam-Luat. A partir du massif de Déo-Ma-Phuc, elle traverse une succession ininterrompue de cirques et de cols rocheux jusqu'à ce qu'elle atteigne la plaine de Tra-Linh.

De Tra-Linh partent plusieurs embranchements : l'un reliant ce point au poste de Nam-Nhung, un autre aboutissant au poste chinois de Lung-Ban, un troisième mettant en communication Tra-Linh avec Trung-Khan-Phu.

3° La route de Cao-Bang à Quang-Uyen par An-Lai. Arrivée au Déo-Ma-Phuc, elle se dirige vers l'ouest, traverse le vaste cirque de Cao-Xuyen, monte le col rocheux et abrupt du Kéo-But, redescend dans le cirque de Tach-Binh, passe ensuite, à Da-Tan, la rivière de Quang-Uyen sur un large pont de pierre pour atteindre ce poste après une série de cols rocheux.

Quang-Uyen est le nœud des routes qui desservent le nord et l'est de la région.

Les principales qui y prennent naissance sont celles de Binh-Lao par Dong-Da, au sud-ouest ; de Phuc-Hoa et de Ta-Lung par Cat-Linh, au sud-est, de Ha-Lang à l'ouest ; de Trung-Khan-Phu par Tong-Hué au nord.

a) La route accidentée de Binh-Lao passe par le massif rocheux de Dong-Da qui a été autrefois un lieu de refuge pour les pirates ;

b) La route de Phuc-Hoa suit presque constamment les pentes douces des mamelons schisteux ;

c) La route de Ha-Lang est jusqu'à An-Chau très agréable à suivre. Percée à travers un pays rocheux et boisé, elle est des plus pittoresques. De An-Chau, elle suit une contrée mamelonnée, où les arbres sont assez rares, jusqu'au Song-Ba-Vong qu'elle franchit sur un

joli pont édifié autrefois par les Chinois. De Hat-Mit à Ha-Lang, la route parcourt un pays boisé et assez accidenté. Des embranchements relient Ha-Lang aux postes frontières de Ban-Cra, au nord-est, et de Bi-Ha, au sud-est.

a) La route de Trung-Khan-Phu suit d'abord la rivière de Quang-Uyen qu'elle traverse à Mung-Da sur un pont en bois, puis monte le col élevé de Déo-Liéou pour redescendre dans la vallée du Song-Ba-Vong. On arrive ainsi à Tong-Hué.

En sortant de Tong-Hué, la route franchit le Song-Ba-Vong sur un pont de pierre formé de six arches ogivales, traverse les rizières du Coc-Phuong, longe le rocher isolé de Da-Cao et atteint enfin Trung-Khan-Phu après être passée par quelques cols rocheux peu accidentés.

Le poste de Trung-Khan-Phu est relié à Tra-Linh, comme nous l'avons déjà remarqué. De ce point partent encore de nombreux sentiers qui conduisent aux divers blockhaus disséminés le long de la frontière. Une autre route enfin se dirige, à l'est, par Ban-Gioc ; elle suit, depuis Po-Tau, la vallée du Song-Quei-Cheum jusqu'à Ban-Gioc en traversant une des parties les plus pittoresques de la région. De Ban-Gioc à Ban-Cra, la rivière forme, sur une partie de son cours, une magnifique cascade de plus de 35 mètres de hauteur. Trois kilomètres après le poste de Ban-Cra, la route utilise une sorte de tunnel, construit par la nature, de 250 mètres de long, large de 20 et haut de 3 à 4 mètres et dans lequel on ne peut s'engager qu'à la lueur des torches que viennent apporter les habitants voisins.

Telles sont les principales routes de la région. De la

rapide description que nous avons faite, on comprend les difficultés qui ont dû être surmontées pour leur ouverture ; on voit encore les grands travaux qu'il reste à accomplir pour les rendre un jour carrossables. C'est à ce prix, cependant, que semble devoir être achetée la prospérité de la région. Alors seulement, en effet, il sera possible d'exploiter des essences rares des forêts et de tirer le meilleur parti des richesses considérables que paraît contenir son sous-sol.

L'administration française apporte tout le zèle voulu pour que cette amélioration si désirable des moyens de communication soit obtenue avec le minimum de sacrifices et dans un assez bref laps de temps.

Navigation. — En étudiant l'hydrographie, nous avons constaté que presque toutes les rivières de la région étaient parsemées de rapides et que, pendant l'hiver, elles étaient souvent à sec durant une partie de leur cours. Il en résulte qu'elles ne peuvent être utilisées qu'exceptionnellement pour les transports.

Le Song-Bang-Giang et le Song-Hiem-Nord sont les seules rivières réservées véritablement à la navigation.

Le Song-Bang-Giang n'est navigable qu'après Mo-Xat. Des jonques chinoises font le service entre Cao-Bang et Lung-Tchéou et transportent, tour à tour, des voyageurs et des marchandises.

Le Song-Hiem-Nord est utilisé, durant une grande partie de son parcours, pour le transport des bambous et des bois qui doivent servir aux constructions.

Projets de voie ferrée. — La dernière station du chemin de fer du Delta est Dong-Dang. Ce point est situé environ 90 kilomètres de Lung-Tchéou et à 140 kilomètres de Cao-Bang.

En 1895, comme nous l'avons vu dans cette partie de notre étude que nous avons consacrée au Kouang-Si, une compagnie française avait obtenu du gouvernement chinois l'autorisation de prolonger la ligne du Tonkin non seulement jusqu'à Lung-Tchéou mais jusqu'à Nan-Nin-Fou et Pé-Sé.

Nous avons signalé encore que les études préliminaires avaient déjà été faites quand les difficultés d'ordre administratif vinrent reculer le commencement des travaux. Depuis cette époque, il n'a plus été question de l'ouverture de cette voie ferrée qui aurait pu rendre de grands services dans la région puisque le trajet de Cao-Bang à Lung-Tchéou peut s'accomplir parfois dans une journée.

Nous croyons savoir qu'on a étudié aussi le projet de relier directement Dong-Dang à Cao-Bang en suivant dans ses grandes lignes la route prise par les convois ; Na-Cham, Déo-Cat, That-Khé, Dong-Khé, Nam-Nhang. Mais, dans un parcours aussi accidenté, de nombreux ouvrages d'art seraient nécessaires et les frais seraient ainsi très élevés. D'ailleurs, avec le chiffre actuel de la population, encore trop faible, avec les richesses très limitées qui peuvent être maintenant exploitées puisque le réseau de routes est trop rudimentaire, il est à présumer que les bénéfices ne couvriraient pas les dépenses. Donc pour que cette construction de voies ferrées puisse s'entreprendre dans de bonnes conditions, il convient d'attendre le résultat que va donner l'exploitation des diverses mines. S'il est favorable, on peut espérer qu'en dépit de toutes les difficultés, des chemins de fer relieront bientôt Cao-Bang à Dong-Dang soit directement, soit par Lung-Tchéou. Il est évident que nulle mesure

administrative n'entraînerait plus vite le développement du commerce et de l'industrie de la région.

Lieux principaux. — Il n'y a qu'une seule ville dans la région : c'est celle de Cao-Bang. Les autres points les plus remarquables, Quang-Uyen, Trung-Khan-Phu, Cao-Bing, Nguyen-Binh ne sont que d'humbles bourgades peuplées seulement d'indigènes.

Sous l'habile direction des commandants du territoire, la ville de Cao-Bang a pris l'aspect d'une cité européenne. Elle possède maintenant, avec l'hôpital, les casernes de la légion et des tirailleurs, le magasin des subsistances, le cercle des officiers, le logement du commandant de cercle, des constructions vastes et spacieuses qui sont dûes exclusivement à la main d'œuvre militaire. Des rues, bien tracées, la sillonnent dans divers sens.

La plus belle maison de Cao-Bang est, sans contredit, celle du commandant de territoire. Edifiée avec tout le confort voulu et pourvue d'un premier étage, elle peut soutenir la comparaison avec ces maisons de plaisance qu'on rencontre dans le voisinage des villes.

SECTION IV

Tableau de la condition actuelle de la population. Recensement.
Condition des familles. Accroissement des familles. Immigration et émigration.

Avant notre venue, la condition de la population avait été des plus précaires. Comme nous l'avons vu dans l'introduction, l'autorité chinoise avait, de temps



Une école française dans le cercle.

immémorial, opéré une sorte de mainmise sur la province, sous prétexte d'y rétablir l'ordre que le gouvernement annamite n'était pas capable d'assurer lui-même dans ces régions lointaines. Elle n'avait d'autre règle que le régime du bon plaisir ; les mandarins militaires pressuraient les tribus chez lesquelles ils ne trouvaient jamais de résistance. A chaque instant, d'ailleurs, avaient lieu des attaques de pirates qui venaient ravir aux habitants le prix de leurs récoltes ou les économies qu'ils avaient pu amasser. L'indigène vivait alors dans un état de crainte perpétuelle ; il se bornait en conséquence, à demander à la culture de sa terre le revenu qui était strictement nécessaire à sa propre subsistance.

A cette période si troublée nous avons substitué, au prix de dures sacrifices, le calme le plus complet. En dépit de l'éloignement de certains villages et grâce à l'organisation méthodique d'un corps de partisans, chaque indigène peut trouver, à proximité de sa demeure, le secours dont il a besoin. Par cette sécurité que nous lui ménageons, la population reprend confiance : elle s'adonne avec infiniment plus d'ardeur qu'autrefois au travail de la terre.

Au régime de l'arbitraire qui caractérisait celui de l'autorité chinoise, nous avons fait succéder celui de la justice. Il est recommandé à tout administrateur français de surveiller minutieusement les fonctionnaires indigènes afin qu'ils ne trafiquent pas de leur mandat et qu'ils ne se livrent à l'égard de leurs administrés à des mesures vexatoires. Sans doute, il est téméraire de supposer que rien n'échappe à l'œil investigateur des représentants de l'autorité française et qu'aucun déni de justice ne puisse plus être commis. Il n'en subsiste pas moins,

cependant, que les mandarins deviennent très circonspects dans leurs agissements et qu'ils se rendent compte des suites sévères que comporterait toute réclamation dont le bien fondé aurait été reconnu. D'ailleurs, l'indigène commence à ne plus hésiter à venir soumettre ses différends à l'officier administrateur.

Par la construction des nombreux marchés qui ont été édifiés sur les principaux points et qui attirent beaucoup de visiteurs, la population écoule facilement, aujourd'hui, les produits de ses cultures, de son commerce ou de son industrie.

On peut donc avancer que les conditions d'existence des tribus de la région sont devenues bien meilleures depuis que nous avons pris en mains les affaires du pays. Le vie que mène actuellement une famille en est, du reste, la preuve manifeste.

Il était rare autrefois qu'une famille restât longtemps dans le village où elle s'était établie. Pour éviter le ressentiment d'un mandarin, pour se soustraire aux déprédations des maraudeurs, elle changeait très souvent de demeure. Aujourd'hui il n'en est pas de même ; elle ne quitte plus son lieu d'origine. Jadis encore, la terre était possédée par un nombre très restreint de propriétaires qui avaient à leur service un assez grand nombre de serviteurs. Maintenant, au contraire, elle est plus morcelée et l'on peut dire que chaque famille possède la quantité de rizières ou de terrains qui pourra subvenir à ses besoins. Ordinairement elle dispose pour elle seule d'une case dont la disposition est assez vaste pour abriter tous ses membres. Elle possède encore le bœuf et le buffle qui lui permettront de cultiver ses champs, tandis qu'elle compte beaucoup d'habitants dans sa



Femmes Thós.

basse-cour. Ce ne sont donc que les familles trop nombreuses ou dont les membres s'adonnent à l'opium et au jeu qui placent certains des leurs comme domestiques ou hommes de peine chez des voisins plus riches.

Dans leurs grandes lignes, les conditions d'existence de la population et de la famille sont bonnes ; il est certain que l'indigène nous témoigne une certaine reconnaissance pour nos efforts et qu'il s'applaudit de notre venue.

Le recensement de la population qui a été fait, en 1904, a donné les résultats suivants par catégories de race :

39.874	Thôs
27.802	Nôngs
4.729	Mans
369	Méos
295	Chinois
271	Annamites
73.340	

Ce total accuse, sur l'année précédente, une augmentation d'effectif de près de 300 âmes.

Il n'y a pas beaucoup d'émigrations dans la région. Celles qui se produisent concernent des indigènes qui vont s'établir dans les cercles voisins, celui de Bao-Lac le plus souvent. Il est excessivement rare de voir certains de nos administrés aller s'établir dans le Kouang-Si. Ce n'est, d'habitude, que pour se soustraire aux conséquences d'une faute qu'ils vont demander asile aux Chinois.

Mais si les émigrations sont insignifiantes, il faut convenir également que les immigrations sont assez rares.

Sans doute, il y a lieu de tenir compte des difficultés administratives et diplomatiques que soulèverait la venue incessante au Tonkin d'un nombre assez grand d'habitants du Kouang-Si ou du Yunnan. On peut se demander, toutefois, les motifs pour lesquels les indigènes de ces provinces ne cherchent pas davantage à s'établir sur nos terres puisque nous estimons qu'ils seraient heureux sous nos lois, plus douces et plus humaines : ils sont de plusieurs sortes. Tout d'abord, nous exigeons de nos administrés des journées de prestations : chaque année, à des périodes fixes, nous les astreignons à des travaux de route. L'indigène, qui est, par nature, très paresseux et qui croit, pour sa part, que de larges chemins ne sont pas indispensables ne comprend pas les raisons pour lesquelles nous lui demandons un concours qui n'est pas réclamé de l'autre côté de la frontière. En outre, le service de la douane fonctionne dans la région d'une manière impitoyable, tandis qu'il est très facile en Chine d'échapper à ses poursuites. On oblige enfin la population à fournir maintenant un certain nombre d'hommes pour le service militaire. Il faut noter encore que les impôts sont chaque année plus élevés, alors qu'ils restent stationnaires au Kouang-Si et au Yunnan. L'indigène voue aussi un culte ardent à ses ancêtres et il se fait un devoir de prendre soin de leurs tombes. En se livrant à toutes ses remarques, l'habitant de ces provinces chinoises se décide à rester chez lui, préférant, en somme, son existence si précaire à celle que nous réservons sur nos terres à nos administrés. De son côté, l'Annamite regarde la région comme un lieu d'exil et il n'y accomplit d'ordinaire, nous le savons, qu'un séjour de courte durée.



Femme Man-Khoang.

CONCLUSIONS

Avenir probable de la région de Cao-Bang.

De l'étude que nous venons de faire, il ressort que la région possède de nombreuses ressources dont on n'a pu tirer, jusqu'à ce jour, le meilleur parti.

Sans doute, l'agriculture est dans un état florissant et la population indigène sait, avec les procédés tout primitifs dont elle fait usage, obtenir un rendement assez rémunérateur du terrain. Néanmoins, de nombreux mamelons sont encore en friche et attendent le moment d'être mis en valeur. Il n'est pas téméraire d'avancer qu'on trouvera tôt ou tard le genre de culture qui leur convient et qu'on pourra se ménager ainsi un champ d'exploitation plus vaste.

En outre, les quelques essais qui ont été tentés par les officiers des divers postes ont établi que le jute, le café, le tabac et la ramie venaient très bien dans la région. Le jour où la culture de ces plantes serait faite par des colons compétents, il y a tout lieu de croire qu'elle deviendrait la source de profits sérieux.

L'élevage, enfin, peut être appelé à un grand développement car la proximité du Delta permettra d'assurer le placement de tous les produits.

L'industrie, nous l'avons vu, est dans ce moment à l'état embryonnaire ; elle ne s'exerce que sur des choses insignifiantes ; aucune grande entreprise n'a pu encore être tentée. Jusqu'à ce jour, elle n'a pas dépassé le champ, pour ainsi parler, de l'activité familiale.

Mais il convient de dire qu'elle semble devoir être le gage d'une prospérité très grande car, comme nous l'avons également remarqué, la région a été réputée, depuis un temps immémorial, pour la richesse de ses mines. Aujourd'hui de nombreux colons viennent demander au sol ses secrets, et si les recherches, ainsi que tout le fait prévoir, donnent des résultats favorables, de puissantes compagnies sauront bientôt se former pour procéder à une exploitation en règle.

En admettant même que les gisements n'aient pas la profondeur espérée et que notre colonie ne possède pas de richesses minières importantes, il convient de ne pas oublier que d'autres trésors sont enfouis de l'autre côté de la frontière. Si la région de Cao-Bang ne peut pas devenir par elle-même le centre d'une exploitation durable, sa situation lui permettra, du moins, d'assurer l'écoulement facile et fructueux des matières tirées du sous-sol du Kouang-Si et, par ce voisinage, de longs jours de prospérité lui seraient encore réservés. Etain, or, argent, fer, soufre, salpêtre, charbon se trouvent, d'ailleurs, dans la région et, au dire de plusieurs prospecteurs, il est permis d'espérer que certains d'entr'eux y sont assemblés en assez vastes gisements.

Quant aux transactions commerciales, elles se bornent à l'achat et à la vente d'objets de nécessité première dont certains sont de fabrication européenne et



Jeune fille Nong.

arrivent par la voie de Canton. Elles n'apportent au Trésor aucun bénéfice appréciable. Toutefois, elles sont susceptibles de prendre un certain essor dans un assez bref délai.

Nous sommes maintenant arrivé au point où il convient de résumer les mesures qui nous paraissent devoir être prises pour mener à bonne fin la tâche que nous nous sommes assigné dans cette partie de la colonie.

Tout d'abord, il nous semble qu'il serait d'une bonne politique d'attirer le plus possible des Annamites du Delta et de leur prêter une aide pécuniaire et morale qui leur permettrait de faire une concurrence redoutable aux Chinois. En agissant ainsi, nous pourrions petit à petit apprendre à nos indigènes à se passer des Chinois, à leur faire voir qu'ils auraient tout bénéfice à remplir les mêmes professions ou à faire de semblables entreprises. Nous les émanciperions par ce moyen de ce joug moral qu'ils subissent à leur insu et l'argent gagné n'irait pas non plus de l'autre côté de la frontière. Le Chinois qui s'installe dans la région vient du Kouang-Si et il est probable qu'il n'a pas la conscience bien nette quand il nous demande asile. Son séjour parmi nous est, du reste, toujours provisoire et il n'aspire qu'à retourner dans son pays après fortune faite. Bien souvent, il met à profit sa venue dans la région pour recruter de nouveaux adeptes pour les sociétés secrètes ou pour saper par des voies détournées notre autorité et notre prestige auprès des indigènes.

Ensuite, il y a lieu de perfectionner sans cesse notre système de routes et de les rendre un jour carrossables. De grandes difficultés seront à vaincre pour arriver à

ce résultat. La région de Cao-Bang est en effet, on l'a remarqué, très accidentée et de nombreux ouvrages d'art seront rendus ainsi nécessaires. Mais c'est alors seulement que les mines pourrait être exploitées avec fruit et que les forêts, à leur tour, livreront leurs trésors. Des colons français ne peuvent pas, d'ailleurs, s'installer en grand nombre dans le cercle avant que ces travaux soient accomplis. Aucune considération de dépenses ne saurait être objectée et l'avenir de la contrée dépendra pour une grande part de l'état de ses routes. Actuellement on construit une voie carrossable de Cao-Bang à Nguyen-Binh.

En outre, il y a lieu d'activer le plus possible la construction des voies ferrées qui devront relier Cao-Bang à Hanoï d'une part et à Lung-Tchéou et Pé-Sé de l'autre. En attendant le jour, peut-être encore lointain, où la piraterie en sera à jamais bannie, le cercle, avec les divers produits pourra assurer tout d'abord un transit suffisant. On nous apprend du reste que ces projets sont actuellement à l'étude et que le commencement des travaux aura bientôt lieu si l'exploitation des mines paraît devoir être rémunératrice. Avec l'installation des chemins de fer, de longs jours de prospérité seraient donc ménagés au pays.

Telles sont les conditions aux prix desquelles la prospérité future de la région de Cao-Bang nous semble devoir être assurée.



Vieille femme Man-Coc.

APPENDICE III

PRINCIPAUX ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES RÉGISSANT
LES TERRITOIRES MILITAIRES

APPENDICE III

Arrêté remplaçant au point de vue de l'organisation financière les 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires sous l'autorité du résident supérieur du Tonkin, à compter du 1^{er} janvier 1906.

Bulletin officiel n° 288 (p. 678, du 20 juin 1905).

Art. 1^{er}. — A compter du 1^{er} janvier 1906, les 2^e, 3^e, 4^e territoires militaires sont replacés au point de vue de l'organisation financière sous l'autorité du résident supérieur au Tonkin et administrés d'après les règles en vigueur dans les provinces civiles.

Art. 2. — Les budgets spéciaux des territoires militaires créés par l'arrêté du 15 novembre 1900 (art. 14) sont supprimés ; les recettes qui les composent sont restituées au budget local.

Art. 3. — Il est institué dans chaque territoire militaire pour les services urbains et provinciaux du territoire, un budget unique dit budget provincial organisé conformément aux prescriptions de l'arrêté du gouverneur général en date du 30 novembre 1895, soumis aux règles de comptabilité édictées par cet arrêté.

Art. 4. — L'administration des 2^e, 3^e et 4^e territoires

militaires reste placée sous l'autorité d'un officier supérieur du grade de colonel ou de lieutenant-colonel qui conserve le titre de commandant du territoire.

Art. 5. — Chacun des territoires militaires reste subdivisé en deux cercles. Le membre des cercles peut être modifié par le gouvernement général sur la proposition du résident supérieur au Tonkin et après avis conforme du général commandant supérieur.

Art. 6. — Le commandant de territoire exerce dans toute l'étendue de son territoire les fonctions attribuées au résident chef de province par les décrets ou arrêtés en vigueur. Il administre en outre directement le cercle où se trouve le chef-lieu de territoire.

Art. 7. — L'organisation des secteurs est supprimée.

Art. 8. — Le personnel européen à la disposition du commandant de territoire est désigné par le général commandant supérieur ; toutefois la nomination des commandants de territoire et des commandants de cercle est soumise à l'agrément du résident supérieur au Tonkin.

Ce personnel comprend :

1° Au chef-lieu de territoire :

Le chef de bataillon adjoint au commandant du territoire.

Un capitaine chancelier.

Des secrétaires en nombre variable d'après les fixations budgétaires.

Art. 9. — Les capitaines chanceliers et les sous-officiers et soldats secrétaires sont hors cadres, leur solde et accessoires étant à la charge du budget local ou provincial, un supplément de fonctions détermine par arrêté du gouverneur général sur la proposition du

résident supérieur et après avis conforme du général commandant supérieur des troupes.

Art. 10. — Les commandants de territoire et de cercle disposent, en outre, de délégués en nombre variable selon les besoins mais dont la totalité ne peut dépasser la moitié du chiffre des commandants de secteurs actuels.

Art. 11. — Les commandants de territoire surveillent et contrôlent les services de l'administration indigène dans les mêmes conditions que le résident chef de province. Ils adressent au résident supérieur au Tonkin toutes les propositions concernant le personnel.

Art. 12. — Les commandants de territoire sont investis en matière judiciaire, dans toute l'étendue du cercle où se trouve le chef-lieu de territoire, des attributions conférées par les décrets des 15 septembre 1896 et 1^{er} novembre 1906 aux résidents chefs de province.

En cas d'absence ou d'empêchement, les commandants de territoires seront remplacés dans leurs fonctions judiciaires par le chef de bataillon adjoint.

Le commandant de cercle exerce, en matière judiciaire les mêmes attributions que le commandant du territoire dans l'étendue du cercle où ne se trouve pas le chef-lieu de territoire.

Art. 13. — La police frontière exercée dans les conditions actuelles par le règlement de police mixte du 20 juin 1895 reste assurée par le personnel militaire mis à la disposition des commandants de territoire.

Les fonctions de commissaire de police frontière dans les localités énumérées à l'article 10 de la convention restent assurées par des officiers désignés par le général commandant supérieur des troupes.

Ces officiers ont sous leurs ordres pour le service spécial les commandants de poste frontière.

Le commandant de territoire a la haute surveillance de la police frontière, il lui est adjoint à cet effet un officier de renseignements.

Il adresse chaque mois au général commandant supérieur, d'une part, et au résident supérieur au Tonkin, de l'autre, un rapport d'ensemble sur la police frontière du territoire placé sous ses ordres.

Art. 14. — Tous les incidents se rapportant soit à la police frontière, soit à la sécurité intérieure du territoire sont portés en même temps à la connaissance du général commandant supérieur des troupes et du résident supérieur au Tonkin.

Art. 15. — Les arrêtés des 11 avril et 15 novembre 1900 et 3 avril 1901 sont abrogés.

Art. 16. — Le général, commandant supérieur des troupes du groupe de l'Indo-Chine et le résident supérieur du Tonkin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur au Tonkin,*

FOURÈS.

*Arrêté modifiant les divisions administratives
du 2^e territoire.*

Bulletin officiel n^o 540 (page 1336, du 21 mars 1905).

Art. 1^{er}. — Les circonscriptions administratives dénommées cercle de Cao-Bang et cercle de Thât-Khé (2^e territoire militaire) sont supprimées à compter du 1^{er} janvier 1906.

Art. 2. — A cette date, les châu de Truong-Dinh, Bing-Gia et Bac-Son, dépendant du cercle de Thât-Khé, seront rattachés à la province de Lang-Son. Les châu de Tach-An et Phuc-Hoa dépendant du cercle de Thât-Khé, ainsi que les châu de Ha-Lang-Thuang-Lang, Quand-Uyen, Thanh-Lâm, Nguyên-Binh, Ha-Quang, composant le cercle de Cao-Bang, seront placés sous l'autorité directe de l'officier supérieur, commandant le 2^e territoire militaire.

Art. 3. — Le personnel affecté, sous les ordres de cet officier supérieur, à l'administration de ce territoire, comprendra par application de l'article 8 de l'arrêté du 20 juin 1903 sus-visé :

Un chef de bataillon adjoint.

Un capitaine chancelier.

Des secrétaires en nombre variable suivant les fixations budgétaires.

Art. 4. — Le général de division, commandant supérieur des troupes, le secrétaire général de l'Indo-Chine et le résident supérieur au Tonkin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin,*

GROBAU.

*Arrêté modifiant l'organisation administrative
des 2^e, 3^e, 4^e territoires militaires.*

Bulletin officiel n° 541 (page 1337, 21 mars 1905).

Art. 1^{er}. — A compter du 1^{er} janvier 1906, les 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires placés sous l'autorité du résident

supérieur, au point de vue de l'organisation financière, par l'arrêté n° 1821 du 20 juin 1905, seront administrés sous la direction de ce haut fonctionnaire, dans les conditions prévues par l'arrêté précité.

Art. 2. — A titre transitoire et tant que les troupes régulières seront chargées de la police frontière et appelées à concourir directement au maintien de la sécurité intérieure, les officiers supérieurs, commandants de territoires resteront placés sous l'autorité du général, commandant supérieur des troupes, en ce qui concerne ces services spéciaux. La transmission des rapports sur la police frontière et la sécurité intérieure, au général, commandant supérieur et au résident supérieur d'une part et d'autre part, au gouverneur général, s'effectuera conformément aux prescriptions des articles 13 et 14 de l'arrêté du 20 juin 1905.

Art. 3. — Le général de division, commandant supérieur des troupes du groupe de l'Indo-Chine, le secrétaire général et le résident supérieur au Tonkin, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin,*

GROBAU.

Arrêté fixant, à dater du 1^{er} janvier 1906, les divisions administratives des 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires du Tonkin.

Bulletin officiel n° 546 (page 1330 du 28 novembre 1905).

Arrêté.

Art. 1^{er}. — A dater du 1^{er} janvier 1906, il est créé dans les 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires des centres

administratifs dont la désignation et la circonstance sont indiquées ci-après :

2^e TERRITOIRE

Centre de Dong-Khé (chêu de Thach-Lam et de Phuc-Hoa).

Centre de Quang-Uyen (châu de Quang-Uyen, Ha-Lang et Phuong-Lang).

Centre de Soc-Giang (châu de Ha-Quang).

Centre de Nguyen-Binh (châu de Nguyen-Binh).

3^e TERRITOIRE

Centre de Dang-Van (cantons de Dong-Ninh et de Quang-Man).

Centre de Quang-Ba (canton de Yen-Binh).

Centre de Hoang-Su-Phi (canton de Bang-Tu-Nhan).

Centre de Bac-Quang (canton de Bang-Hanh, Trinh-Tuong, Muc-Ha et Tien-Yen).

4^e TERRITOIRE

Centre de Pa-Kha (commune de Ngoc-Huyen).

Centre de Coc-Leu (communes de Trinh-Tuong, Dong-Quang, Ngoc-Phuc, Mhac-Son, Cam-Duog, Gia-Phuc et Huang-Vinh).

Centre de Phuong-Tho (commune de Phong-Thu et Binh-Lu).

Art. 2. — Les délégués des commandants de territoire chargés de la direction de ces centres administratifs recevront une indemnité annuelle de 240 piastres

imputable respectivement au budget provincial de chaque territoire.

Art. 3. — Le général de division, commandant supérieur des troupes, le secrétaire général de l'Indo-Chine et le résident supérieur au Tonkin, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté,

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin,*
GROBAU.

Arrêté rendant applicables à compter du 1^{er} janvier 1906 aux 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires les dispositions de l'arrêté du 1^{er} juin 1904, réglementant la délivrance des grades dans le mandarinat au Tonkin.

Bulletin officiel n° 551 (page 1366 du 29 novembre 1905).

Art. 1^{er}. — Sont rendus applicables, à compter du 1^{er} janvier 1906, aux 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires, les dispositions de l'arrêté du 1^{er} juin 1904, réglementant la délivrance des grades dans le mandarinat au Tonkin, et modifiant le droit fixe à payer par les possesseurs de brevets n'appartenant pas à l'administration, ou qui, en ayant fait partie, ont été licenciés par mesure disciplinaire ou révoqués, sans annulation de leurs brevets.

Art. 2. — Le résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin,*
GROBAU.

Arrêté rendant applicables à compter du 1^{er} janvier 1906 aux 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires, les dispositions de l'arrêté du 28 mars 1905, admettant au régime des patentes, les commerçants et industriels indigènes résidant dans les provinces du Tonkin.

Bulletin officiel n° 552 (page 1366 du 29 novembre 1905).

Arrêté.

Art. 1^{er}. — Sont rendus applicables à partir du 1^{er} janvier 1906, aux 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires, les dispositions de l'arrêté du 28 mars 1905, soumettant au régime des patentes les commerçants et industriels indigènes résidant dans les provinces du Tonkin.

Art. 2. — Le résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin,*

GROBAU.

Arrêté plaçant à compter du 1^{er} janvier 1906, les 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires sous le régime des arrêtés du 8 novembre 1892, 30 octobre 1895 et 27 décembre 1899, organiques des budgets provinciaux au Tonkin.

Bulletin n° 553 (page 1367 du 27 novembre 1905).

Vu le décret du 21 avril 1891, etc.

Arrêté :

Art. 1^{er}. — Les 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires au Tonkin seront placés, à compter du 1^{er} janvier 1906,

sous le régime des arrêtés des 8 novembre 1890, 30 octobre 1895, et 27 décembre 1899.

Art. 2. — L'arrêté du 27 décembre 1900, concernant les mêmes circonscriptions, est et demeure rapporté.

Art. 3. — Le résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin.*

GROBAU.

Arrêté rendant applicable aux 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires l'arrêté du 18 mai 1899, instituant une caisse de réserve des budgets provinciaux et celui du 5 février 1904, créant pour chaque province du Tonkin, un fonds de réserve particulier.

Bulletin officiel n° 555 (page 1369 du 29 novembre 1905).

Vu le décret du 21 avril 1891 ;

Vu les arrêtés n° 965 et 966 du 28 mars 1903, plaçant à compter du 1^{er} juillet 1903, le 1^{er} territoire militaire sous le régime de l'administration civile et rattachant les secteurs de Duong-Quy et Bao-Hà, à la province de Yen-Bay ;

Vu l'arrêté du 20 juin 1903, plaçant à compter du 1^{er} janvier 1906, au point de vue de l'organisation financière, les 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires sous l'autorité du résident supérieur au Tonkin ;

Vu l'arrêté du 18 mai 1899, instituant au Tonkin une caisse de réserve des budgets provinciaux.

Vu l'arrêté du 5 février 1904, ouvrant dans les écri-

tures des ordonnateurs des budgets provinciaux au Tonkin un compte intitulé : « Fonds de réserve de la province ».

Sur la proposition du résident supérieur par intérim au Tonkin :

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 18 mai 1899, instituant une caisse de réserve des budgets provinciaux, et celui du 5 février 1904, créant pour chaque province, un fonds de réserve particulier, sont rendus applicables aux 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires à compter du 1^{er} janvier 1906.

Art. 2. — Le résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin,*

GROBAU.

Arrêté étendant à la province de Lang-Son, aux secteurs de Duong-Qui et Bao-La et aux territoires militaires les dispositions de l'arrêté du 23 août 1904, fixant à 0 p. 15 le taux du rachat de chacune des journées de prestations.

Bulletin n° 554 (page 1368 du 29 novembre 1905).

Vu le décret du 21 avril 1891 ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1889, réglementant l'impôt des prestations et fixant le prix du rachat de la journée ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 1892, créant les taxes spéciales à percevoir dans les différents centres du Tonkin ;

Vu l'article du 30 octobre 1895, établissant, pour les

services urbains et provinciaux, un budget unique sous le nom de budget provincial ;

Vu l'arrêté du 2 juin 1897, réservant aux provinces dix journées de prestation ;

Vu l'arrêté du 4 décembre 1900, autorisant le rachat facultatif au profit des budgets provinciaux du Tonkin de cinq des dix journées réservées aux provinces et fixant le prix de ce rachat à 0. p. 12 cents par journée ;

Vu l'arrêté du 15 avril 1902 rendant applicable en territoire militaire l'arrêté susvisé du 4 décembre 1901 ;

Vu l'arrêté du 23 août 1904, portant de 0 p. 12 à 0 p. 15 le taux du rachat de chacune des journées de prestation ;

Vu le rapport en date du 10 mai 1905 de la commission chargée d'étudier la réorganisation du régime financier des territoires militaires ;

Sur la proposition du résident supérieur par intérim au Tonkin :

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté du 23 août 1904, fixant à 0 p. 15 cents le taux du rachat de chacune des journées de prestation, seront étendues, à compter du 1^{er} janvier 1906 à la province de Lang-Son, aux secteurs de Duong-Qui et Bao-La, rattachés à la province de Yen-Bay et aux 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires.

Art. 2. — Le résident supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin,*

GROBAU.

Arrêté autorisant la perception dans les territoires militaires du Tonkin, à compter du 1^{er} janvier 1906, de centimes additionnels à l'impôt foncier et à l'impôt par famille.

Bulletin n° 556 (page 1370 du 29 novembre 1905).

Vu le décret du 21 mars 1891.

Vu l'arrêté du 8 novembre 1892, créant les taxes spéciales à percevoir dans certains centres du Tonkin ;

Vu l'arrêté du 27 mai 1893, autorisant au Tonkin l'établissement des budgets provinciaux ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1895, établissant pour les services urbains et provinciaux, un budget unique sous le nom de budget provincial.

Vu les arrêtés n^{os} 965 et 966 du 28 mars 1905, plaçant, à compter du 1^{er} juillet 1905, le 1^{er} territoire militaire sous le régime de l'administration civile, et rattachant les secteurs de Duong-Qui et de Bao-Ha à la province de Yen-Bay ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1905, plaçant à compter du 1^{er} janvier 1906 les territoires militaires sous le régime des arrêtés des 8 novembre 1892, 30 octobre 1895, et 27 décembre 1899 ;

Vu le rapport, en date du 10 mai, de la commission chargée par arrêté du 3 mars 1905, d'étudier la réorganisation du régime financier des territoires militaires ;

Sur la proposition du résident supérieur par intérim au Tonkin :

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est autorisé à la perception dans les

territoires militaires du Tonkin, à compter du 1^{er} janvier 1906 et au profit des budgets provinciaux des dits territoires, de centimes additionnels à l'impôt foncier et à l'impôt par famille.

Art. 2. — Le taux de cette taxe est fixé à 3 0/0 à ajouter au montant des rôles des dits impôts.

Art. 3. — Le résident supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hanoï, le 29 novembre 1895.

Signé : *Le Résident supérieur au Tonkin*,
GROBAU.

Arrêté modifiant l'article 9 de l'arrêté du 16 octobre 1905 sur le recrutement du bataillon de tirailleurs frontière.

Bulletin officiel n° 86 (page 303 du 1^{er} mars 1906).

Le gouverneur de l'Indo-Chine,

Arrête :

L'article 9 de l'arrêté 2841 du 16 octobre 1905, sur le recrutement de tirailleurs frontière, est remplacé par le suivant :

Art. 9. — Les rengagés ont droit à partir de leur sixième année de service, à une prime de rengagement et à une haute paye, d'après les tarifs fixés par les règlements en vigueur pour les troupes de l'Indo-Chine.

Signé : *Le Résident supérieur p. i. au Tonkin*,

GROBAU.

Arrêté complétant les dispositions de l'arrêté du 1^{er} mars 1906, relatif au recrutement du bataillon de tirailleurs de frontière.

Bulletin officiel n° 205 (page 530 du 24 avril 1906).

Le gouverneur général de l'Indo-Chine,

Arrête :

Les dispositions de l'arrêté du 1^{er} mars 1906 sont complétées par les suivantes :

Art. 1^{er}. — A titre transitoire, les tirailleurs rengagés n'ayant pas 5 ans de services, et qui sont déjà titulaires d'une haute paye, continueront à la percevoir.

Art. 2. — Seront également admis au bénéfice de la prime et de la haute paie, dès la quatrième année de service, les tirailleurs qui se seront engagés pour 3 ans avant le 1^{er} mars 1906.

Art. 3. — Pour l'attribution de la deuxième haute paye et des hautes payes suivantes, aux tirailleurs placés dans ces conditions l'on ne fera pas entrer en ligne de compte, le nombre des années de services, mais seulement le nombre des années de rengagements. C'est ainsi que la deuxième haute paye sera acquise après 3 ans de rengagement, la troisième après 6 ans, etc.

Art. 4. — Le général de division commandant supérieur, des troupes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Gouverneur général :

Le Secrétaire général,

Signé : BRONI.

Arrêté classant la province de Lang-Son et les territoires de Cao-Bang, Ha-Giang, Lao-Kay (Tonkin) dans la première catégorie du tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 novembre 1904, au point de vue de la quotité des frais de service, de tournées ou de représentation des chefs de ces circonscriptions.

Bulletin officiel n° 237 (page 621 du 11 mai 1906).

Le gouverneur de l'Indo-Chine,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La province de Lang Son et les territoires de Cao-Bang, Ha-Giang, Lao-Kay (Tonkin) sont placés dans la première catégorie du tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 novembre 1904 au point de vue de la quotité des frais de service, de tournées ou de représentation des chefs de ces circonscriptions.

Art. 2. — Par mesure transitoire les officiers supérieurs actuellement chargés de l'administration des territoires de Cao Bang, Ha-Giang, Lao-Kay, continueront à recevoir les allocations spéciales qui leur sont attribuées jusqu'à l'époque où ils seront remplacés par des administrateurs des services civils.

Art. 3. — Le secrétaire général de l'Indo-Chine et le résident supérieur au Tonkin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur,*

GROBAU.

Arrêté rendant applicable aux territoires militaires l'arrêté du 24 août 1904, relatif à l'allocation des primes pour la destruction des fauves au Tonkin.

Bulletin officiel (21 février 1906, p. 285).

Art. 1^{er}. — Sont rendus applicables aux territoires militaires les dispositions de l'arrêté du 24 août 1904, portant fixation des primes allouées pour la destruction des fauves au Tonkin.

Le résident supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur au Tonkin,*
GROBAU.

.

Arrêté modificatif sur le recrutement du bataillon de tirailleurs frontière.

Bulletin officiel (1^{er} mars 1906, page 290).

Arrêté :

L'article 9 de l'arrêté 2841 du 16 octobre 1905 sur le recrutement du bataillon de tirailleurs frontière est remplacé par le suivant :

Les rengagés ont droit, à partir de leur sixième année de service, à une prime de rengagement et à une haute paye, d'après les tarifs fixés par les règlements en vigueur pour les troupes de l'Indo-Chine.

Signé : *Le Résident supérieur,*
GROBAU.

Arrêtés rendant exécutoires les budgets provinciaux des 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires et leur allouant des subventions.

Art. 1^{er}. — Sont rendus exécutoires, à compter du 1^{er} janvier 1906, les budgets provinciaux désignés ci-après, arrêtés en recettes et en dépenses comme il suit :

2 ^e territoire militaire . .	31.170	§ 00
3 ^e » »	34.849	00
4 ^e » »	30.797	00

Art. 2. — Les subventions ci-après énumérées sont allouées par le budget local aux budgets provinciaux des trois territoires militaires déjà désignés, qui ne peuvent s'équilibrer avec leurs propres ressources.

2 ^e territoire militaire . .	24.321	§ 60
3 ^e » »	26.092	00
4 ^e » »	20.671	00
	71.084	60

Le montant de ces subventions sera mandaté au nom du receveur comptable de chaque province intéressée et prélevé sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre IV article 9 du budget local de l'exercice 1906.

Art. 3. — Les commandants des 2^e, 3^e et 4^e territoires militaires sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Signé : GROBAU.

*Arrêté portant création d'une école professionnelle
à Cao-Bang.*

Bulletin officiel (10 août 1907).

Art. 1^{er}. — Une école professionnelle est créée à Cao-Bang.

Art. 2. — Cette école a pour but de former des ouvriers exercés et habiles pour les principaux métiers employant le bois, le fer et les matériaux de construction.

Elle distribue surtout l'enseignement pratique et manuel. Néanmoins, une part devra être faite à l'enseignement général.

Art. 3. — L'organisation intérieure et le fonctionnement de cet établissement ainsi que les conditions d'admissibilité et l'obtention des bourses ou de primes feront l'objet d'un règlement ultérieur.

Art. 4. — Les dépenses afférentes à l'école professionnelle de Cao-Bang sont supportées par le budget provincial du 2^e territoire. Le produit de la vente des objets confectionnés par les élèves et susceptibles de trouver acquéreurs est attribué audit budget en atténuation des dépenses.

Art. 5. — Le résident supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : GROBAU.

Arrêté établissant pour les services urbains et provinciaux un budget unique sous le nom de budget provincial.

Bulletin officiel n° 1037 du 30 octobre 1893.

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1896, il sera établi pour les services urbains et provinciaux, un budget unique désigné sous le nom de budget provincial.

Arrêté du 5 février 1904 portant création d'un fonds de réserve distinct pour chaque budget provincial au Tonkin.

Art. 1^{er}. — Un compte intitulé : Fonds de réserve de la province, est ouvert dans les écritures des ordonnateurs des budgets provinciaux au Tonkin.

Art. 2. — Ce compte sera crédité de l'excédent des recettes sur les dépenses ressortant dans chaque budget provincial, à la clôture de l'exercice.

Art. 3. — Le reliquat de l'exercice sera versé à la caisse de réserve des budgets provinciaux.

Art. 4. — Le résident supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Signé : *Le Résident supérieur,*

FOURÉS.

*Arrêté réglementant la délivrance des grades
dans le mandarinat au Tonkin.*

Bulletin officiel n° 191 (p. 485).

Le gouverneur général de l'Indo-Chine, etc.

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les grades dans le mandarinat sont réservés aux fonctionnaires de l'administration indigène.

Art. 2. — Toutefois, par exception, il pourra être délivré des grades dans le mandarinat, soit civil, soit militaire, à des agents indigènes du gouvernement général, du secrétariat général, des différentes administrations du protectorat du Tonkin ou des services généraux qui compteront un minimum de vingt années de services et justifieront de titres exceptionnels, réservés à l'appréciation du gouverneur général.

Art. 3. — Il n'est rien changé aux termes des ordonnances royales accordant, dans certaines circonstances, des grades de mandarinat aux Annamites qui se sont distingués par des actions d'éclat ou des œuvres méritoires présentant un caractère d'utilité publique.

Art. 4. — Pour les catégories des personnes visées aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus, les brevets des 1^{er}, 2^e, et 3^e degrés sont accordés par le gouverneur général après avis du résident supérieure. Les brevets des 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e degrés sont délivrés par le résident supérieur.

Art. 5. — Un minimum de durée de deux ans dans

la même classe est exigé pour passer à la classe immédiatement supérieure.

Aucune nomination ne peut être faite, sauf circonstances ou mérites exceptionnels, qu'à la classe la plus faible, c'est-à-dire à la deuxième classe du 9^e degré.

Aucun avancement ne pourra être fait qu'à la classe immédiatement supérieure.

En aucun cas, une ou plusieurs classes intermédiaires ne seront franchies.

Les grades littéraires sont réservés, dans les conditions indiquées ci-dessus, aux indigènes pourvus d'un diplôme universitaire.

Art. 6. — Les possesseurs de brevets qui n'appartiennent pas à l'administration indigène et ceux qui, en ayant fait partie, ont été licenciés par mesure disciplinaire ou révoqués sans annulation de leurs brevets, seront astreints, tous les trois ans, au paiement d'un droit fixe de 15 piastres, sous peine de retrait de ses brevets.

Art. 7. — En aucun cas, un brevet, soit civil, soit militaire, accordé dans les conditions définies aux articles 2 et 3 n'ouvrira pour le titulaire des droits à remplir des fonctions dans l'administration indigène.

Art. 8. — Le résident supérieur au Tonkin est chargé de l'exécution du présent arrêté qui n'aura pas d'effet rétroactif et entrera en vigueur à compter à la date de ce jour.

Hanoï, 1^{er} juin 1904.

BEAU.

*Arrêté transformant le 1^{er} territoire militaire
en province civile de Lao-Kay.*

Bulletin officiel n^o 288 (p. 566, du 12 juillet 1907).

*Arrêté relatif au recrutement des indigènes appartenant
aux populations de la haute région dans les territoi-
res militaires du Tonkin.*

Bulletin officiel n^o 88 (p. 228).

Le gouverneur général, etc.

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le recrutement des indigènes appartenant aux populations de la haute région est autorisé dans les territoires militaires.

Art. 2. — La durée du service est, sous la réserve de l'approbation ministérielle fixé à 3 ans.

Art. 3. — Des rengagements successifs pour un, deux ou trois ans sont autorisés jusqu'à ce que l'homme ait accompli 20 ans de service. Ils donnent droit aux hautes payes prévues pour les rengagements dans les corps indigènes de la colonie.

Art. 4. — Le général de division, commandant supérieur, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Hanoï, 18 mars 1904.

BEAU.

VU :

Le Président de la thèse,

PAUL LESEUR.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES GRAVURES

	Pages
I. Un paysage des Ba-Chaù (Relief du faciès calcaire) . . .	17
II. Environs de Cao-Bang (Relief du faciès schisteux) . . .	21
III. Un marché dans une petite bourgade de la haute région.	97
IV. Entrée du poste de Soc-Giang	117
V. Fonctionnaires indigènes devant le poste de Nam-Nhang.	121
VI. Soldats réguliers chinois de la frontière du Quang Si . .	125
VII. Femme Méo	177
VIII. Femme Man-Tien.	181
IX. Une école française dans le cercle.	201
X. Femmes Thôs	205
XI. Femme Man-Khoang.	209
XII. Jeune fille Nòng.	213
XIII. Vieille femme Man-Coc.	217

TABLE DES CARTES

	Pages
I. Carte physique du cercle de Cao-Bang	44 <i>bis</i>
II. Carte pour servir à l'étude de l'expansion de la race thai.	35
III. Carte ethnographique du cercle de Cao-Bang.	42 <i>bis</i>
IV. Carte forestière du cercle de Cao-Bang	77
V. Carte minière du cercle de Cao-Bang.	83
VI. Schéma des voies de communication du cercle de Cao-Bang	193

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	1
INTRODUCTION	4

PREMIÈRE PARTIE

Géographie physique

CHAPITRE I. — Composition et disposition du sol. Formes du relief. Altitude moyenne des montagnes. Orientation des vallées. Comment les vallées communiquent entre elles. Cols. Effets de ce relief sur le climat. Hydrographie.	15
CHAPITRE II. — Climat. Saisons. Vents dominants. Pluie. Grêle. Orages. Flore. Faune. Races.	27
APPENDICE I. — Remarques linguistiques, ethnographiques, anthropologiques et historiques faits par différents auteurs sur les races habitant la haute région et qui établissent leur origine	43

DEUXIÈME PARTIE

Les possibilités économiques

CHAPITRE I. — Agriculture. Modes de tenure du sol. Répartition de la propriété. Comment la propriété est cultivée. Division de la terre. Cultures proprement	
--	--

	Pages
dites. Céréales. Industrielles. Rendements divers. Nombre des récoltes. Dates des semailles. Cultures fruitières. Elevage. Son état actuel, ses chances de développement. Avenir de l'agriculture dans la région.	57
CHAPITRE II. — Industrie. Constitution d'une industrie familiale. Effets du voisinage des civilisations chinoise et française sur les races du pays. Sur ce que l'on peut attendre de l'indigène. Avenir réservé à l'industrie dans la région. Avantages qui semblent devoir être réservés aux industriels européens par l'exploitation du pays : forêts, mines, etc.	72
CHAPITRE III. — Commerce. Ses voies, ses provenances et ses directions : Kouang-Si, Yunnan, Bas-Tonkin. Modes de transport des marchandises. Caravanes, bateaux, etc. Péril commercial chinois. Banques. Monnaies. Mesures. Poids	90
APPENDICE II. — L'agriculture, l'industrie et le commerce dans les deux provinces chinoises voisines du Kouang-Si et du Yunnan. Routes. Centres de transactions.	99

TROISIÈME PARTIE

L'administration française

CHAPITRE I. — <i>Section I.</i> — Bases générales sur lesquelles repose l'administration militaire	115
<i>Section II.</i> — Rôle militaire du commandant de territoire, du chef de bataillon adjoint, des officiers délégués et du commandant de poste	124
<i>Section III.</i> — Initiation française en matière militaire. Concours qu'elle demande à la population. Les résultats	132
CHAPITRE II. — <i>Section I.</i> — Rôle administratif du commandant de territoire, du chef de bataillon adjoint, du capitaine chancelier, de l'officier délégué. Initiation française en matière de justice, routes, instruction, travaux publics, commerce, industrie, agriculture, budget.	143

	Pages
<i>Section II.</i> — Rôle de l'administration indigène. Nomination des fonctionnaires. Leurs attributions. Marche de pair de l'autorité française et de l'autorité indigène.	172
<i>Section III.</i> — Moyens de communication. Routes. Navigation. Projet de voie ferrée. Lieux principaux . .	191
<i>Section IV.</i> — Tableau de la condition actuelle de la population. Recensement. Condition des familles. Accroissement des familles. Immigration et émigration . . .	200
CONCLUSIONS	211
APPENDICE III. — Principaux arrêts et circulaires régissant les territoires militaires	221

